



GL TRADE

**RAPPORT
ANNUEL 2007**



Realizing your Vision

Conformément à l'article 28 du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004, le présent document de référence incorpore par référence les informations suivantes auxquelles le lecteur est invité à se reporter :

- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 : chiffres clés, rapport d'activité, comptes consolidés, informations pro forma et rapport des Commissaires aux Comptes y afférents figurant dans le document de référence déposé le 18 mai 2006 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.06-0424 respectivement aux pages 7 à 14, 31 à 39, 53 à 104, 105 à 108 et 129 à 139 ;
- au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2006 : chiffres clés, rapport d'activité, comptes consolidés et rapports des Commissaires aux Comptes y afférents figurant dans le document de référence déposé le 23 mai 2007 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro D.07-0495 respectivement aux pages 13 et 14, 34 à 37, 56 à 103 et 125 à 133.

→ Visa de l'autorité des marchés financiers

Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 20 mai 2008 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers.



SOMMAIRE

INTRODUCTION	04
CHIFFRES CLÉS	07
→ Historique	08
→ Chiffres clés	09
→ Activité boursière	12
LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	15
→ L'organisation du groupe	16
→ Gouvernance	19
DES SOLUTIONS DÉDIÉES	21
→ L'offre produit	22
→ Le positionnement concurrentiel	26
L'ACTIVITÉ 2007	29
→ L'activité 2007	30
→ Perspectives	37
RAPPORT FINANCIER	39

INTRODUCTION



"Alliant croissance organique et croissance externe, GL TRADE s'est construit progressivement depuis 1987 pour devenir aujourd'hui un groupe d'envergure internationale, présent dans plus de 20 pays avec ses 1 400 salariés,,"

Pierre GATIGNOL — Président-Directeur Général - Executive Chairman

→ 2007 : un chiffre d'affaires de 203 M€ et un retour à la croissance organique plus fort que prévu

Après une année charnière, GL TRADE dépasse l'année de ses 20 ans le chiffre symbolique de 200 M€ de chiffre d'affaires, et réalise en 2007 une croissance organique de 7% à taux de change constants, plus importante que l'objectif de 5 % fixé en début d'exercice.

Les acquisitions réalisées durant l'année compensent plus que la cession, fin 2006, de l'activité non stratégique de distribution FERMAT. En complément de la croissance organique, elles permettent au Groupe d'atteindre une croissance globale de 10%, malgré la faiblesse du dollar et des devises asiatiques face à l'euro. A taux

de change constants, la croissance du chiffre d'affaires s'établirait à plus 13%.

Le développement de la croissance organique a été toute l'année l'un des principaux objectifs de l'ensemble du Groupe. Les résultats obtenus sont pour une large part le fruit de l'organisation mise en place fin 2006. Devenue totalement matricielle (par zone géographique et ligne de produit), mieux à l'écoute de son marché, plus concentrée sur ses objectifs commerciaux et sa production, notre organisation s'appuie en plus sur une offre de produits toujours plus riche, couvrant toutes les classes d'actifs du Front au Back Office.

Parmi nos plus grands succès de 2007, l'Asie a continué à profiter du dynamisme de son marché et a réalisé une excellente année avec une croissance organique de 22% à taux de change constants.

Après plusieurs années en demi-teinte consacrées à la défense de notre base de contrats historiques, Londres, où nous avons renforcé notre management, enregistre un retour significatif à la croissance organique (+12%) grâce à la réussite de projets importants autour de notre offre de Trading GL STREAM™, et de notre activité de Middle Office pour les produits Dérivés.

En Europe, les projets autour de la nouvelle directive réglementant les marchés financiers (MiFID) nous permettent de conserver une part de marché importante malgré la poursuite de la consolidation du secteur et la maturité de ce marché.

Enfin, nous réalisons aux États-Unis une croissance de 40%, conjonction d'opérations de croissance externe et de nos succès dans les domaines du Post Trade Dérivés et de l'Order Management, Cash et Dérivés.

Notre stratégie de diversification et de croissance externe se poursuit

Dans le droit fil de la stratégie poursuivie depuis de nombreuses années, les différentes acquisitions réalisées en 2007 renforcent notre croissance organique. Elles contribuent à l'enrichissement de notre offre Front to Back et

multi-instruments, ainsi qu'au développement de notre présence à l'international.

Effective depuis le 1^{er} mars, l'acquisition de FNX renforce notre positionnement aux États-Unis et en Asie dans le domaine des marchés de capitaux et des solutions de gestion des risques (CA 2007 : 11,5 M€, 9,7 M€ consolidés sur 10 mois). Depuis le 1^{er} juillet, l'acquisition de la société Suisse INFOTEC, spécialisée dans la diffusion de données de marché et d'information financière essentiellement en Suisse et au Royaume-Uni, complète notre propre activité dans ce domaine (CA 2007 : 13,1 M€, 6,8 M€ consolidés sur 6 mois). Enfin, acquise le 15 novembre, DECISION SOFTWARE Inc. est une société américaine spécialisée dans le Trading des Obligations (CA 2007 : 3,2 M€, 0,3 M€ consolidés sur 1,5 mois).

Une rentabilité maîtrisée

Comme chaque année, la maîtrise de la rentabilité constitue l'une des priorités de GL TRADE. Grâce à une gestion efficiente de nos moyens, les gains de productivité dégagés sur les activités les plus matures sont réinvestis dans le développement de nouveaux produits et dans nos opérations de croissance externe, notre objectif étant de maximiser la croissance de notre chiffre d'affaires, tout en maintenant le niveau de notre marge opérationnelle (hors goodwill) entre 17 et 18% de ce chiffre d'affaires.

Plus de 20 ans d'expertise et d'innovations au service de nos clients

Alliant croissance organique et croissance externe, GL TRADE s'est construit progressivement depuis 1987 pour devenir aujourd'hui un Groupe d'envergure internationale, présent dans plus de 20 pays avec ses 1 400 salariés. Nous offrons aujourd'hui à la communauté financière une gamme complète de solutions logicielles intégrées, visant à maximiser la rentabilité des activités de Trading, du Front au Back Office, pour de multiples catégories d'actifs (Actions, produits Dérivés, Obligations, devises,...) et nous poursuivons notre développement dans cette voie au service des 1000 clients qui font déjà confiance à nos solutions.



"Parmi nos plus grands succès de 2007, l'Asie a continué à profiter du dynamisme de son marché et a réalisé une excellente année avec une croissance organique de 22%."

Yassine BRAHIM — Directeur Général Délégué - CEO

Les résultats de 2007 ont été supérieurs à nos prévisions. L'année 2008 débute sous de bons auspices. Notre activité commerciale, protégée par un business model largement récurrent, semble non directement affectée par la crise des subprimes.

L'entreprise est donc idéalement positionnée pour relever les challenges et saisir les opportunités qu'offrent les évolutions rapides des Marchés Financiers.

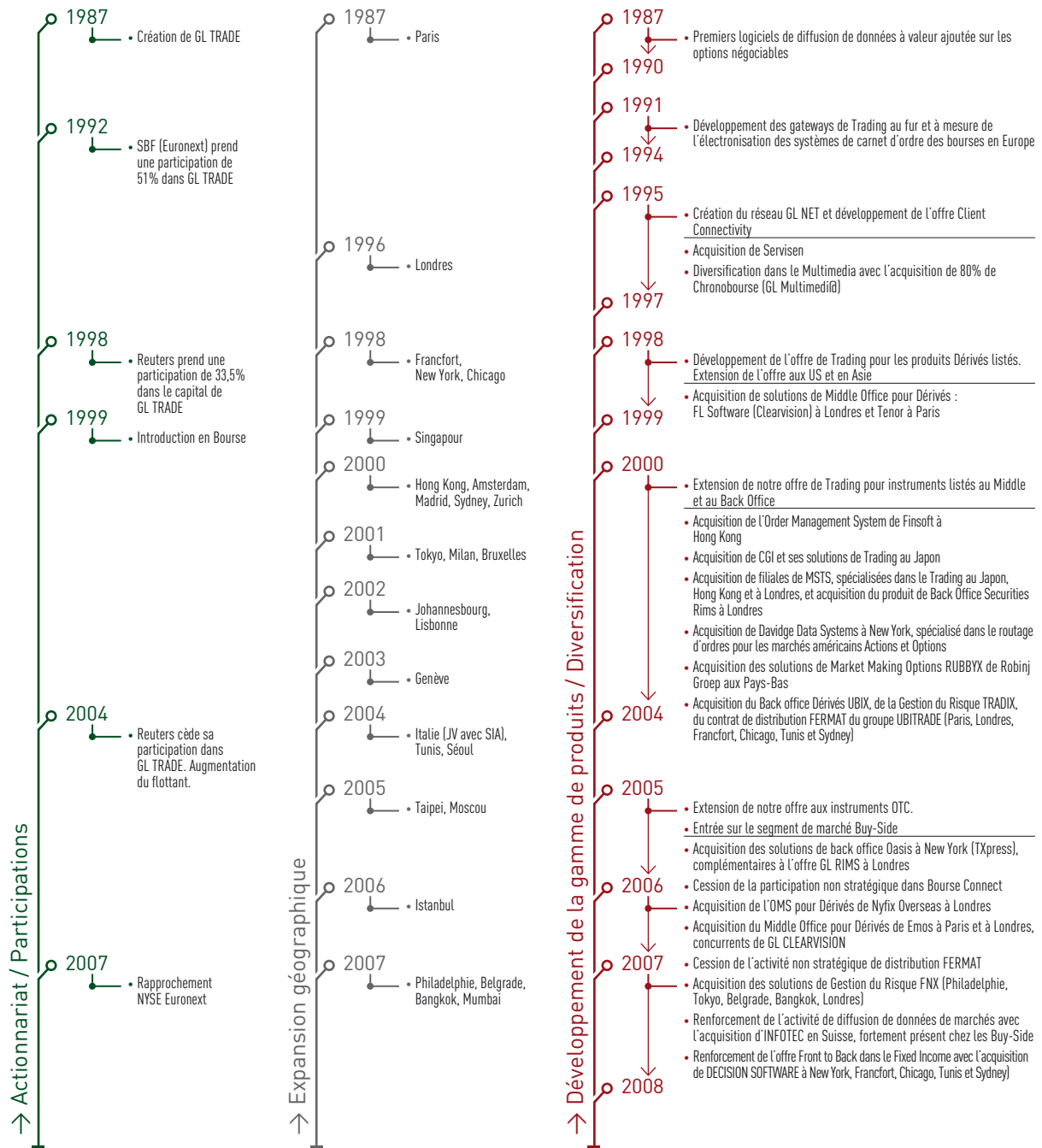




CHIFFRES CLÉS

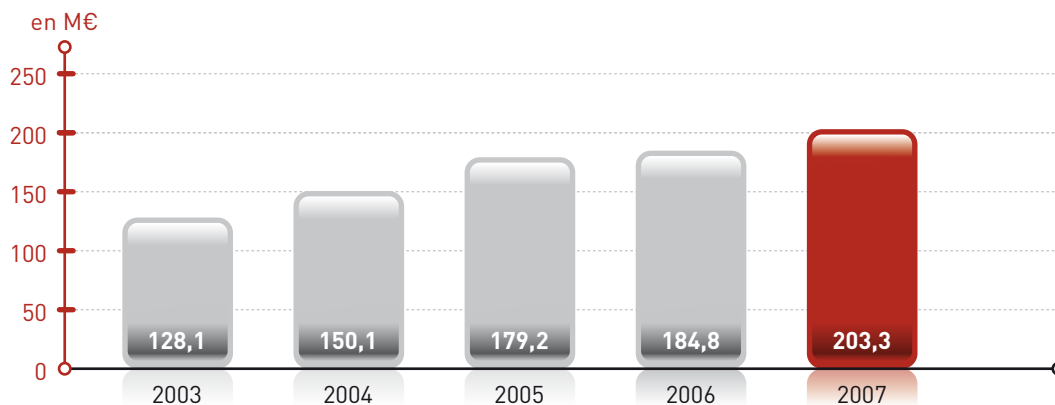
HISTORIQUE

GL TRADE offre à la communauté financière l'ensemble des solutions logicielles intégrées pour gérer le processus complet d'une transaction financière, du donneur d'ordre au trader, puis au back office. GL TRADE apporte à l'ensemble de la communauté financière internationale la sécurité et la performance exigées par ses clients, dans un esprit de partenariat et de proximité.

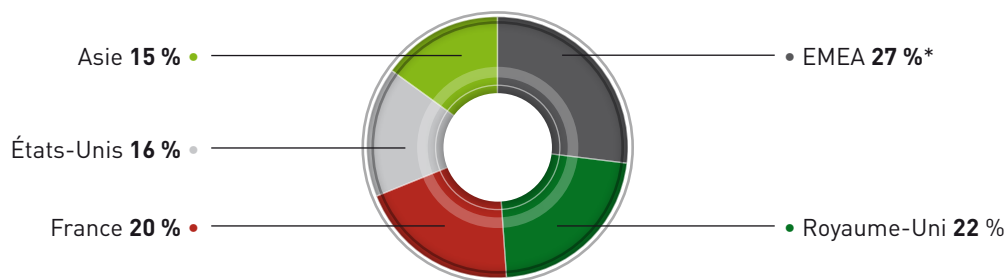


CHIFFRES CLÉS

Chiffre d'affaires consolidé en M€ - Évolution sur 5 ans

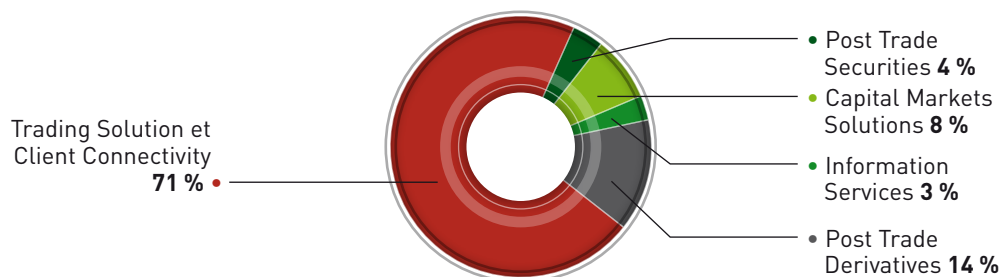


Répartition par zone géographique pour l'année 2007 - Part à l'international : 80 %

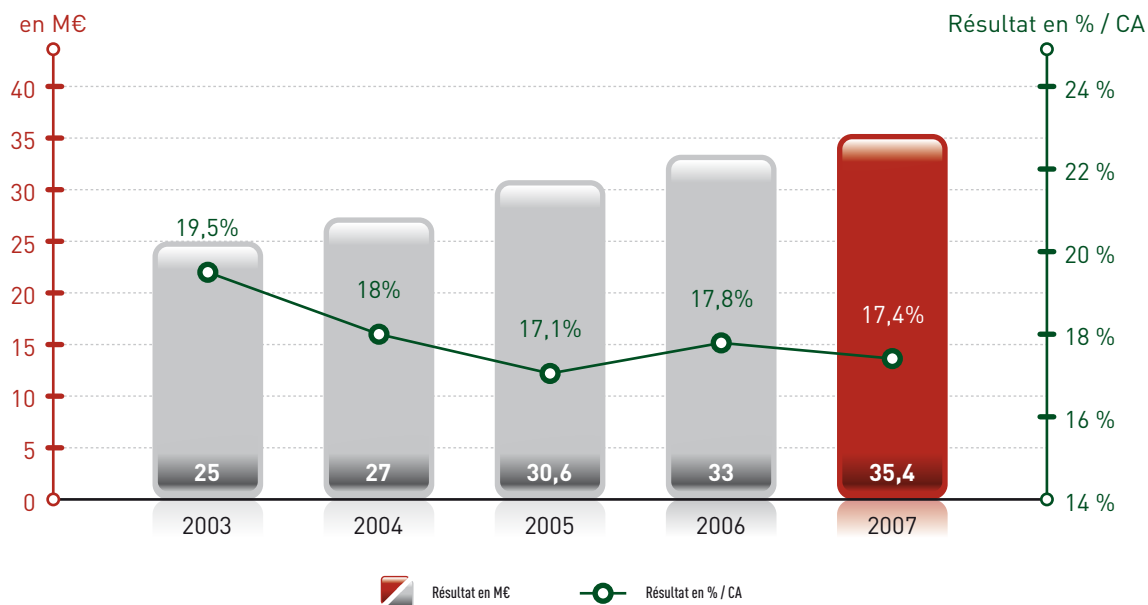


* La zone EMEA comprend les autres pays d'Europe et l'Afrique.

Répartition par lignes de produits pour l'année 2007



Résultat opérationnel avant amortissements des actifs incorporels issus de regroupement d'entreprise - Évolution sur 5 ans

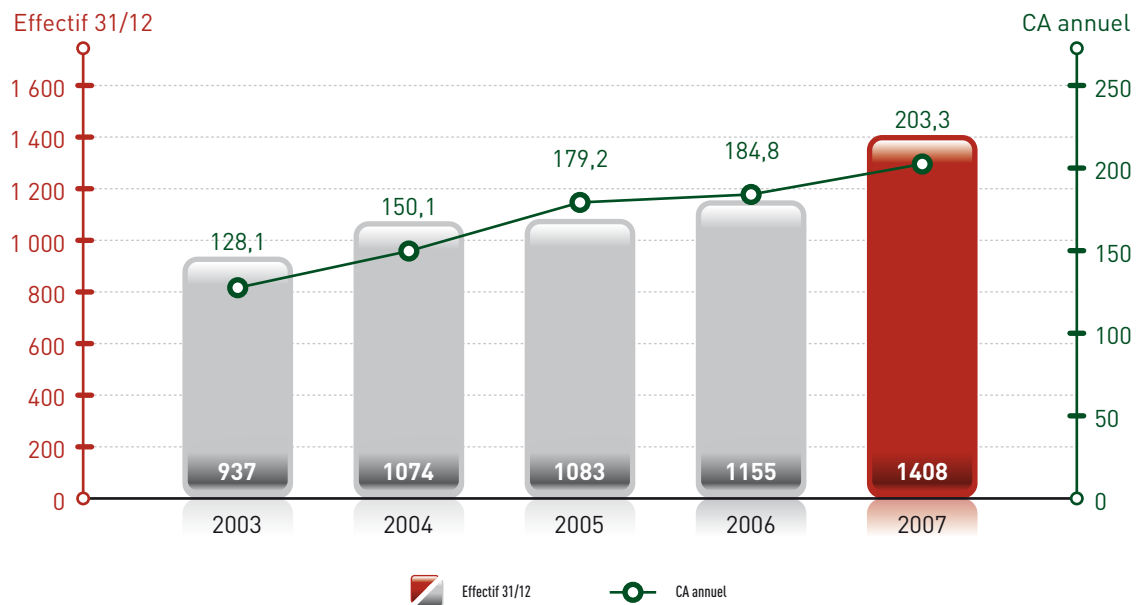


Trésorerie nette* - Évolution sur 5 ans

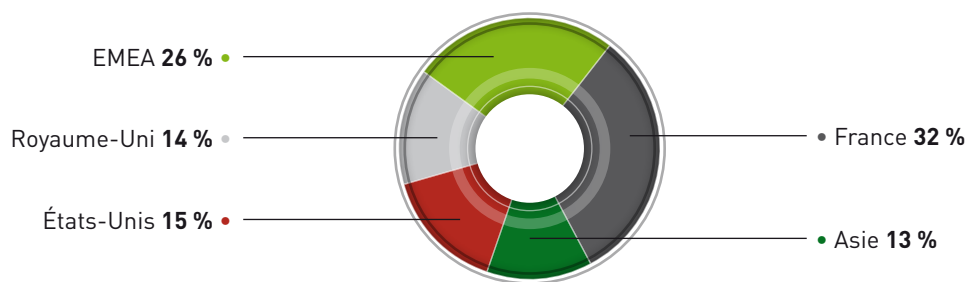


(*) hors dettes financières sur option d'achat des intérêts minoritaires

Évolution des effectifs sur 5 ans



Répartition des effectifs par zones géographiques pour l'année 2007



ACTIVITÉ BOURSIÈRE

Cotation

Introduit en bourse en février 1999, GL TRADE est coté au compartiment B (Mid-caps) du marché d'EURONEXT PARIS (ISIN FR0000072084), fait partie de l'indice SBF 250 et du segment Next Economy. L'action GL TRADE affichait une capitalisation boursière de 296 M€ à fin décembre 2007 et un volume moyen mensuel de titres échangés de près de 98 000 titres.

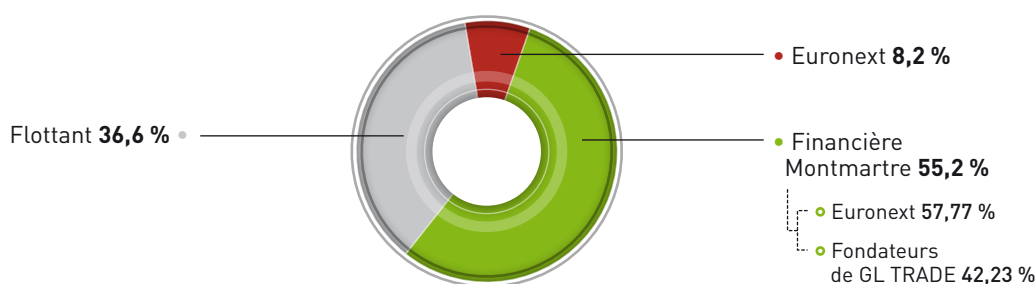
Au cours de l'année 2007, l'action GL TRADE a connu son plus haut, au mois d'avril 2007, à un cours de clôture de 42,50 € pour atteindre son plus bas au mois de novembre 2007 à 29,90 €. Au cours du premier trimestre 2008 le cours de l'action a suivi la tendance des marchés financiers pour atteindre le cours de 28,50 € le 1^{er} avril 2008.

Contrat de liquidité

GL TRADE a signé un contrat de liquidité avec la société ODDO & CIE au début de l'année 2007. Il se poursuit sur l'année 2008.

Capital et flottant

Au 31 mars 2008, la répartition du capital de GL TRADE SA est la suivante :



Données boursières

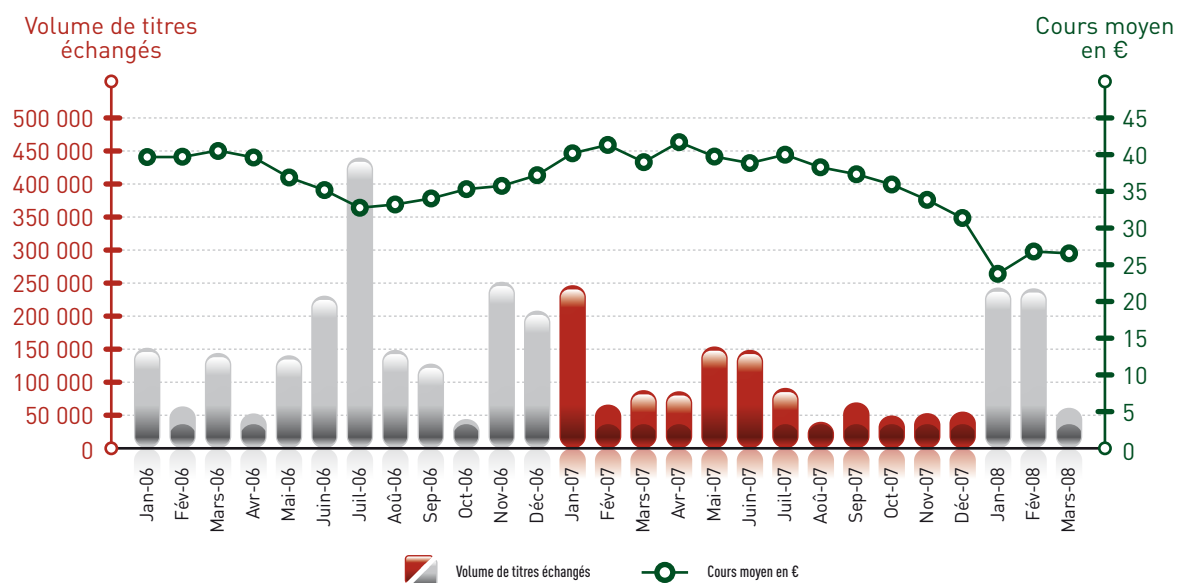
	31/12/2003	31/12/2004	31/12/2005	31/12/2006	31/12/2007
Cours de clôture en €	32,4	32,55	38	37,5	30,8
Nb d'actions	10 335 788	9 531 275	9 577 441	9 601 221	9 610 261
Capitalisation boursière en M€	335	310	364	360	296

Évolution du cours de l'action

Depuis 2 ans, le cours a suivi l'évolution suivante :

Mois		Volume de titres échangés	Capitaux en K€	Cours le plus bas en €	Cours le plus haut en €	Cours moyen en €
Janvier	2006	153 607	6 112	36,56	43,09	39,79
Février	2006	64 865	2 581	37,25	41,78	39,79
Mars	2006	146 484	5 960	37,00	42,60	40,69
Avril	2006	54 279	2 156	38,25	41,92	39,72
Mai	2006	142 943	5 283	35,25	39,00	36,96
Juin	2006	232 718	8 214	33,00	37,47	35,30
Juillet	2006	442 797	1 454	30,22	34,50	32,85
Août	2006	151 460	5 042	32,00	35,98	33,29
Septembre	2006	129 783	4 425	33,35	34,60	34,10
Octobre	2006	45 577	1 612	33,80	37,00	35,38
Novembre	2006	254 085	9 108	33,60	37,99	35,85
Décembre	2006	210 579	7 852	35,25	37,88	37,29
Janvier	2007	249 117	10 043	37,50	42,20	40,31
Février	2007	67 681	2 802	39,25	42,29	41,41
Mars	2007	89 378	3 494	36,85	41,50	39,09
Avril	2007	88 473	3 702	41,00	42,70	41,84
Mai	2007	156 310	6 229	38,01	41,85	39,85
Juin	2007	150 908	5 884	37,40	40,95	38,99
Juillet	2007	93 089	3 731	38,43	41,44	40,08
Août	2007	41 560	1 594	36,21	39,80	38,36
Septembre	2007	71 194	2 267	35,25	39,29	37,45
Octobre	2007	50 984	1 839	34,50	37,11	36,06
Novembre	2007	54 947	1 865	29,27	36,00	33,93
Décembre	2007	56 953	1 792	30,00	33,79	31,46
Janvier	2008	245 269	5 843	22,01	31,00	23,82
Février	2008	244 315	6 563	24,50	29,00	26,86
Mars	2008	62 913	1 674	25,16	27,50	26,62

Évolution du volume de transactions et du cours moyen mensuel de l'action GL TRADE







LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

L'ORGANISATION DU GROUPE

→ Une mission étendue, une organisation qui s'adapte en permanence

La politique de croissance externe conduite depuis plusieurs années, en complément de la croissance organique, a permis à GL TRADE d'intégrer plusieurs produits complémentaires à son cœur de métier historique, le Trading. GL TRADE offre désormais aux institutions financières des solutions complexes et totalement intégrées du front au back office, multi-instruments (Actions, Dérivés, change, Obligations, instruments de gré à gré...) destinées au Sell Side et au Buy Side.

Afin de soutenir efficacement son expansion géographique, le développement de sa gamme de produits, l'intégration des sociétés acquises, GL TRADE a mis progressivement en place une organisation aujourd'hui totalement matricielle, par Business Line, et par Région, coordonnée par des fonctions support transversales rattachées au siège.

→ Des Business Lines au service des synergies produits

Les Business Lines ont vocation à gérer les produits, de leur conception à leur mise sur le marché, en intervenant en support des Business Units au sein des régions. Chaque Business Line regroupe l'ensemble des ressources produit, analyste métiers, recherche & développement, expertise technique, gestion de la qualité, marketing produit et le support de niveau 3, apporté aux Business Units à travers le monde.

GL TRADE compte aujourd'hui 6 Business Lines auxquelles s'ajoute DECISION SOFTWARE récemment acquise, dont l'intégration est en cours :

- **Trading Solutions** : cette Business Line est en charge des produits représentant le cœur de métier historique de GL TRADE. Elle regroupe les solutions de négociation et de gestion des ordres.
- **Client Connectivity** : cette activité couvre les activités liées au réseau GL NET, au développement de l'offre de connectivité en ASP et à la distribution des produits de Front Office auprès de la clientèle Buy Side.
- **Post Trade Derivatives (PTD)** : PTD rassemble l'ensemble des produits GL CLEARVISION et UBIX formant une solution Middle to Back totalement intégrée pour les produits Dérivés listés.
- **Post Trade Securities (PTS)** : cette Business Line propose les solutions de règlement-livraison actions et obligations.
- **Capital Markets Solutions** : cette Business Line est en charge des outils pour la gestion Front to Back des risques sur les instruments de gré à gré (OTC), notamment le change, la gestion de la trésorerie et les produits de taux Obligataires et Dérivés. Elle regroupe le produit TRADIX, les produits de FNX (Sierra, Aspen), et TXPress.
- **Information Services** : cette Business Line se développe à partir de l'offre d'INFOTEC et est spécialisée dans la diffusion de données de marché et d'informations financières, destinées à une clientèle majoritairement Buy-Side.

Chaque Business line est organisée autour d'une R&D centralisée, en charge de l'architecture technique et du développement des logiciels de son « cœur de métier ». Les Business Lines s'appuient également sur deux centres de développement off-shore, l'un à Tunis (115 personnes), l'autre à Belgrade (56 personnes), qui sont organisés par équipes dédiées à chacune des Business Lines. Au global, les équipes de R&D comptent environ 500 personnes.

Très autonomes sur leurs métiers respectifs, les Business Lines travaillent en coordination sur le plan technique. En particulier, elles partagent méthodes de développement et bonnes pratiques. Afin de renforcer la qualité et la diffusion de ces méthodes, un projet transversal de certification CMMI (Capability Maturity Model Integration) est en cours. En parallèle, afin de faciliter l'intégration et le renouvellement des produits, le projet Services Oriented Architecture a été lancé en

2007 pour pouvoir proposer de la valeur à nos clients sur la base du meilleur service rendu par chaque application GL TRADE intégrée autour d'une architecture d'échanges technologiques standardisée utilisant le protocole FIX.

→ Des Régions pour toujours plus de proximité client

Avec une présence dans 22 pays, GL TRADE est le seul éditeur de son secteur à pouvoir offrir à sa clientèle une proximité et un support local si important. Le réseau de distribution assure la commercialisation, le déploiement, et le support des différentes solutions du Groupe auprès de leur clientèle. Cette implantation permet également de développer des relations de proximité avec les Bourses locales et les différents ECN (Electronic Crossing Networks).

Le réseau de distribution est organisé en 4 Régions (Paris – Europe continentale, Londres – Europe du Nord, Amériques, Asie Pacifique).

Les Régions s'adaptent aux potentiels et spécificités techniques, réglementaires et culturelles des différents marchés qu'elles couvrent. Afin de répondre de manière réactive aux besoins locaux, les Régions disposent d'ailleurs aussi d'équipes de développement en charge de la gestion des adaptations locales des produits et des projets clients. Ces équipes de développement locales travaillent en coordination avec les Business Lines.

Chaque Région est composée de plusieurs Business Units (26 au total au niveau du Groupe), chaque Business Unit étant en charge de la distribution des produits d'une ou plusieurs Business Line sur un secteur géographique, selon un découpage intégrant l'analyse du marché. La fixation des objectifs et le suivi de la performance financière ont été adaptés à cette organisation, ce qui a contribué à significativement renforcer l'efficacité du réseau.

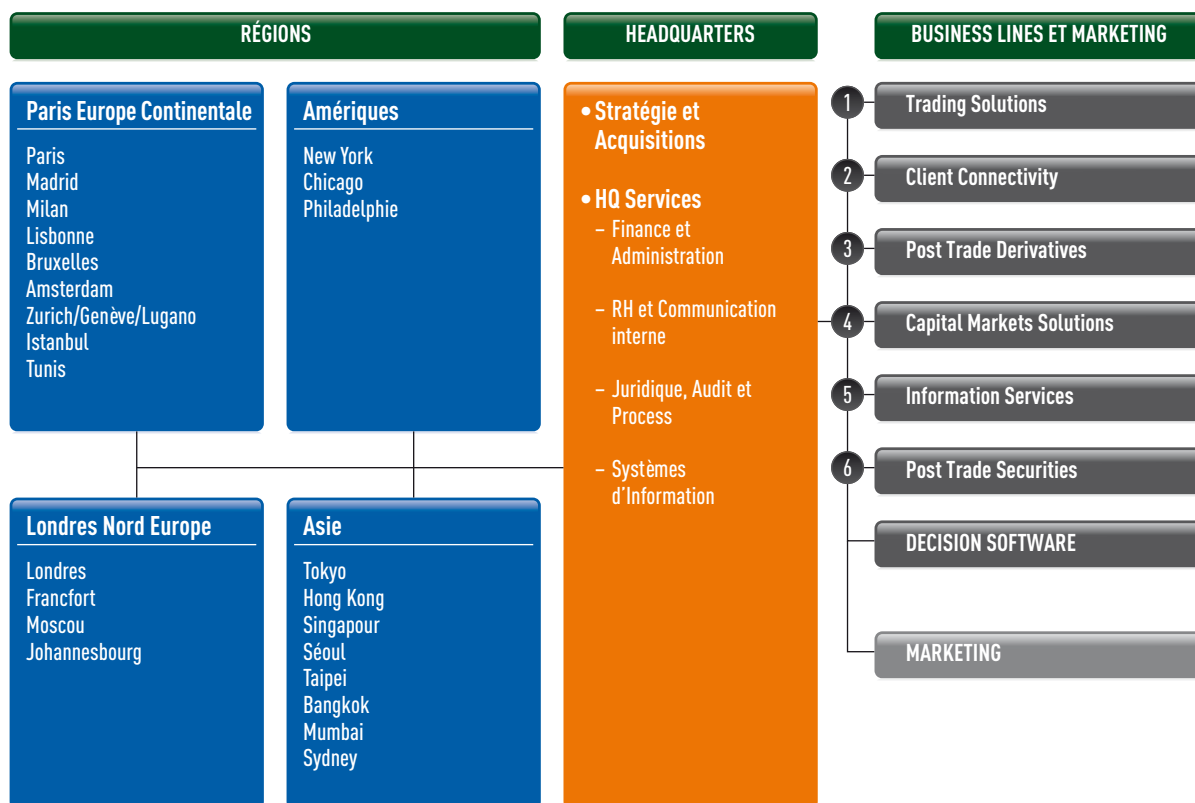
Cette organisation matricielle apporte également une grande flexibilité, ce qui facilite le

lancement de nouveaux produits et l'intégration des activités acquises.

→ Un comité de direction entre Paris et Londres

GL TRADE réalise aujourd'hui plus de 80% de son chiffre d'affaires à l'étranger et la City de Londres reste le cœur de la communauté financière européenne rassemblant une majeure partie des sièges d'institutions financières. Pour s'adapter à cette réalité économique, le comité de Direction du Groupe s'est réparti entre Paris et Londres depuis septembre 2006.

Le siège comprend la Direction Générale du Groupe, le département Stratégie et Acquisitions, et assure les fonctions support transverses pour le Groupe (Finance, Ressources Humaines, Juridique, Informatique).



→ Des équipes multiculturelles et internationales

GL TRADE compte désormais plus de 1400 personnes dans ses effectifs. Les équipes multiculturelles de GL TRADE constituent un réservoir d'expériences et de savoir-faire unique. Le Groupe a mis en place une politique active de mobilité interne lui permettant d'anticiper les besoins de l'entreprise mais aussi les attentes de ses collaborateurs. Cette politique favorise l'esprit d'équipe, la mutualisation des idées et le partage d'expertises.

GOVERNANCE

→ Le Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration assure le contrôle de la gestion et des comptes du Groupe. Il examine tous les projets et investissements significatifs et émet les différentes autorisations prévues par la loi et les dispositions statutaires.

Il est composé de 4 membres :

M. Pierre GATIGNOL,
Président Directeur Général,

M. Louis-Christophe LAURENT,
Directeur Général Délégué,

M. Serge HARRY,
d'EURONEXT Paris SA,

EURONEXT Paris SA.

Les directeurs mandataires sociaux

Ces fonctions sont assurées par :

M. Pierre GATIGNOL
Président Directeur Général et Administrateur

M. Louis-Christophe LAURENT
Directeur Général Délégué et Administrateur

M. Yassine BRAHIM
Directeur Général Délégué, nommé en 2007

M. Frédéric MORIN
Directeur Général Délégué

→ Le Group Managing Board (GMB)

Depuis septembre 2006, le GMB assure la direction opérationnelle du Groupe.

Il se compose de :

M. Pierre GATIGNOL
Président Exécutif

M. Yassine BRAHIM
Directeur Général

M. Vincent BURZYNSKI
Directeur des Produits et du Marketing

M. Philippe RAPP
Directeur du Développement Stratégique

Mme. Karoline RAETS
Directrice des Ressources Humaines

Mme. Laurence SAUNIER
Secrétaire Générale

M^{rs} Pierre GATIGNOL, Vincent BURZYNSKI, M^{mes} Karoline RAETS et Laurence SAUNIER sont basés à Paris. M^{rs} Yassine BRAHIM et Philippe RAPP sont basés à Londres.

Le GMB se réunit toutes les deux semaines une fois à Londres et une fois à Paris.

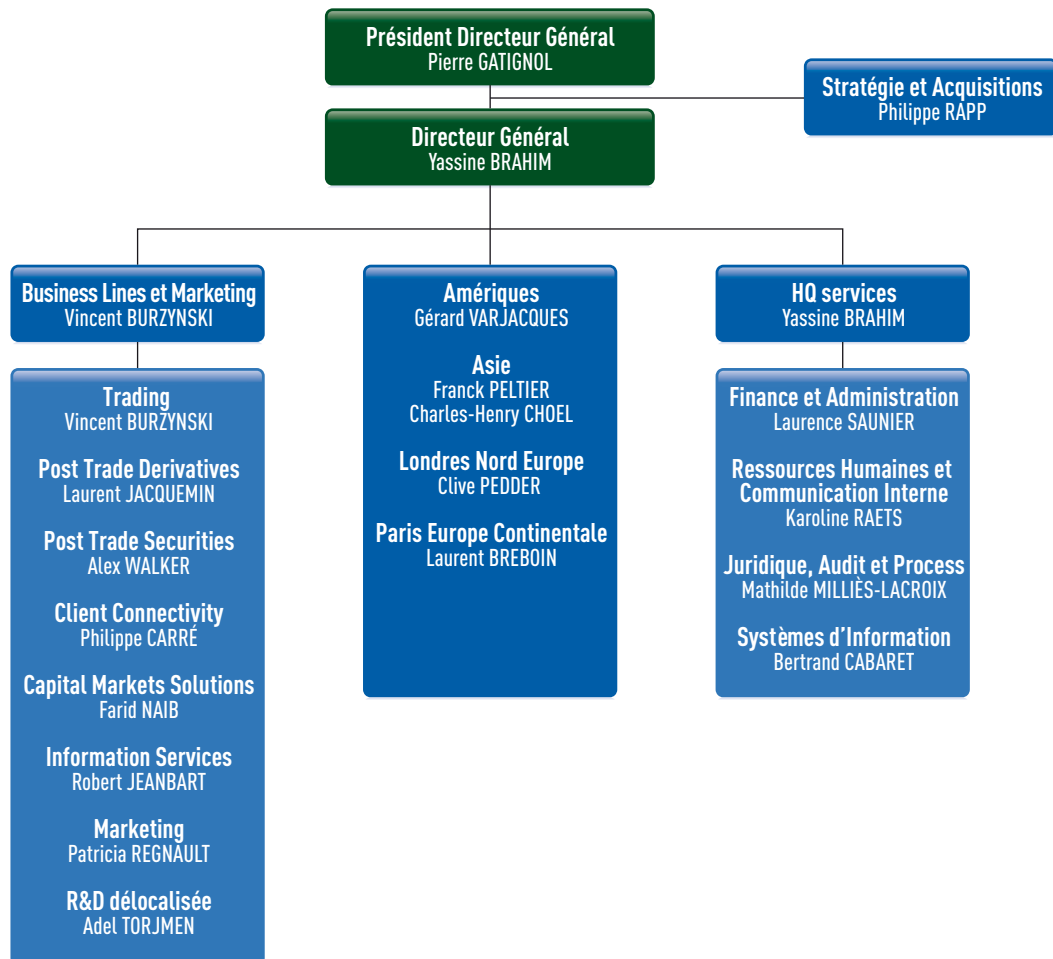
→ Le Group Managing Board étendu (GMB +)

En plus des membres du GMB, ce comité comprend les Directeurs de Régions, et participe aux décisions stratégiques.

Le GMB + se réunit trimestriellement.

→ Le Group Executive Committee (G50)

Le GEC comprend les 50 principaux managers du Groupe, dont le GMB+. Il se réunit deux fois par an pour partager de l'information et réfléchir en commun à des sujets opérationnels et managériaux.





DES SOLUTIONS DÉDIÉES

L'OFFRE PRODUIT

Avec les développements internes réalisés par GL TRADE depuis 20 ans complétés par les différentes opérations de croissance externe visant à enrichir l'offre produits, le Groupe est aujourd'hui à la tête d'une gamme unique de solutions intégrées Front to Back, destinée à l'ensemble des acteurs de la communauté financière.

→ Solutions pour le Trading : un cœur de métier toujours en mouvement

En 1991 saisissant l'opportunité du passage à l'électronique de la Bourse de Paris, GL TRADE créait son logiciel de négociation, GL WIN. Depuis près de 20 ans, tirant pleinement profit de l'électronisation des marchés financiers internationaux, GL TRADE développe et enrichit cette expertise pour offrir en permanence à sa clientèle d'institutions financières les solutions les plus complètes et les plus performantes du marché.

Aujourd'hui, nous proposons à notre clientèle Sell Side des systèmes multi-instruments (actions, futures, options, matières premières, devises et obligations), STP (Straight Through Processing) capables d'automatiser et d'optimiser en temps réel l'ensemble des processus de la gestion d'un ordre de bourse sur plus de 130 marchés dans le monde. Complète, performante, parfaitement sécurisée et modulaire, notre offre s'appuie sur une architecture ouverte permettant une parfaite intégration de nos solutions dans les systèmes complexes de nos clients via le Protocole FIX (Financial Interface eXchange), et pour les clients les plus exigeants en performance, via nos APIs (Application Protocol Interface). Nous proposons également une grande partie de nos offres en ASP pour permettre à nos clients désireux de se concentrer sur leur cœur de métier, la finance (en sous-traitant l'infrastructure technologique) de disposer eux aussi des meilleures solutions techniques.

Fruit de l'intégration de nos développements et des meilleures technologies acquises sur la chaîne de valeur de la gestion d'un ordre, la GL STREAM™ Workstation, interface de négocia-

tion et de gestion des ordres unique, combine ordres clients et ordres marchés sur un seul écran. Cette station de travail, destinée aux marchés d'Actions aussi bien qu'aux marchés de produits Dérivés, constitue une offre enrichie, totalement modulaire, parmi les plus performantes et complètes du marché (500 000 produits listés sur un écran unique, visualisation des flux complets des données de marché).

La solution GL STREAM™ allie en effet :

- ▣ des accès très performants aux bourses électroniques,
- ▣ une fonction de gestion des risques pré-ordre,
- ▣ un module de gestion des ordres,
- ▣ des modules optionnels complémentaires de gestion du risque, d'algo-Trading, et des fonctionnalités permettant de respecter les obligations réglementaires,
- ▣ des fonctionnalités de trading particulièrement riches,
- ▣ des possibilités de connexion étendues, grâce à une large gamme d'APIs utilisant le protocole FIX.

Sur les marchés de produits Dérivés, cette station offre à nos clients la capacité de répondre à l'augmentation croissante des volumes sur les marchés Dérivés et la concurrence accrue que se livrent les places financières sur les contrats Futures. Conçue pour la négociation pour compte propre autant que pour la négociation pour compte de clientèles, elle allie un large éventail de fonctions adaptées à tous les types de négociation sur produits Dérivés, depuis les ordres d'achat ou de vente les plus simples jusqu'aux stratégies hautement complexes

et automatisées sur les marchés à terme et les Options. En outre, elle confère l'accès aux données de marché de plus de 50 bourses de produits Dérivés, dont les centres névralgiques de Londres, Chicago et de l'Asie.

→ Client Connectivity : l'offre directement complémentaire aux Solutions pour le Trading

Deuxième volet de l'offre historique pour le Front Office, la Business Line Client Connectivity regroupe les outils de connectivité offerts à nos clients. Cette offre s'appuie sur le GL NET, notre réseau de routage d'ordres (multi-brokers) et de flux de données de marchés en temps réel. La Business Line investit en permanence dans le développement du GL NET, en augmentant la capacité des infrastructures du réseau, en fournissant de nouveaux accès marchés, et en améliorant la couche logicielle du réseau pour faire circuler des volumes de données de marchés toujours croissants sans altération des performances.

L'offre Client Connectivity comporte 3 volets :

- ▣ DMA Execution Services,
- ▣ Client Connectivity ASP,
- ▣ des solutions destinées au segment Buy Side, GL WINWAY, GL EMS.

Direct Market Acces Execution Services

La communauté GL NET regroupe plus de 650 des plus grandes institutions financières internationales et fournit un accès à environ 130 marchés Actions, Dérivés, matières premières, Obligations et change.

Le réseau GL NET relie les principaux membres (Sell Side) de la communauté financière internationale avec un nombre toujours plus important de Buy Side. Il est accessible via les stations GL TRADE, mais aussi via les applications FIX ou des systèmes tiers. Il garantit à ses membres des

niveaux de sécurité, de fiabilité et de disponibilité optimaux dans la transmission des données. Ses hauts débits assurent des vitesses moyennes de transmission de 0,25 seconde sur l'ensemble du globe, sans perte ni altération.

15 nouveaux marchés ont été lancés en 2007, contribuant à la croissance des flux d'ordres sur le GL NET, et à l'élargissement de la Communauté financière du GL NET.

En termes de données de marchés, GL TRADE fournit directement sur les écrans des utilisateurs toute l'information financière indispensable. Nous diffusons en temps réel les données transmises par les fils d'information spécialisés (AFP, AFX, Dow Jones, S&P MarketScope, Trading Central...) et les places boursières connectées : cours en temps réel, carnet d'ordre et profondeur de marché. Il inclut notamment l'ensemble des flux américains (NASDAQ, Nyse, INET, Supermontage, Archipelago). GL TRADE est par ailleurs un des rares fournisseurs à diffuser l'ensemble de la profondeur de marché sur les flux américains, les concurrents se limitant à offrir une meilleure limite par contrepartie.

Client Connectivity ASP

Client Connectivity ASP est une plate-forme de négociation électronique en ASP qui permet le déploiement rapide et peu coûteux de solutions de négociation pour de nombreux intervenants de place. GL TRADE offre aux courtiers une solution économique pour négocier directement sur les Bourses, via Internet, VPN ou GL NET. GL TRADE assure l'hébergement et l'entretien de tous les équipements et logiciels de collecte de données financières et de négociation. Lancée en 2006, cette plateforme pan-européenne multi-instruments (matières premières, Dérivés, Actions) offre l'accès à plus de 60 Bourses en ASP (30 en 2006) et prévoit de s'étendre en 2008 à des marchés asiatiques et américains. Plus de 150 clients utilisent notre offre ASP.

Outils dédiés aux Buy Side

Notre expertise de la communauté Sell Side est un atout pour saisir le challenge du marché Buy Side. En effet, les traders Buy Side recherchent aujourd'hui des solutions électroniques plus avancées leur permettant de gérer l'accès au

marché et à l'information en temps réel tout en ayant la faculté de développer des stratégies de négociation. GL TRADE mobilise tout son savoir-faire pour fournir aux gestionnaires Buy Side un système doté d'un large éventail d'outils sophistiqués d'exécution, multi-marchés et multi-instruments, GL Execution Management System (GL EMS). En 2007, GL TRADE a intégré à ces outils les algorithmes de trading des principaux brokers, répondant ainsi à une forte demande du marché.

L'offre multi-brokers et multi-instruments GL WINWAY Entreprise est quant à elle disponible en ASP depuis 2007.

→ Solutions de Post Exécution sur les marchés Dérivés : toujours plus de volumes traités

Les solutions Post Exécution du Groupe automatisent en temps réel l'intégralité du processus de compensation des transactions et gèrent l'allocation et la livraison de toutes les informations nécessaires vers le Back Office. Elles sont le fruit de l'intégration des offres GL CLEARVISION, UBIX (back), ainsi qu'une suite de composants telle que le calcul de commissions, le moteur de calcul de marge, etc.

GL CLEARVISION occupe depuis de nombreuses années une position prépondérante au sein des grandes institutions internationales. Le lancement de la nouvelle version GL CLEARVISION eXtended matérialise l'aboutissement du rachat de la société EMOS intervenu en juillet 2006 : elle inclut en effet de nombreuses évolutions ergonomiques et fonctionnelles directement reprises du logiciel Timestamp ainsi qu'un ensemble de modules additionnels augmentant nettement l'opérabilité de GL CLEARVISION. Compte tenu de l'augmentation extrêmement soutenue des volumes d'activité sur le segment Dérivés, un travail important a également été réalisé pour continuer de faire progresser les performances

de cette plateforme et étendre sa couverture marchés (Singapour, Montréal, Tokyo).

Dans le segment Back Office, de nouveaux modules ont enrichi l'offre, lui conférant des gains de performance importants. Par ailleurs, la couverture d'UBIX a été étendue à des marchés de l'énergie (ECX, ENDEX etc.), au marché indien, aux CFD à Sydney et au marché mexicain.

→ Solutions Front to Back pour les marchés de capitaux

Avec l'acquisition de FNX en mars 2007, GL TRADE a renforcé son offre Front to Back pour les banques, les grandes entreprises et les asset managers. Les produits SIERRA et ASPEN, distribués principalement aux Etats-Unis et au Japon viennent consolider le produit américain TXpress, et TRADIX, distribué principalement en France pour les marchés de gré à gré. L'offre CMS globale couvre un grand nombre d'instruments OTC (change, options de change, trésoreries, obligations). Elle est également disponible en ASP. La Business Line compte plus de 75 clients, sur les segments Sell Side et Buy Side.

→ Solutions de diffusion de données de marché et d'informations financières

La Business Line Information Services développe les solutions MarketMap et SMART de la société Suisse INFOTEC, acquise en cours d'année. S'adressant essentiellement à une clientèle Buy Side (banques privées et gestionnaires de fonds), l'offre Information Services comprend des données de marché pour une vaste gamme d'instruments financiers sur plus de 160 marchés (Actions, produits de taux, change, Dérivés, matières premières, gré à gré, fonds), des informations financières (recherches, données financières, actionnariat, communiqués de presse, ...), et ainsi que des outils d'analyse (analyse technique, graphique, ...).

→ Solutions de Règlement-Livraison pour les Actions et Obligations

L'offre de la Business Line PTS s'appuie sur les produits LinkVision et GL RIMS pour fournir des outils de Middle et Back Office, temps réel, multi-devises, et multi-instruments pour les marchés Actions et Obligations.

Ces outils améliorent la fiabilité et la qualité des traitements le long de la chaîne de traitement règlement - livraison en réduisant le nombre d'interfaces, et en fournissant une capacité de traitement adaptée à des volumes

toujours croissants. Les fonctionnalités sont enrichies en permanence, pour permettre notamment, de répondre aux nouvelles obligations réglementaires.

L'offre PTS est également disponible en ASP.

→ DECISION SOFTWARE

Acquise mi-novembre, l'offre de DECISION SOFTWARE comprend une plateforme de Trading pour Fixed Income, une connectivité aux fournisseurs de liquidité et une plateforme B2C en ligne.

Schéma global représentant les Business Lines par classe d'actif



LE POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

→ 20 ans d'expertise au service des institutions financières

Depuis sa création en 1987, GL TRADE est passé du statut de fournisseur d'accès marchés et d'écrans de négociation à celui de fournisseur de solutions complexes intégrées, du Front au Back Office au service des institutions financières. L'étendue fonctionnelle de notre offre et notre proximité clients, avec une présence dans plus de 20 pays, sont uniques sur le marché.

Notre solidité financière basée sur des fondamentaux sains et un développement réfléchi nous autorisent à envisager constamment l'amélioration de notre offre pour maintenir notre compétitivité et créer de la valeur pour nos actionnaires.

→ Un positionnement multi-instruments

Nos clients Sell Side et Buy Side privilégient de plus en plus des solutions multi-instruments tenant compte de la globalisation croissante des marchés et la rareté du financement, qui nécessite une gestion des risques plus large. Pour répondre à leurs besoins, GL TRADE a décidé très tôt de développer des solutions capables de gérer les Actions et les Dérivés, et continue depuis à enrichir sa couverture d'instruments : Obligations, produits de taux, change, en s'appuyant sur des croissances externes : TRADIX, FNX, DECISION SOFTWARE.

La gamme GL TRADE permet aujourd'hui de traiter environ 500 000 instruments différents négociables sur plus de 130 marchés accessibles.

→ Une offre intégrée, couvrant le Front, le Middle, le Back Office et la gestion des risques

En réponse aux besoins exprimés par le marché, GL TRADE a choisi depuis plusieurs années de diversifier sa gamme en complétant son offre historique de Front Office par l'acquisition de solutions complémentaires, du Middle au Back Office. Chaque acquisition s'inscrit dans une politique globale de couverture des besoins du marché. Après chaque acquisition, GL TRADE travaille activement à l'intégration technique des produits, afin d'être en mesure de proposer à sa clientèle une offre modulaire et intégrée, offrant la couverture fonctionnelle la plus large possible.

Aucun de nos concurrents ne propose une solution STP globale. Compte tenu de la croissance des actifs gérés par nos clients sur les marchés, de l'ordre de 20 à 30 % par an, l'automatisation de l'ensemble de la chaîne devient de plus en plus critique. Les brokers privilégient dorénavant une politique de réduction du nombre de fournisseurs pour l'ensemble de la chaîne. Nos solutions répondent à ce besoin global tout en apportant le meilleur de la technologie.

→ L'ASP, un nouveau vecteur de compétitivité

GL TRADE poursuit le développement de son offre ASP avec désormais près de 50 marchés accessibles sous ce mode. L'ASP permet à des petits et moyens comptes, ou à des Buy Side de bénéficier de la technologie GL TRADE rapidement et au meilleur coût, les clients n'ayant pas besoin d'acquérir les serveurs, hébergés et exploités par GL TRADE, ni les compétences associées.

Le Groupe continue d'investir dans ce domaine pour accompagner ses clients à chaque étape de leur croissance.

→ Un environnement très concurrentiel

Sur les marchés Actions, nos systèmes devancent largement la concurrence, qui compte notamment, SunGard, Fidessa et Orc Software tandis que nos principaux challengers sur les outils dédiés aux marchés Dérivés sont Patsystems et Trading Technologies. Toutefois, aucun d'entre eux n'est en mesure de proposer à la fois une couverture des marchés Actions et Dérivés aussi étendue que la nôtre.

Dans le domaine des réseaux électroniques, notre réseau GL NET se pose en leader, en concurrence avec des solutions proposées par des sociétés comme Bloomberg ou Reuters et celles développées en interne par les institutions financières.

Dans le monde des marchés de capitaux, notre positionnement a été renforcé par l'acquisition de FNX. Nous commençons à concurrencer sur ce marché des sociétés telles que Calypso, Murex, Wall Street Systems/Trema, Reuters/Condor, Sophis.

Sur le marché Buy Side, avec notre produit phare GL WINWAY, nos principaux concurrents sont les solutions propriétaires des Primes Brokers, ainsi que celles de Trading Screen. Des sociétés comme Flextrade et Portware nous concurrencent dans le domaine de l'algo-Trading.

Tout comme GL TRADE, qui concentre son activité principale et ses efforts commerciaux sur les systèmes de Trading et de gestion des ordres (OMS), ses principaux concurrents sont également fortement présents dans ce secteur.

Au niveau mondial, Fidessa est comparable avec GL TRADE en termes de chiffre d'affaires (bien qu'incluant 26 % de prestations de conseil), de gamme de produits Sell Side, et de présence internationale. GL TRADE devance Fidessa en Europe Continentale et l'Asie, Fidessa devance GL TRADE aux États-Unis. Depuis l'acquisition de LatentZero en 2007, Fidessa dispose également d'une offre OMS Buy Side plus importante que celle de GL TRADE. Aux États-Unis, en plus de Fidessa, Brass (Sungard) est le leader du

marché et Nyfix et Trading Technologies sont des concurrents importants.

En ce qui concerne les solutions de Trading et de Connectivité Client pour les marchés Dérivés, GL TRADE est en compétition avec le leader du marché Trading Technologies, ainsi que d'autres fournisseurs tels que Patsystems et Orc.

Sur le segment des solutions de Règlement-Livraison pour les Actions et Obligations, nous sommes en concurrence avec Fidessa sur le Middle Office, et Broadridge sur le Back Office.

Sur le segment des solutions Post Trade Dérivés, GL TRADE détient une position dominante sur le Middle Office, tandis que GMI (Sungard) et Rolf & Nolan sont les leaders dans le Back Office.

Dans le domaine de la diffusion d'informations financières, GL TRADE se positionne avec succès auprès des clients Buy Side en Suisse, au Royaume-Uni et en Europe, comme fournisseur de solutions bon marché et de qualité, dans un marché dominé par Reuters et Bloomberg.

Sur le segment des produits de taux, où GL TRADE commence à être présent grâce à l'acquisition de DECISION SOFTWARE, Bloomberg domine le Middle Office, Murex le Back office et ION Trading domine le Front Office en Europe.





L'ACTIVITÉ 2007

L'ACTIVITÉ 2007

→ Faits marquants

Le chiffre d'affaires global du Groupe s'élève à 203 M€ en 2007, en progression de 10% par rapport à 2006. A périmètre et taux de change constants 2006/2007, la croissance s'élèverait à 7% (hors : Emos, Nyfix Overseas acquises en 2006, distribution FERMAT cédée en 2006, FNX, INFOTEC, DECISION SOFTWARE acquises en 2007).

Les acquisitions des sociétés FNX, INFOTEC et DECISION SOFTWARE au cours de l'exercice 2007 ont apporté au Groupe un chiffre d'affaires complémentaire de 16,8 M€, soit 8% du chiffre d'affaires consolidé, ce qui compense plus que largement la cession de l'activité non stratégique de distribution des produits FERMAT, réalisée fin 2006 (Chiffre d'affaires de 12,5 M€ en 2006).

→ Trading et Client Connectivity

- 144 M€ de chiffre d'affaires,
- +3,3% à taux de change et périmètre constants,
- +5% à taux de change courants, incluant Nyfix Overseas et son produit OBMS,
- En 2007, ce chiffre se décompose en :
 - **Trading Solutions :**
75,8% (GL WIN, GL STREAM, OBMS, API, Algo Trading),
 - **Client Connectivity :**
24,2% (GL NET DMA, GL CONNECT, ASP, Buy Side Trading Solutions).

En M€	2007	2006	2007/2006	Taux et périmètre constants
France	27,5	28,1	(2,1%)	(2,4%)
Royaume-Uni	29,4	24,5	20,0%	1,5%
Emea	45,4	45,5	(0,2%)	0,3%
Asie	25,5	23,4	9,1%	17,9%
États-Unis	16,6	16,1	2,9%	3,5%
Total	144,4	137,6	4,9%	3,3%

Une offre produits toujours plus riche, toujours plus performante

Dans le domaine des TRADING SOLUTIONS, nous avons continué à améliorer les performances de nos produits pour répondre aux attentes du marché : volumes d'ordres croissants dans les systèmes d'Order Management, temps

de latence les plus faibles possibles dans les systèmes de diffusion de données de marché. Nous avons fait évoluer nos produits pour répondre aux nouvelles réglementations qui s'imposent aux marchés financiers (MiFID, RegNMS). Nous avons également continué à enrichir notre offre pour proposer des produits capables de traiter de nombreuses classes d'actifs et couvrir ainsi les besoins d'un plus grand nombre de salles de marché.

Dans le domaine de la Client Connectivity, nous avons mené à bien d'importants projets d'infrastructure pour augmenter les performances de notre réseau GL NET et porter la capacité de nos lignes à 100 MB.

Pour continuer à proposer à notre clientèle la couverture de marché la plus exhaustive possible, nous avons développé les accès à 15 nouveaux marchés, ce qui porte le total des accès marchés disponibles à 130.

En réponse à une demande croissante d'externalisation, Client Connectivity ASP fournit à présent des capacités d'exécution en ASP sur 60 de ces marchés (Matières Premières, produits Dérivés, Actions).

Dans le domaine des solutions de Trading pour les clients Buy Side, nous avons fortement enrichi notre offre en lançant en 2007 GL EMS, une plateforme d'exécution dédiée aux clients Buy Side, intégrant les algorithmes de Trading des principaux brokers du marché. Nous proposons également en ASP notre plateforme de trading multi-classes d'actifs et multi-brokers GL WINWAY.

L'Asie, toujours moteur de la croissance

La zone Asie réalise cette année encore une croissance de plus de 9% sur la distribution de nos systèmes de Trading, et 18% à taux et périmètre constants.

En Asie du Sud Est - Inde (7,2 M€ de chiffre d'affaires, dont 6,8 M€ en Front Office), le Front Office croît de près de 50%. L'année a été marquée par la signature d'un contrat de 6 ans pour 5 MUSD annuels avec les membres de SGX pour le déploiement de 3000 écrans GL STREAM, qui remplacent les anciens terminaux SESOPS. La solution est opérationnelle depuis le 1^{er} janvier 2008. Seuls les revenus liés au projet de déploiement ont été reconnus en 2007, auxquels correspondent des investissements très importants en termes de ressources humaines, formation et matériel informatique. Pour atteindre cette croissance record, la Business Unit a également enregistré d'autres succès commerciaux. GL STREAM OMS est à présent en production chez 4 clients, et la pénétration auprès des Buy Side avec les solutions Client Connectivity est également très bonne. Un bureau de liaison a été ouvert en Inde en 2007. Le chiffre d'affaires est encore faible mais nous comptons déjà 7 clients.

En Asie du Nord Est - Chine (10,7 M€ de chiffre d'affaires), la croissance est de 16% à taux de change constants. A Hong Kong, nous avons pénétré le marché du « equity agency business » en vendant GL STREAM OMS à 3 banques locales et nous continuons à déployer nos solutions auprès des clients Sell Side et Buy Side. En Corée et à Taiwan (resp. 1,6 M€ et 1,2 M€ de chiffre d'affaires), nous n'avons pour le moment vendu que des solutions Front Office.

Au Japon (8,3 M€ de chiffres d'affaires, dont 8 M€ en Front Office), la croissance s'élève à 9% à périmètre et taux de change constants. Nos solutions Front Office sont choisies pour notre capacité à traiter sur les marchés japonais, aussi bien que sur les autres marchés d'Asie.

En Australie (2,5 M€ de chiffre d'affaires), nous avons surtout signé avec des clients Buy Side.

Une année de transition pour GL TRADE Amériques

Le Front Office représente 16,6 M€ aux États-Unis, en croissance de 3,5% à taux de change constants. En termes de produits, les défis à relever sont essentiellement liés aux spécificités du marché américain : nouvelle législation (Best Execution dans le cadre de RegNMS,...), volumes de Trading très élevés, marché très fragmenté. Nous avons donc travaillé à adapter GL OMS à cet environnement, en ciblant plus particulièrement en 2007 le business Agency et Riskless. Complété par un support dont nous avons renforcé la qualité, notre produit a permis à notre bureau de New York d'affronter avec succès une concurrence locale très vive, dans un contexte de marché tendu en raison de la crise des subprimes.

A Chicago, nous avons signé au premier semestre un contrat de plus de 1,1 MUSD pour un OBMS (Order Book Management System), le produit acheté fin 2006 à Nyfix Overseas et nous préparons activement le remplacement des écrans Globex du CME (prévu mi 2008) en commercialisant notre solution GL Direct, déployée en ASP. Le second semestre a cependant été décevant, car nous avons enregistré deux très importantes annulations de contrats représentant une base annuelle de 2 MUSD, ces clients ayant décidé d'internaliser leurs développements.

Le Brésil, que nous adressons actuellement depuis New York, est un marché de croissance très prometteur. Bien qu'encore modeste (0,8 M€), notre base contrats y a doublé en un an.

Des positions consolidées en Europe

En France, pays le plus mature de notre activité, et où notre part de marché est la plus élevée, le chiffre d'affaires est stable, l'érosion de 2% enregistrée étant essentiellement imputable à notre business retail GLM.

Les solutions développées dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle réglementation MiFID ont été un succès et nous ont permis d'enregistrer une vingtaine de signatures.

Londres, qui constitue un marché prioritaire pour le développement de notre Groupe, retrouve le chemin de la croissance après plusieurs

années difficiles consacrées à défendre sa base contrats signée historiquement à des prix élevés. Ce résultat marque la fin de cette période, sous l'effet de la nouvelle organisation mise en place en fin d'année dernière, visant à renforcer à Londres notre management, notre organisation produits, notre support clients et notre focus commercial. L'acquisition de Nyfix Overseas en septembre 2006 complète notre offre d'un produit OBMS pour marchés Dérivés très adapté au marché local, ce qui porte notre croissance à près de 20% à Londres.

Dans le reste de la zone Europe – Moyen Orient – Afrique, notre chiffre d'affaires reste stable dans le domaine du Front Office.

La consolidation du secteur financier se poursuit en Italie (15,2 M€ de chiffre d'affaires) et impacte fortement nos revenus, malgré un bon niveau de nouvelles signatures.

Le Benelux (10,6 M€ de chiffre d'affaires) où notre part de marché est importante, progresse de 1,5%. Le déploiement de MiFID a commencé tardivement dans cette zone, mais nous avons néanmoins enregistré quelques signatures dans ce domaine.

L'Allemagne-Russie (6,9 M€ de chiffre d'affaires) progresse de 19%, avec une très forte croissance en Russie, et dans les autres pays d'Europe centrale (Pologne, Autriche, République Tchèque).

L'Espagne – Portugal (6,2 M€ de chiffre d'affaires) progresse de 3%. Les projets MiFID en Espagne ont plus que compensé une situation concurrentielle difficile au Portugal.

La Suisse – Turquie (4,4 M€ de chiffre d'affaires) progresse quant à elle de 8%.

La zone Moyen Orient – Afrique a enregistré des signatures prometteuses pour 2008 en toute fin d'année.

→ Une année exceptionnelle pour les Solutions de Post Trade pour Dérivés

- ▣ 27,5 M€ de chiffre d'affaires, +33% par rapport à 2006
- ▣ +35% à taux de change et périmètre constants (hors EMOS acquis mi 2006),
- ▣ En 2007, ce chiffre se décompose en :
 - GL CLEARVISION, EMOS (Middle Office) : 12,3 M€, + 46% par rapport à 2006 (+ 41% hors EMOS)
 - UBIX (Back office) : 15,2 M€, + 25% par rapport à 2006

En M€	2007	2006	2007/2006	Taux et périmètre constants
France	8,3	7,8	5,7%	5%
Royaume-Uni	7,6	4,8	58,7%	53%
Emea	2,9	2,3	27,3%	27%
Asie	2,2	1,2	84,6%	91%
Etats-Unis	6,5	4,5	43,6%	57%
Total	27,5	20,6	33,3%	35%

GL CLEARVISION/EMOS : l'intégration est finalisée.

UBIX : des composants performants pour pénétrer le marché des T1

Les activités de middle et back office Dérivés regroupées sous la ligne de produit Post Trade Derivatives (PTD) représentent plus de 13,5% du chiffre d'affaires global du Groupe.

Dans le segment Middle Office où GL TRADE détient une position de leader mondial incontesté, 2007 aura vu le lancement de GL CLEARVISION eXtended. Cette nouvelle version majeure finalise l'intégration de la société EMOS, rachetée en juillet 2006. Elle inclut en effet de nombreuses évolutions ergonomiques et fonctionnelles directement reprises du logiciel Timestamp d'EMOS, ainsi qu'un ensemble de modules additionnels augmentant nettement l'opérabilité et les performances de GL CLEARVISION, en tenant compte notamment

de l'augmentation extrêmement soutenue des volumes d'activités sur le segment Dérivés. Par ailleurs, la couverture de GL CLEARVISION a été étendue aux marchés de Singapour, Montréal et Tokyo.

Dans le segment Back Office, un nouveau module traitant les courtages et les commissions a été développé. Cette nouvelle génération de composants présente des gains de performance extrêmement importants au sein de la suite UBIX. Packagée spécifiquement, elle permet également d'offrir des modules autonomes, à forte valeur ajoutée, interopérables avec d'autres logiciels de back office, arme de choix dans la conquête progressive des plus gros établissements intervenant sur les dérivés. La couverture d'UBIX a également été étendue à des marchés d'énergie, au marché indien, aux CFD à Sydney et au marché mexicain.

Europe : une activité bien établie, en croissance de 27%

En France, 2007 a été une bonne année pour la Business Line PTD. On note en particulier la signature d'un important contrat avec un client T1, alliant UBIX et GL CLEARVISION à un niveau international (France et Etats-Unis), en remplacement de la solution de Back Office d'un des deux leaders du marché. Ce contrat est symbolique du positionnement que nous recherchons sur la Business Line PTD.

A Londres, où le chiffre d'affaires PTD rejoint celui de la France, la croissance a été très forte, sur les deux produits UBIX et GL CLEARVISION, en particulier au dernier trimestre qui a enregistré le renouvellement pour 5 ans de deux très importants contrats GL CLEARVISION pour des clients internationaux (US, Asie).

Dans le reste de l'Europe, l'activité est surtout concentrée en Allemagne (1,8 M€ de chiffre d'affaires, en croissance de 40%) qui bénéficie également de quelques renouvellements. La Business Line se développe également en Espagne, en Belgique et en Afrique du Nord.

Etats-Unis : une année record

La Business Line PTD a réalisé un chiffre d'affaires de 6,4 M€ aux Etats-Unis, en croissance de 57% à taux de change constants.

Débuté mi-2006, le projet phare de déploiement d'UBIX pour acteur local majeur contribue fortement à cette croissance. Il se poursuivra sur toute l'année 2008, pour une mise en production complète prévue début 2009. Cette belle référence a contribué à la signature du projet UBIX et GL CLEARVISION international cité ci-dessus pour un client T1.

L'année a également été excellente pour le segment GL CLEARVISION, avec en particulier quatre très importants renouvellements de licences chez des clients T1.

Asie : des débuts prometteurs

La commercialisation de nos produits PTD en Asie est encore récente, mais avec un chiffre d'affaires de 2,2 M€ en 2007, et une croissance de 85%, les débuts sont prometteurs. L'Australie représente à elle seule la moitié de ce chiffre, a bénéficié cette année de plusieurs renouvellements importants de GL CLEARVISION, et a signé quatre nouveaux projets. Le développement d'API sur les marchés asiatiques nous a également permis de commercialiser GL CLEARVISION à Singapour et au Japon, où nous avons 10 nouveaux clients.

→ Capital Markets Solutions : une acquisition majeure aux Etats-Unis renforce la ligne de produits TRADIX

- ▣ 16,4 M€ de chiffre d'affaires, +110% par rapport à 2006
- ▣ FNX en croissance de 12,6% par rapport à 2006 en année pleine (information non auditée)

En M€	2007	2006	2007/2006	Taux et périmètre constants
France	4,2	4,6	(7,4%)	(7%)
Royaume Uni	0,5	0	n/a	n/a
Ereua	0	0	n/a	n/a
Asie	3,3	0	n/a	n/a
Etats-Unis	8,4	3,2	155,8%	(17%)
Total	16,4	7,8	110%	(11%)

La Business Line Capital Markets Solutions a été formée courant 2007, après l'acquisition en mars de la société américaine FNX, spécialiste des solutions de gestion des produits OTC pour les marchés de capitaux et les Hedge Funds. Elle regroupe désormais FNX, TRADIX et GL SETTLE US (GL SETTLE US faisait précédemment partie de la Business Line PTS, mais bénéficie à présent d'un effet de levier plus important au sein de CMS en raison du poids de la Business Line sur le marché américain et dans le domaine des produits de taux).

La Business Line propose une offre destinée principalement aux salles de marché OTC (Over The Counter) des banques d'investissement, des brokers et aux banques privées. Ces produits, totalement Front to Back et multi-instruments (marchés des changes, taux d'intérêts, matières premières, Actions et Dérivés), sont capables de gérer entre autres les positions, la gestion du risque, les opérations de Middle Office et de Back Office jusqu'aux traitements et reporting comptables.

Le chiffre d'affaires de TRADIX est en léger recul de 7%, les solutions FNX étant systématiquement proposées aux nouveaux clients, en tant que plateforme d'intégration technique des futurs produits de la Business Line. Les produits TRADIX continueront cependant d'être maintenus plusieurs années et recevront les évolutions nécessaires pour répondre aux besoins de notre base installée en France et en Afrique du Nord.

L'activité FNX est en forte croissance (12,6% sur une base annuelle), avec une activité répartie à 60% aux Etats-Unis, 35% en Asie (dont 2/3 au Japon), 5% au Royaume-Uni.

→ Post Trade Securities : une offre recentrée sur le produit GL RIMS

- ▣ **7,7 M€ de chiffre d'affaires, +17,9% par rapport à 2006**

Tout en poursuivant une collaboration active avec GL SETTLE US, l'activité de la Business Line PTS (GL RIMS) s'est enrichie du produit LinkVision pour développer une offre intégrée Middle to Back Office. En proposant son offre en ASP, en développant de nouvelles fonctionnalités pour répondre aux nouvelles obligations réglementaires (MiFID), en proposant des interfaces plus évoluées vers CREST, SWIFT, et Euroclear, PTS réalise une belle progression par rapport à l'exercice précédent qui conjugue des extensions de projets chez des clients existants, et de nouvelles signatures.

Un premier client a été signé à Hong Kong.

→ Information Services

- ▣ **6,8 M€ de chiffre d'affaires (6 mois d'activité consolidés),**
- ▣ **+27 % par rapport à 2006 en année pleine (information non audité)**

Cette Business Line a été créée dès l'acquisition d'INFOTEC, en juillet 2007.

INFOTEC est une société suisse, spécialisée dans l'acquisition, l'intégration et la diffusion d'informations financières en temps réel. Les produits IS sont commercialisés en direct depuis la Suisse, et sont distribués au Royaume-Uni à travers un accord de partenariat exclusif avec le London Stock Exchange. Sur l'ensemble de l'exercice 2007, le chiffre d'affaires d'INFOTEC a connu une croissance de 27%, atteignant 13,6 M€, dont un tiers provient du partenariat avec le LSE.

Cette acquisition renforce significativement l'offre de données de marchés proposée par GL TRADE.

Immédiatement après l'acquisition, des actions ont été lancées pour profiter des synergies induites par la gestion globale des achats de données auprès des Bourses et des fournisseurs d'informations financières. Des projets techniques ont également été lancés pour migrer progressivement les flux reçus d'un fournisseur externe vers la technologie SLC de GL TRADE, ce qui représente une source supplémentaire d'économies à venir.

La Business Line prévoit de s'appuyer sur le réseau de distribution de GL TRADE pour commercialiser son offre, notamment en Europe et en Asie. Il est également prévu d'ajouter au terminal MarketMap Plus des capacités d'exécution de type EDA afin de proposer un outil de trading adapté à la clientèle Buy Side d'INFOTEC.

→ DECISION SOFTWARE

- 0,3 M€ de chiffre d'affaires (1,5 mois d'activité consolidés, 3 M€ sur l'année), en croissance de 30% par rapport à 2006 en année pleine (information non auditée)

Acquise mi-novembre 2007, la société américaine DECISION SOFTWARE complète l'offre Front to Back de GL TRADE dans le domaine du Fixed Income. DS propose aux établissements financiers nord-américains une gamme de services comprenant une plateforme de Trading pour Fixed Income, une connectivité aux fournisseurs de liquidité et une plateforme B2C en ligne.

DECISION SOFTWARE compte plus de 15 clients aux Etats-Unis et au Canada, principalement des établissements bancaires et financiers.

La rentabilité toujours au rendez-vous

GL TRADE a conforté sa santé financière notamment par la maîtrise de ses charges.

Le résultat opérationnel courant progresse de 7,65%

Le résultat opérationnel courant avant amortissement des éléments incorporels liés aux

acquisitions s'élève à 35,4 M€, soit 17,41% du chiffre d'affaires, conformément aux objectifs que nous nous étions fixés.

Ce taux est pénalisé par les résultats des activités acquises depuis fin 2006, qui n'ont pas encore atteint une marge « aux normes » du groupe GL TRADE. Hors acquisitions, le taux de marge du groupe atteint 20,8% (18,4% en 2006).

La plupart des coûts ont été parfaitement maîtrisés, en particulier les charges de personnel qui représentent 61% des charges opérationnelles. Ce pourcentage est identique à celui de 2006, hors activité de distribution FERMAT (cédée fin 2006) qui était très largement sous-traitée. Le nombre de salariés passe de 1 155 en 2006 à 1 408 fin 2007.

Le litige en contrefaçon qui nous oppose à TT a peu évolué au cours de l'exercice. Après nous avoir appelé à comparaître dans le procès similaire qui oppose TT à eSpeed, ce dernier a fait appel du jugement rendu. Notre propre procès n'a pas débuté. En l'absence d'éléments supplémentaires et confiants dans notre bon droit, nous n'avons pas enregistré de provision pour couvrir ce litige. Les frais d'avocats associés se sont élevés à 2,2 MUSD en 2007, contre 3,3 MUSD en 2006.

Le résultat net est de 23,8 M€, en progression de 21,8%

Notre résultat financier diminue de 0,5 M€. Nos dettes financières ayant augmenté de 24 M€ pour financer notre croissance externe, le coût de notre endettement s'est accru de 1 M€, tandis que nos écarts de change ont diminué ((-0,2) M€ en 2007 contre (-0,8) M€ en 2006).

La cession de l'activité non stratégique de distribution du produit FERMAT génère un résultat net supplémentaire de 1,8 M€ (0 M€ en 2006).

Le résultat par action s'élève à 2,47 €, et progresse de 21,67%.

Notre trésorerie nous permet encore de poursuivre notre politique de croissance externe

Le modèle de facturation d'avance des abonnements nous procure une trésorerie d'exploitation structurellement positive.

Les investissements du Groupe en matière d'immobilisations corporelles et incorporelles sont constitués pour l'essentiel par l'achat de matériel informatique ou par les coûts de déploiement du réseau GL NET. Ils sont financés par la trésorerie d'exploitation du Groupe (Cf. Note 10 Immobilisations corporelles et Immeuble de placement et Note 12 Immobilisations incorporelles de l'annexe aux comptes consolidés).

Nous n'avons recours à l'emprunt que pour financer notre croissance externe (Cf. Note 20 Dettes Financières non courantes, Note 24 Dettes Financières courantes et Note 32 Effets des Acquisitions de l'annexe aux comptes consolidés).

La trésorerie nette est passée de 21,6 M€ fin 2006 à (-17 M€) fin 2007.

Cette variation s'explique par la souscription de 30 M€ de nouveaux emprunts (24 M€ nets de l'amortissement des précédents emprunts) pour financer l'acquisition de FNX, INFOTEC et DECISION SOFTWARE.

Notre situation nette nous permet d'avoir encore recours à l'emprunt pour financer de futures acquisitions. Néanmoins, des acquisitions de taille importante nécessiteraient la mise en œuvre d'autres modes de financement.

Les seules éventuelles restrictions pouvant influencer sur l'activité de la trésorerie du Groupe sont les covenants (Cf. Note 33 Engagements particuliers de l'annexe aux comptes consolidés). Ils sont tous respectés au 31 décembre 2007.

PERSPECTIVES

En 2007, nous avons renoué avec la croissance organique tout en accélérant la croissance externe. Le résultat a dépassé nos prévisions et l'année 2008 s'annonce sous de bonnes perspectives, malgré la crise de crédit et de liquidité que subissent les marchés financiers.

En effet, GL TRADE étant devenu un acteur global de cette industrie, nous bénéficions de la croissance de l'activité financière des pays émergents notamment en Asie, en Europe de l'Est, au Moyen Orient et en Amérique Latine. Dans un contexte où la gestion efficiente du risque opérationnel est un facteur de différenciation en terme de performances des services rendus par les institutions financières à leurs clients, ces dernières préfèrent choisir un acteur global comme GL TRADE plutôt que des acteurs locaux.

Notre stratégie consistant à couvrir toutes les classes d'actifs que ce soit dans la gestion de la relation client ou encore dans le « Post Trade » y compris la gestion des risques va commencer à payer en 2008. En effet, notre offre ASP, accessible depuis quelques années sur les Actions et les Dérivés a été élargie sur le Change et le monde Obligataire grâce aux acquisitions faites l'an dernier. Cette tendance d'externalisation des services pour nos clients est plus globalement renforcée par le besoin croissant pour eux de maîtrise de coûts internes. Nous avons par ailleurs commencé aussi à déployer une architecture SOA (Service Oriented Architecture) permettant d'offrir des services d'allocation systématisés entre les solutions

Front et les solutions Middle dans les mondes Actions et Dérivés. Ce type de raccourcissement du cycle de calcul des risques et d'optimisation des lignes de crédit accordées à leurs clients contribue à la croissance des volumes traités par nos clients Sell Side.

Le monde Buy Side que nous adressons depuis plusieurs années à travers notre clientèle Sell Side se sophistique de plus en plus en s'équipant de logiciels d'exécution reliés à leur logiciel de gestion des positions (PMS). Pour les acteurs les plus importants, ces logiciels doivent être multi-brokers. Par notre expérience dans le monde Sell Side, le développement récent d'un OEMS (Order and Execution Management System), l'offre d'informations financières acquise en 2007 et en cours d'intégration dans notre environnement et la prise de participation avec accord de distribution de la solution PMS de la société Nexfi, nos perspectives de pénétration du monde Buy Side dans les années à venir sont ambitieuses.

Enfin, le poids de la régulation va aller croissant. MIFID représente une bonne opportunité pour un fournisseur de technologie autour de la gestion de l'ordre tel que GL TRADE. La fragmentation des marchés et le développement d'offres compétitives des fournisseurs de liquidité vont profiter aux institutions financières Sell Side et Buy Side. Par ailleurs la gestion du risque va augmenter le besoin du lien entre le Front Office et les Middle-Back Office, GL TRADE avec son offre désormais complète Front to Back est très bien positionné pour servir ces institutions.





RAPPORT FINANCIER

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE	40
PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE GL TRADE SA	46
COMPTES CONSOLIDÉS	47
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS	53
FILIALES ET PARTICIPATIONS	92
ORGANIGRAMME JURIDIQUE DU GROUPE	94
RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL	95
ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	98
RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX	101
AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LES MANDATAIRES SOCIAUX	101
ORGANES DE DIRECTION	101
HONORAIRES DE COMMISSARIAT AUX COMPTES	102
RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT L'ÉMETTEUR	103
RENSEIGNEMENTS À CARACTÈRE GÉNÉRAL CONCERNANT LE CAPITAL	104
ATTESTATION DES RESPONSABLES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	110
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	112
RESPONSABLE DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	119
COMMUNICATION FINANCIÈRE	119
TABLES DE CONCORDANCE	120

RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE

→ Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil

Structure juridique

GL TRADE est une société anonyme à Conseil d'Administration.

Règles de fonctionnement du conseil

Le Conseil d'Administration, conformément aux statuts, se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige et au moins une fois par an pour l'arrêté des comptes. Il reçoit, préalablement à ces séances, une information complète et régulière portant sur l'ensemble des questions mises à l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration ne s'est pas doté d'un règlement intérieur régissant son fonctionnement et il n'y a aucune limitation d'intervention de ses membres, autre que légale, prévue par les statuts.

Le Conseil d'Administration est composé de quatre membres détenant au minimum une action chacun. Deux administrateurs sont proposés par EURONEXT PARIS, les deux autres sont choisis parmi les fondateurs. Au 31 décembre 2007, tous les postes d'administrateurs sont pourvus. Les administrateurs choisis par EURONEXT sont EURONEXT PARIS SA et Monsieur HARRY, les administrateurs choisis parmi les fondateurs sont Messieurs GATIGNOL et LAURENT.

Il n'y a pas à ce jour d'administrateur indépendant au sein du Conseil d'Administration de GL TRADE.

Au cours de l'année 2007, le Conseil d'Administration s'est réuni huit fois, avec un taux de présence de ses membres de plus de 80 % :

- ▣ **tous les trimestres** afin d'examiner et arrêter les comptes du trimestre précédent, et convenir des messages à mentionner dans le communiqué de presse sur le chiffre d'affaires et/ou les résultats de la période ;
- ▣ **le 10 janvier 2007**, pour voter le budget 2007, faire le point et décider l'acquisition de FNX ;
- ▣ **le 6 mars 2007** pour arrêter les comptes sociaux et les comptes consolidés au 31 décembre 2006, procéder à l'augmentation de capital suite à la levée des options de souscription d'actions et modifier les statuts en conséquence ;
- ▣ **le 23 avril 2007** pour convoquer et arrêter les résolutions proposées à l'Assemblée Générale Ordinaire, notamment l'affectation des résultats et la nomination des nouveaux Commissaires aux Comptes, ainsi que faire le point sur le projet d'acquisition d'INFOTEC ;
- ▣ **le 20 juin 2007** afin de nommer de nouveaux Directeurs Généraux Délégués et mettre fin au système de Présidence tournante tous les six mois, ainsi que procéder à une augmentation de capital suite à la levée d'options de souscription d'actions et modifier les statuts en conséquence ;
- ▣ **le 25 juillet 2007** pour décider l'acquisition d'INFOTEC avec une date d'effet au 1^{er} juillet 2007, pour faire un point sur l'arrêté des comptes semestriels et voter le plan d'options de souscription d'actions à effet du 13 août 2007.
- ▣ **le 28 août 2007**, pour arrêter les comptes semestriels et pour faire le point sur l'attribution des options de souscription d'actions du 13 août ;
- ▣ **le 25 octobre 2007**, pour arrêter le chiffre d'affaires du 3^{ème} trimestre, faire un point sur le prévisionnel du 4^{ème} trimestre, donner les premières indications de l'activité en 2008, discuter du projet d'acquisition de DECISION SOFTWARE Inc. et autres dossiers d'acquisition à court/moyen termes, faire le point sur le contentieux TRADING TECHNOLOGIES ;
- ▣ **le 16 novembre 2007**, pour décider l'acquisition de la société DECISION SOFTWARE Inc. et son financement, autoriser le rachat des titres UBITRADE SA issus de la levée des options de souscription d'actions d'UBITRADE SA tel que prévu dans le contrat d'acquisition d'UBITRADE, et puis procéder à la dissolution sans liquidation de cette dernière.
- ▣ **A chaque Conseil**, le cas échéant, des autorisations sont demandées dans le cadre de la loi sur

les conventions réglementées, conformément à l'article L.225-38 du code de commerce.

Règles de détermination des rémunérations et des avantages accordés aux mandataires sociaux

Les administrateurs non dirigeants ne perçoivent aucune rémunération, ne bénéficient d'aucun avantage particulier et ne perçoivent pas de jetons de présence.

La rémunération et les avantages particuliers accordés aux mandataires sociaux dirigeants sont négociés au cas par cas avec chaque mandataire social dirigeant et sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration.

Existence de Comités

Le Comité de rémunération

Un Comité de rémunération existe depuis 7 ans. Il se compose de trois membres choisis parmi le Conseil d'Administration de GL TRADE SA. Messieurs GATIGNOL, LAURENT et HARRY en font actuellement partie.

Le Comité de rémunération s'est réuni une fois au cours de l'exercice 2007, tous ses membres étant présents.

Monsieur Pierre GATIGNOL y présente pour avis les rémunérations des principaux managers du Groupe (membres du Comité de Direction, managers des filiales et principaux Directeurs) soit environ 35 personnes.

Le Comité d'audit

Le Comité d'audit existe depuis mars 2005. Messieurs GATIGNOL et HARRY en sont actuellement les membres.

Le plan d'audit est établi annuellement et couvre l'ensemble des fonctions opérationnelles du Groupe sur l'ensemble des pays où GL TRADE est présent. Il s'appuie sur une cartographie des risques du Groupe, actualisée chaque année. Après approbation par le Comité d'audit, le plan d'audit est intégré au planning global du Groupe EURONEXT NYSE.

Le Comité d'audit s'est réuni à deux reprises

au cours de l'exercice afin d'étudier les travaux effectués par l'audit interne, assisté lorsque cela était nécessaire, par des experts techniques.

Les procédures de contrôle interne mises en place sont examinées, les actions à mener pour remédier aux différentes faiblesses, non critiques, sont identifiées, leur mise en œuvre est suivie d'une réunion à l'autre.

Le Comité d'audit étudie également les travaux réalisés par les auditeurs externes sur le contrôle interne et l'arrêté des comptes. A l'occasion du renouvellement du mandat des commissaires aux comptes, le Comité d'audit a fait procéder à un appel d'offre, étudié les propositions reçues, et communiqué sa recommandation au Conseil d'Administration.

Procédures de contrôle interne mises en place par la société

Objectifs de la société en matière de contrôle interne

Le contrôle interne est défini dans le Groupe comme le processus mis en œuvre par la Direction visant les objectifs suivants :

- ▣ la protection des actifs,
- ▣ la fiabilité des opérations financières et comptables,
- ▣ la conformité aux lois et règlements en vigueur,
- ▣ le respect des valeurs de culture commune.

Le contrôle interne a pour but de donner une assurance raisonnable quant à la réalisation des priorités de la société et à la sincérité des comptes publiés. Son efficacité repose sur le comportement des collaborateurs responsables, sans que l'atteinte de tous ces objectifs soit absolument garantie.

Il veille d'une part, à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que le comportement des personnes s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et règlements applicables ainsi que par les valeurs, normes et règles internes de la société. D'autre part, il vérifie que les informations comptables ou financières sont conformes aux normes en vigueur.

Présentation de l'organisation générale des procédures de contrôle interne

Rappels de l'organisation générale du Groupe

Le Groupe poursuit son expansion à un rythme soutenu, combinant depuis plusieurs années croissance externe et croissance organique afin d'enrichir sa couverture géographique et diversifier sa gamme de produits.

Afin de soutenir efficacement son expansion géographique, le développement de sa gamme de produits, l'intégration des sociétés acquises, GL TRADE a mis progressivement en place une organisation aujourd'hui totalement matricielle, par Business Line, et par Région, coordonnée par des fonctions support transversales rattachées au siège.

L'organisation actuelle, en place depuis septembre 2006, repose sur trois pôles principaux :

- le Headquarter,
- les Business Lines,
- les Régions, découpées en Business Units.

Missions et structure détaillée des trois pôles

Le pôle Headquarter

La Direction Groupe s'est entourée de départements ayant une fonction transverse de support et de contrôle sur l'ensemble du Groupe.

Ce pôle est constitué par :

- La Direction Financière,
- La Direction des Ressources Humaines et la Communication interne,
- La Direction Juridique et l'Audit Interne,
- La Direction Informatique.

Cette organisation est complétée par le département Stratégie, partenariat et croissance externe, localisé à Londres pour se recentrer au mieux sur les cibles anglo-saxonnes. Ce département a pour objectif de piloter les réflexions et les premières initiatives en amont des pôles opéra-

tionnels pour permettre au Groupe d'anticiper les virages à prévoir et d'amener des solutions concrètes pour leur mise en œuvre.

Les Business Lines

GL TRADE compte aujourd'hui 6 Business Lines, qui correspondent à une segmentation produit :

- Trading Solutions,
- Client Connectivity,
- Post Trade Derivatives,
- Post Trade Securities,
- Capital Markets Solutions,
- Information Services.

DECISION SOFTWARE, récemment acquise, est en cours d'intégration.

Chaque Business Line regroupe l'ensemble des ressources produit (recherche & développement, expertise technique et support de niveau 2 et 3, marketing produit, gestion des grands comptes et coordination commerciale). La Business Line a pour mission de promouvoir une nouvelle génération de produits en avance sur la compétition, tant en termes technologiques que d'innovations fonctionnelles. Sa mission comprend la coordination et la supervision des actions commerciales et produits faites localement dans les régions.

Les Régions et les Business Units

Le réseau de distribution, organisé par Régions et Business Units, assure la commercialisation, le déploiement, et le support des différentes solutions du Groupe auprès de leur clientèle.

Chaque Région est composée de plusieurs Business Units (27 au total), chaque Business Unit étant en charge de la distribution des produits d'une ou plusieurs Business Line sur un secteur géographique, selon un découpage intégrant l'analyse du marché.

Organes de Direction et processus de décision

La structure de Direction est fondée sur les instances suivantes :

Le Group Managing Board

Ce Comité de Direction a la responsabilité de la gestion du Groupe et des décisions au quotidien. Il est composé de cinq personnes. Il se tient au minimum une fois toutes les deux semaines, alternativement à Paris et à Londres.

Le Group Managing Board étendu (GMB+)

En plus des membres du GMB, ce Comité comprend les Directeurs de Régions, et participe aux décisions stratégiques.

Le GMB + se réunit trimestriellement.

Le Groupe Executive Committee (G 50)

Il est constitué par les 50 responsables opérationnels du Groupe, dont les membres du GMB+ et se réunit deux fois par an. Il s'agit d'un lieu d'échanges et d'information sur les sujets opérationnels et managériaux.

Les principales règles de contrôle interne

Procédures relatives à la couverture des risques opérationnels

Les procédures existantes doivent permettre d'assurer la couverture des risques opérationnels.

Les Régions

Chaque Région a constitué un Comité de Direction. Au niveau opérationnel, chaque Directeur de filiale porte la responsabilité du budget de sa Région. Il s'engage sur l'atteinte d'objectifs mesurables, relatifs à la performance financière, au développement commercial et à la qualité de gestion, qui lui sont attribués. Par un contrôle rigoureux de la base clients et le suivi trimestriel du chiffre d'affaires, chaque Directeur est garant de la correcte reconnaissance de son chiffre d'affaires.

Compte tenu de la taille respective des entités de distribution, les Directeurs de filiales ont entre leurs mains une très forte concentration de pouvoir, c'est pourquoi fonction par fonction

des reportings formalisés et périodiques sont exigés et en particulier au niveau financier.

Les Business Lines

Chaque Business Line est sous la responsabilité d'un Directeur fonctionnel. Il porte la responsabilité du budget de sa Business Line. Il s'engage sur l'atteinte d'objectifs mesurables, relatifs à la performance financière et au développement commercial de son segment. Il en assure le contrôle et la bonne gestion.

Le Headquarter

Direction Financière

La Direction Financière est le principal acteur de la production des données financières consolidées du Groupe. Par ses procédures, elle définit la politique financière du Groupe et la juste application des normes comptables. Elle est garante de la fiabilité et de la sincérité de l'information financière, et en assure le contrôle. Elle est en charge à ce titre du suivi budgétaire matriciel permettant le pilotage optimisé de l'entreprise.

Direction des Ressources Humaines

La Direction des Ressources Humaines, outre les procédures de traitement de la paye qui ont pour objectifs de s'assurer du respect des règles sociales locales et de leur bonne comptabilisation, a défini des règles préalables au suivi des calculs de l'ensemble des variables des managers. Toute proposition d'augmentation annuelle des salaires doit être soumise aux Ressources Humaines, à la Direction Financière et à la Direction Générale avant d'être approuvée. Enfin, elle assure le suivi de toutes les embauches, la mobilité interne et les licenciements. Le Groupe a également recours, dans certaines circonstances, à des avocats spécialisés.

Direction Juridique

La Direction Juridique, par ses procédures, assure, au niveau du Groupe, la revue des principaux contrats clients ou fournisseurs et vérifie leur conformité avec la législation locale en vigueur ainsi que l'application des conditions générales définies par le Groupe. Elle s'assure de la remontée et du traitement des litiges juridiques. Elle a défini les procédures de suivi des structures juridiques des filiales. Elle intervient dans tous les contrats d'acquisition ou de fusion. Le Groupe

fait ponctuellement appel à des conseillers juridiques pour des sujets spécifiques.

Direction Informatique

La Direction Informatique est en charge de la gestion mutualisée de l'ensemble des services communs aux différents produits, en particulier les aspects d'exploitation et de supervision du système d'information du Groupe ainsi que des moyens communs en terme de système, réseau, moyens physiques informatiques et normes communes à la sécurité informatique. Cette Direction a notamment mis en place des règles de sécurité contre l'effraction de ses systèmes informatiques et des procédures concernant la sécurité physique des matériels et les outils de sauvegarde.

Direction des produits

Au sein de chaque Business Line, les Directions des Produits sont organisées de façon à optimiser leurs activités de maintenance liées aux évolutions des produits existants et leurs activités de développements de nouveaux produits.

Elles se sont dotées d'outils informatiques de suivi de projet en définissant les règles et les étapes-clés à respecter dans la gestion d'un projet.

Elles utilisent un logiciel commun de contrôle de qualité des développements et ont mis en place des procédures définissant des règles de codes et des règles de compilation. Une équipe est dédiée aux tests et au contrôle in fine des produits sortants en vérifiant le respect des règles définies.

Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Organisation financière et comptable

Chaque entité du Groupe autonome juridiquement est responsable de la production de ses états financiers. Le Directeur d'une filiale est garant des informations financières et comptables publiées. Il contrôle les estimations de résultat des projets en cours, en tire les conséquences comptables, s'assure de la facturation des prestations et de leur règlement.

Dans sa mission, il est assisté dans la plupart des filiales d'un Expert Comptable qui établit ou révisé la comptabilité en fonction des règles locales. L'Expert Comptable est en outre chargé de valider

le reporting comptable et financier transmis au siège. Il s'assure qu'il est conforme aux règles et normes comptables définies par le Groupe.

Les services contrôle de gestion et consolidation sont chargés d'analyser, de contrôler et d'exploiter les données ainsi collectées.

Les processus financiers

Pour réaliser un contrôle efficace de ces opérations, le Groupe soumet ses entités opérationnelles à des obligations de communication mensuelles, trimestrielles ou annuelles portant sur des informations de nature budgétaire, prévisionnelle et comptable.

Le suivi budgétaire est l'outil fondamental du contrôle de gestion du Groupe. Les budgets sont établis par les Directeurs de filiales en fonction des performances passées, des évolutions de marchés anticipées et des options stratégiques retenues par la Direction Générale. Chaque budget est revu par la Direction Financière puis discuté avec la Direction Générale.

De façon à mesurer la performance des Business Lines et des Régions, le budget est élaboré par zone géographique, par segment de produit et par Business Unit. Le Groupe entend ainsi suivre au mieux les évolutions du marché.

Chaque trimestre, le contrôle de gestion consolide les résultats du Groupe par Business Line, Région et Business Unit, et établit des comptes prévisionnels pour évaluer les projections de fin d'année.

Trimestriellement, la Direction Financière réalise un suivi des performances de chaque Business Unit, au cours duquel une revue complète du compte de résultat est effectuée, et où les éléments financiers jugés les plus critiques pour le Groupe font l'objet d'un suivi particulier. La Direction Financière contrôle, notamment, dans le plus grand détail, le chiffre d'affaires trimestriel par client et le compare aux prévisions et à la base contrat. Un outil commun de suivi de base contrat et de facturation a été déployé dans toutes les filiales du Groupe.

Elle s'assure également que le recouvrement des créances clients est normal et que tous les

litiges sont traités correctement sur la base des normes comptables en vigueur.

Elle s'assure que les charges sont conformes aux dépenses prévues au budget, et suit tout particulièrement la masse salariale, principale charge des Business Units. Elle évalue enfin l'ensemble des rémunérations variables des managers en fonction des résultats obtenus.

La Direction Financière centralise et consolide mensuellement la trésorerie du Groupe et s'assure que les filiales respectent les normes de placement définies par le Groupe.

Le processus de consolidation des comptes constitue le second niveau de contrôle interne de l'information financière. La Direction Financière du Groupe définit et fait évoluer en fonction de ses besoins et des contraintes réglementaires le package de consolidation destiné à regrouper les informations sur la base desquelles sont établis les comptes consolidés. Il n'existe qu'un seul niveau de consolidation sans palier intermédiaire. L'ensemble du processus de consolidation reste donc sous le contrôle direct de la Direction Financière.

Le contenu de ce reporting fournit les informations financières qui permettent l'analyse des revenus, des charges par nature et des postes du bilan.

Afin d'améliorer encore la qualité de son reporting, et ses délais de production, ainsi que fournir une plateforme administrative d'intégration pour les filiales nouvellement acquises, le Groupe déploie actuellement le logiciel de gestion SAP. La solution couvre les processus de gestion des contrats, la facturation et la comptabilité. L'implémentation du logiciel a commencé fin 2007 à Paris et à Londres. Il sera déployé progressivement sur les autres filiales en 2008, et jusqu'en 2009.

Appréciation de l'adéquation des procédures de contrôle interne

Le Groupe GL TRADE s'efforce d'adapter en permanence son organisation, ses outils et ses procédures, de manière à disposer du meilleur pilotage et contrôle possible de son activité.

La forte croissance du Groupe et l'augmentation du nombre d'entités liées à la croissance externe augmente la complexité des processus de contrôle de l'activité. Depuis mars 2005, la cellule d'Audit interne, pilotée par le Comité d'audit auquel elle rapporte directement, contribue à évaluer et améliorer la pertinence de l'ensemble des procédures existantes.

Limitations aux pouvoirs du Directeur Général

Aucune limite de pouvoir du Directeur Général, autre que légale, n'est intégrée dans les statuts de GL TRADE SA.

Des limites figurent dans le pacte d'actionnaires. Le Président du Conseil d'Administration et le Directeur Général de GL TRADE SA s'engagent à faire en sorte qu'aucune action ne soit entreprise concernant les questions énumérées ci-dessous sans avoir été préalablement autorisée par le Conseil d'Administration aux termes d'une décision prise avec l'accord d'au moins un représentant d'EURONEXT PARIS au sein du Conseil d'Administration et du ou des actionnaires fondateurs membres du Conseil d'Administration :

- ▣ toute modification des statuts, notamment toute opération portant sur le capital, en ce compris toute émission de valeurs mobilières donnant accès à leur capital,
- ▣ toute décision relative à une modification de l'orientation stratégique de l'activité,
- ▣ tout investissement, en ce compris les prises de participation ou désinvestissement supérieur à cinq millions d'euros,
- ▣ toute cession, gage ou mise à bail portant sur des éléments d'actifs, dont la valeur vénale est supérieure à cinq millions d'euros.

Le Conseil d'Administration a par ailleurs limité à deux millions d'euros par opération le pouvoir du Directeur Général et du Directeur Général Délégué de signer seuls des règlements.

PROJET D'AFFECTATION DU RÉSULTAT DE GL TRADE SA

→ Texte du projet d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2007

Affectation du résultat de l'exercice 2007

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice net de l'exercice de la façon suivante :

Bénéfice de l'exercice	16 022 087,00 €
Complément d'affectation à la réserve légale de telle sorte que son montant représente 10 % du capital social	0,00 €
Bénéfice distribuable :	16 022 087,00 €
- distribution d'un dividende de 1,30 € par action, à chacune des 9.610.261 actions	12 493 339,30 €
- le solde est porté au poste « Autres réserves »	3 528 747,70 €

L'Assemblée Générale décide en conséquence la mise en paiement le 11 juillet 2008 aux 9 610 261 actions, d'un dividende de 1,30 € par action.

Ce dividende est réduit, pour le calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de résidence fiscale française, d'un abattement égal à 40 % du montant brut perçu conformément aux dispositions de l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Il est rappelé, ci-après, le montant des dividendes, des revenus distribués éligibles au dit abattement et des revenus distribués non éligibles à l'abattement au titre des trois exercices précédents :

- Qu'un dividende de 9 560 741,00 €, soit 1,00 € par action a été distribué sur les résultats de l'exercice 2004.
- Qu'un dividende de 13 438 909,40 €, soit 1,40 € par action a été distribué sur les résultats de l'exercice 2005.
- Qu'un dividende de 10 568 295,10 €, soit 1,10 € par action a été distribué sur les résultats de l'exercice 2006.



COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES CONSOLIDÉS

Compte de résultat consolidé

en K€	Notes	Exercice clos le 31 décembre						
		2007	Activités poursuivies	Activités abandonnées	2006	Activités poursuivies	Activités abandonnées	2005
Chiffre d'affaires	(4)	203 252	172 619	12 215	184 834	164 370	14 858	179 228
Autres produits		653	831	55	886	624	5	629
Charges de personnel	(5)	(103 165)	(87 184)	(1 104)	(88 288)	(84 443)	(1 199)	(85 642)
Amortissements		(4 149)	(3 757)	(22)	(3 779)	(4 277)	(18)	(4 295)
Autres charges de l'activité	(6)	(61 207)	(51 852)	(8 931)	(60 783)	(50 087)	(9 263)	(59 350)
Résultat opérationnel avant amortissements des actifs incorporels issus de regroupement d'entreprises		35 384	30 657	2 213	32 870	26 187	4 383	30 570
Amortissements des actifs incorporels issus de regroupements d'entreprises ou d'acquisitions		(769)	(995)	(1 100)	(2 095)	(1 450)	(1 900)	(3 350)
Résultat opérationnel		34 615	29 662	1 113	30 775	24 737	2 483	27 220
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		776	935	0	935	743	0	743
Autres produits financiers		4 661	1 752	12	1 764	1 381	1	1 382
Coût de l'endettement financier		(1 690)	(639)	0	(639)	(393)	0	(393)
Autres charges financières		(5 036)	(2 911)	0	(2 911)	(1 204)	0	(1 204)
Résultat financier	(7)	(1 289)	(864)	12	(852)	527	1	528
Résultat sur cession de participation MEE		0	0	0	0	8 119	0	8 119
Quote part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	0	0	0	739	0	739
Résultat avant impôt		33 326	28 798	1 125	29 923	34 122	2 484	36 606
Charge d'impôt	(8)	(11 337)	(9 866)	(505)	(10 371)	(8 930)	(1 089)	(10 019)
Résultat après impôt des activités abandonnées	(9)	1 834	0	0	0	0	0	0
Résultat de la période		23 823	18 933	620	19 553	25 191	1 395	26 586
Attribuable aux :								
- Actionnaires de la société		23 740	18 836	620	19 456	25 145	1 395	26 540
- Intérêts minoritaires		83	97	0	97	46	0	46
Résultat de la période		23 823	18 933	620	19 553	25 191	1 395	26 586
en €								
Résultat par action (part attribuable aux actionnaires de la société-mère)	(19)	2,47	1,97	0,06	2,03	2,62	0,15	2,77
Résultat dilué par action (part attribuable aux actionnaires de la société-mère)	(19)	2,46	1,96	0,06	2,02	2,61	0,15	2,76

État des profits et des pertes comptabilisés

en K€	Exercice clos le 31 décembre		
	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Écart de conversion sur filiales étrangères	(5 590)	(1 867)	789
Écarts actuariels	137	(87)	(82)
Total des produits et charges reconnus directement dans les capitaux propres	(5 453)	(1 955)	707
Résultat de la période	23 823	19 553	26 586
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période	18 370	17 598	27 293
Attribuable aux :			
- actionnaires de la société	18 287	17 502	27 243
- intérêts minoritaires	83	97	50

Bilan consolidé

en K€	Notes	Exercice clos le 31 décembre		
		2007	2006	2005
Immobilisations corporelles	(10)	6 771	6 247	5 790
Goodwill	(11)	131 183	79 301	66 706
Autres immobilisations incorporelles	(12)	4 890	3 154	4 317
Actifs financiers	(13)	3 039	2 526	2 150
Impôts différés actif	(14)	1 609	1 553	1 511
Actif non courant		147 492	92 781	80 474
Clients et autres débiteurs	(15)	62 689	56 737	75 745
Impôt courant		428	0	418
Actifs financiers	(16)	438	1 139	1 102
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17)	23 354	36 829	42 791
Actifs destinés à être cédés	(18)	0	5 258	385
Actif courant		86 909	99 964	120 441
Total		234 401	192 744	200 914
Capital émis		293	293	292
Primes d'émission		1 583	1 277	888
Réserves		39 093	35 614	24 433
Résultat (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		23 740	19 456	26 540
Capitaux propres - Attribuables aux actionnaires de la société Mère		64 709	56 639	52 153
Intérêts minoritaires		997	914	817
Capitaux propres		65 706	57 553	52 970
Dettes financières	(20)	27 609	15 845	9 982
Impôts différés passif	(21)	2 807	1 315	1 727
Avantages du personnel	(22)	19	50	43
Autres passifs non courants	(23)	2 899	0	1 378
Passif non courant		33 334	17 210	13 130
Dettes financières	(24)	22 997	7 381	8 324
Impôt courant	(26)	2 669	2 704	2 798
Fournisseurs et autres créditeurs	(26)	51 092	43 089	42 832
Provisions	(27)	636	595	756
Autres passifs courants	(28)	57 967	60 821	80 103
Passifs destinés à être cédés	(29)	0	3 391	0
Passif courant		135 361	117 981	134 814
Total passif		168 695	135 191	147 944
Total		234 401	192 744	200 914

État de variation des capitaux propres consolidés

en K€	Attribuables aux actionnaires de la société mère										
	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserve de stock-options	Écarts actuariels	Réserves instruments de couvertures	Écarts de conversion	Résultats et report à nouveau	Total	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Solde au 1 ^{er} janvier 2005	290	214		443			(435)	33 033	33 545	1 855	35 400
Écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger							785		785	4	789
Autres charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres					(82)				(82)		(82)
Total des éléments reconnus directement en capitaux propres					(82)		785		703	4	707
Résultat de la période								26 540	26 540	46	26 586
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période					(82)		785	26 540	27 243	50	27 293
Dividendes								(9 561)	(9 561)		(9 561)
Autres variations sur minoritaires									0	49	49
Augmentation de capital									0		0
Charges de stock-options				402					402		402
Rachats et annulation d'actions propres									0		0
Levée d'options	2	674							676		676
Engagement de rachat d'intérêts minoritaires									0	(1 138)	(1 138)
Instruments dérivés de couverture									0		0
Autres variations							(6)	(146)	(152)		(152)
Solde au 31 décembre 2005	292	888	0	845	(82)	0	344	49 866	52 153	817	52 970
Variation des capitaux propres 2006											
Écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger							(1 867)		(1 867)		(1 867)
Autres charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres					(87)				(87)		(87)
Total des éléments reconnus directement en capitaux propres					(87)		(1 867)		(1 954)		(1 954)
Résultat de la période								19 456	19 456	97	19 553
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période					(87)		(1 867)	19 456	17 502	97	17 599
Dividendes								(13 439)	(13 439)		(13 439)
Autres variations sur minoritaires									0		0
Augmentation de capital									0		0
Charges de stock-options				33					33		33
Rachats et annulation d'actions propres									0		0
Levée d'options	1	389							390		390
Impôt différé sur reclassement provision titres									0		0
Instruments dérivés de couverture									0		0
Autres variations									0		0
Solde au 31 décembre 2006 reporté à nouveau	293	1 277	0	878	(169)	0	(1 523)	55 883	56 639	914	57 553

en K€	Attribuables aux actionnaires de la société mère										
	Capital social	Primes d'émission	Actions propres	Réserve de stock-options	Ecarts actuariels	Réserves instruments de couvertures	Ecarts de conversion	Résultats et report à nouveau	Total	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Solde au 31 décembre 2006 reporté à nouveau	293	1 277	0	878	(169)	0	(1 523)	55 883	56 639	914	57 553
Variation des capitaux propres 2007											
Écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger							(5 590)		(5 590)		(5 590)
Autres charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres					137				137		137
Total des éléments reconnus directement en capitaux propres					137		(5 590)		(5 453)		(5 453)
Résultat de la période								23 740	23 740	83	23 823
Total des produits et charges comptabilisés au titre de la période					137		(5 590)	23 740	18 287	83	18 370
Dividendes								(10 568)	(10 568)		(10 568)
Autres variations sur minoritaires									0		0
Augmentation de capital									0		0
Charges de stock-options				126					126		126
Rachats et annulation d'actions propres			(143)					8	(135)		(135)
Levée d'options		306							306		306
Impôt différé sur reclassement provision titres									0		0
Autres variations									0		0
Instruments dérivés de couverture						54			54		54
Solde au 31 décembre 2007	293	1 583	(143)	1 004	(32)	54	(7 113)	69 063	64 709	997	65 706

Tableau de flux de trésorerie consolidé

en K€	Notes	Exercices clos le 31 décembre								
		Activités poursuivies	Activités abandonnées	2007	Activités poursuivies	Activités abandonnées	2006	Activités poursuivies	Activités abandonnées	2005
Résultat net total de la période des sociétés consolidées après impôt		23 823		23 823	18 933	620	19 553	25 191	1 395	26 586
Elimination des amortissements et provisions		4 964		4 964	3 998	1 122	5 120	5 828	1 918	7 746
Elimination de la variation des impôts différés		532		532	478	(384)	94	1 372	(664)	708
Elimination des plus ou moins values de cession		(1 415)		(1 415)	(344)		(344)	(7 682)		(7 682)
Elimination de la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0		0	0		0	(739)		(739)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		508		508	34		34	0		0
Charge d'impôt exigible	(8)	10 664		10 664	9 393	884	10 277	7 558	1 753	9 311
Marge brute d'autofinancement		39 076		39 076	32 492	2 242	34 734	31 528	4 402	35 930
Incidence de la variation des postes d'actif et de passif courant		(1 219)		(1 219)	4 298	(4 642)	(344)	418	(1 486)	(1 068)
Impôt décaissé		(11 019)		(11 019)	(9 678)	(275)	(9 953)	(8 392)		(8 392)
Intérêts financiers payés		(1 835)		(1 835)	(444)		(444)	(372)		(372)
Flux nets générés par l'activité (A)		25 003		25 003	26 668	(2 675)	23 993	23 182	2 916	26 098
Acquisitions d'immobilisations		(7 848)		(7 848)	(5 910)	(17)	(5 927)	(4 738)	(28)	(4 766)
Cessions d'immobilisations		456		456	1 432		1 432	417		417
Acquisition actifs financiers court terme		0		0	(1 139)		(1 139)	(1 102)		(1 102)
Cession actifs financiers court terme		1 139		1 139	1 102		1 102	0		0
Acquisitions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise	(32)	(44 500)		(44 500)	(16 196)		(16 196)	(4 340)		(4 340)
Augmentation participation dans les filiales déjà existantes	(32)	(920)		(920)	0		0	0		0
Cessions de filiales		0	1 589	1 589	1 080		1 080	9 000		9 000
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0		0	0		0	1 725		1 725
Flux nets utilisés par les activités d'investissements (B)		(51 673)	1 589	(50 084)	(19 631)	(17)	(19 648)	961	(28)	933
Dividendes versés		(10 568)		(10 568)	(13 440)		(13 440)	(9 559)		(9 559)
Augmentation de capital		306		306	390		390	725		725
Rachat d'actions propres		(143)		(143)	0		0	0		0
Emissions d'emprunts		31 524		31 524	7 181		7 181	0		0
Remboursements d'emprunts		(7 508)		(7 508)	(3 110)		(3 110)	(7 301)		(7 301)
Flux nets utilisés par les activités de financement (C)		13 611		13 611	(8 979)		(8 979)	(16 136)		(16 136)
Incidence de la variation des taux de change (D)		(2 005)		(2 005)	(1 111)		(1 111)	1 028		1 028
Variation nette de trésorerie et équivalent de trésorerie (A)+(B)+(C)+(D)		(15 064)	1 589	(13 475)	(3 053)	(2 692)	(5 745)	9 036	2 888	11 924
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 1 ^{er} janvier	(17)	36 829		36 829	39 882	2 909	42 791	30 847	21	30 868
Trésorerie et équivalent de trésorerie au 31 décembre	(17)	21 765	1 589	23 354	36 829	217	37 046	39 882	2 909	42 791



ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

GL TRADE SA (la Société) est une entreprise qui est domiciliée en France.

Le siège social de la Société est situé au 42, rue Notre Dame des Victoires 75002 à Paris. Les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2007 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble désigné comme « le Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées. Le Groupe offre à la communauté financière l'ensemble des solutions logicielles pour couvrir le processus complet d'un ordre de bourse du donneur d'ordre au trader.

Règles et méthodes comptables

Déclaration de conformité

En application du règlement 1606/2002 de la Communauté Européenne du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au 31 décembre 2007 et publié par l'IASB au 31 décembre 2007.

Les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2007 ont été appliqués pour la présentation des comptes consolidés de l'exercice et n'ont pas d'incidence sur les comptes de l'exercice.

Les normes, amendements et interprétations sont les suivants :

- ▣ amendements IAS 1 sur les informations complémentaires relatives au capital ;
- ▣ IFRIC 7 Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 ;
- ▣ IFRIC 8 Champ d'application de IFRS 2, norme relative aux paiements fondés sur des Actions ;
- ▣ IFRIC 9 Réexamen des Dérivés incorporés ;
- ▣ IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation.

Sont également présentées dans les comptes consolidés, les informations complémentaires

requis par IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir.

Les nouvelles normes, amendements et interprétations suivants, applicables de manière obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2009, n'ont pas donné lieu à une application anticipée en 2007 :

- ▣ IAS 1 révisée Présentation des états financiers,
- ▣ IFRS 8 Segments opérationnels,
- ▣ amendements de la norme IAS 23 sur les coûts d'emprunts,
- ▣ IFRIC 11 Actions propres et transactions intra-Groupe,
- ▣ IFRIC 12 Concession de services,
- ▣ IFRIC 13 Programme de fidélisation clients,
- ▣ IFRIC 14 Actif de régimes à prestations définies et obligations de financement minimum.

Les impacts potentiels de ces textes sur les comptes consolidés du Groupe sont en cours d'analyse.

Les états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, le 10 mars 2008. Ils seront soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale du 26 juin 2008.

Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la Société. Les états financiers sont présentés en milliers d'euros. Ils sont établis sur la base du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants évalués à leur juste valeur : instruments financiers Dérivés, instruments financiers détenus à des fins de transaction, instruments financiers classés comme disponibles à la vente.

Les actifs non courants et groupe d'actifs destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

La préparation des états financiers selon les normes comptables IFRS, nécessite de la part de la Direction d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement, rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenus directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période, ou au cours de la période du changement et des périodes antérieures, si celles-ci sont également affectées par ce changement.

Les jugements exercés par la Direction lors de l'application des IFRS ayant un impact significatif sur les états financiers et les estimations présentant un risque important de variations au cours de la période ultérieure sont exposés au sein des notes annexes. Les principaux postes affectés par ces jugements concernent les autres immobilisations incorporelles, les goodwill, les impôts différés, les dettes financières et les provisions.

Les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe.

Note 1 - Principes de consolidation

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont définies comme étant des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de cette activité. Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle exclusif

est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle exclusif cesse.

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées suivant la méthode dite de l'acquisition, et sont consolidées selon la méthode dite de l'intégration globale qui consiste à reprendre intégralement tous les postes du bilan et du compte de résultat des sociétés consolidées (après éventuels retraitements de consolidation et d'élimination des opérations et comptes réciproques) et à répartir les capitaux propres et le résultat entre GL TRADE SA et les autres actionnaires ou « intérêts minoritaires ».

Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs remis, des instruments de capitaux propres émis et des passifs encourus ou assumés à la date de l'échange, majorée des coûts directement imputables à l'acquisition. Les actifs identifiables et les passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition et ceci quel que soit le montant des intérêts minoritaires. L'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant au Groupe dans les actifs nets identifiables acquis est comptabilisé en tant que goodwill. Lorsque le coût d'acquisition est inférieur à la juste valeur de la filiale acquise, l'écart est comptabilisé directement au compte de résultat.

Entreprises associées

Les sociétés mises en équivalence sont définies comme étant des sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les décisions financières et stratégiques, mais pas un contrôle en tant que tel. Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et des pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin. Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure à la valeur de sa participation dans celle-ci, la valeur comptable des titres mis en équivalence est ramenée à zéro et le Groupe cesse de comptabiliser sa quote-part dans les pertes à venir, à moins que le Groupe ait une

obligation légale ou implicite de participer aux pertes ou d'effectuer des paiements au nom de l'entreprise associée.

Comptes et opérations réciproques

Les opérations intra-Groupe ainsi que les soldes comptables intra-Groupe et tout gain latent ou réalisé lors d'opérations intra-Groupe sont éliminés lors du processus de consolidation.

Méthode de conversion

L'euro est la monnaie de fonctionnement et la monnaie de présentation des comptes, employée par GL TRADE SA et ses filiales, hormis celles qui sont établies hors zone euro.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis en euros en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produit ou en charge.

Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change de la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris le goodwill et les ajustements de juste valeur découlant de la consolidation, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant les cours moyens de la période. Les écarts de change résultant des conversions sont comptabilisés en réserve de conversion, en tant que composante distincte des capitaux propres.

Investissement net dans une activité à l'étranger

Les écarts de change résultant de la conversion d'un investissement net dans une activité à l'étranger et des couvertures correspondantes sont comptabilisés en réserve de conversion. Ils sont comptabilisés en résultat lors de la sortie de l'activité à l'étranger.

Impôts différés

L'impôt différé est déterminé selon la méthode bilancielle. Le Groupe comptabilise des impôts différés selon la méthode du report variable pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et les valeurs comptables des actifs et passifs enregistrés au bilan consolidé à l'exception :

- des goodwill non déductibles fiscalement,
- de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable,
- les différences temporelles liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable de ces actifs et ces passifs, en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les soldes nets d'imposition différée sont déterminés sur la base de la situation fiscale de chaque société ou du résultat d'ensemble des sociétés comprises dans les périmètres d'intégration fiscale. Les actifs nets d'impôts différés ne sont comptabilisés que si la société ou l'ensemble intégré fiscalement a une assurance probable de les récupérer au cours des années ultérieures ; les actifs correspondant à des déficits fiscaux reportables ne sont inscrits au bilan que si leur récupération est probable.

Dividendes

Les dividendes versés par une société consolidée à une autre société consolidée sont éliminés pour la détermination du résultat net du Groupe GL TRADE.

Goodwill

Tous les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en appliquant la méthode de l'acquisition.

S'agissant des acquisitions d'entreprises ayant eu lieu après le 1^{er} janvier 2004, le goodwill représente la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part correspondante de la juste valeur des actifs nets identifiables acquis et des passifs éventuels identifiables.

Pour les acquisitions antérieures à cette date, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon le référentiel comptable français. Le classement et le traitement comptable des regroupements d'entreprise qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été modifiés pour la préparation du bilan d'ouverture du Groupe en IFRS au 1^{er} janvier 2004.

Le goodwill est évalué à son coût, diminué du cumul des pertes de valeur. Le goodwill est affecté à des Unités Génératrices de Trésorerie et n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an ou chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur. S'agissant des entreprises associées, la valeur comptable du goodwill est incluse dans la valeur comptable de la participation dans l'entreprise associée.

Le goodwill négatif résultant de l'acquisition est comptabilisé immédiatement en résultat après réexamen des justes valeurs des actifs, des passifs et des passifs éventuels acquis.

Note 2 - Règles comptables

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les produits sont rattachés à l'exercice auquel ils se rapportent. Les produits d'exploitation sont constitués par les prestations de service que GL TRADE fournit à ses clients. Le revenu de ces prestations est reconnu selon l'un des modèles suivants en fonction de la nature des produits vendus :

- ▣ **Solutions vendues sous forme d'abonnement** : à travers ce modèle de facturation, GL TRADE concède à ses clients un droit d'utilisation des logiciels et leur assure toutes les prestations annexes de maintenance, d'assistance technique, de hot line et de mise à jour des produits, sans surcoût en cours d'année. Le chiffre d'affaires est

facturé d'avance et reconnu linéairement sur la durée du contrat à partir de la date d'installation.

- ▣ **Prestations annexes à un projet** : les solutions sont souvent vendues assorties de prestations annexes telles que le management de projet, les installations et la formation. Ces prestations sont facturées et reconnues en chiffres d'affaires au fur et à mesure de leur réalisation.
- ▣ **Solutions vendues sous forme de licence, assortie d'un contrat de maintenance** : les licences sont des droits d'utilisation du logiciel, concédés en principe pour une durée limitée (3 à 5 ans). Le chiffre d'affaires des licences est reconnu entièrement au plus tard à l'installation des licences, tandis que le chiffre d'affaires des contrats de maintenance est reconnu linéairement sur la durée du contrat.
- ▣ **Projets incluant une licence et des développements spécifiques et/ou des prestations d'intégration significatives** : les projets complexes sont découpés dès l'étude du projet en différentes phases correspondant à des lots opérationnels. Le chiffre d'affaires est alors reconnu en fonction du degré d'avancement du projet sur la base de jalons techniques. Le pourcentage d'avancement est déterminé en évaluant les travaux déjà exécutés à la date de clôture.
- ▣ Les redevances variables versées aux bourses en fonction du nombre d'écrans diffusant leur flux sont refacturées aux clients. Faisant partie d'une prestation globale, elles sont incluses dans le chiffre d'affaires.

Les contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués.

Notamment sont considérés comme contrat de location-financement, les contrats :

- ▣ qui prévoient un transfert de propriété automatique en fin de contrat, ou

- qui proposent une option d'achat dont l'exercice est probable en cours ou fin de contrat, ou
- qui ont une durée proche de la durée de vie du bien, ou
- pour lesquels la valeur actualisée des paiements minimaux est proche de la juste valeur du bien.

Les actifs financés en location-financement, et les obligations qui en découlent, apparaissent dans le bilan consolidé en immobilisations et amortissements d'une part, et en emprunts et dettes à court terme ou long terme d'autre part.

Ces contrats de location-financement sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur du bien et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

La politique d'amortissement des actifs faisant l'objet d'un contrat de location-financement est similaire à celle appliquée pour les immobilisations corporelles de même nature.

Les loyers des contrats de location simple sont comptabilisés comme des charges dans le compte de résultat, les montants étant étalés linéairement sur la durée du bail ou du contrat de location. Les franchises de loyer relatives aux contrats de location simple sont étalées linéairement sur la durée non résiliable du contrat.

Charges liées au personnel

Plan de retraite à cotisations définies

Les charges relatives aux plans de retraite à cotisations définies sont comptabilisées en charges au compte de résultat au moment où elles sont encourues.

Indemnités de fin de carrière ou de départ en retraite

Régime à prestations définies

Les obligations du Groupe en matière d'indemnités de fin de carrière ou de départ à la retraite qui suivent le régime des prestations définies sont calculées séparément pour chaque plan

sur la base des estimations des droits acquis par chaque salarié dans le cadre de son contrat de travail, au titre de l'exercice en cours et des exercices précédents. Ce montant est actualisé pour déterminer sa valeur actuelle et la juste valeur des actifs des plans concernés en est déduite. L'évaluation et les calculs sont effectués par un actuaire qualifié utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La dette actuarielle de l'entreprise est la somme des engagements ainsi calculés pour chacun des salariés.

Dans le calcul des obligations du Groupe, au regard d'un plan, les gains ou pertes actuariels sont comptabilisés en totalité par contrepartie des capitaux propres.

Lorsque l'évaluation nette de l'obligation conduit à un actif pour le Groupe, le montant comptabilisé au titre de cet actif est limité au montant total du coût des services passés non comptabilisés et de la valeur actuelle de tout remboursement futur du régime ou de diminution des cotisations futures du régime.

Transactions fondées sur des actions et réglées par remise d'instruments de capitaux propres

Il existe des plans de stock options non transférables qui permettent à certains salariés d'acquérir des actions du Groupe. Le coût des opérations réglées en actions est comptabilisé en charge avec, en contrepartie, une augmentation correspondante des capitaux propres, sur la durée au cours de laquelle les membres du personnel acquièrent les droits de manière définitive.

Lorsque les options sont exercées, la situation nette est augmentée du montant des fonds reçus. Le coût des plans de stock options est déterminé par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres octroyés appréciée à la date d'octroi. La juste valeur est déterminée à partir d'un modèle Black and Scholes.

Le Groupe a utilisé les dispositions transitoires de la norme IFRS 1 relative aux paiements fondés sur des actions, en limitant son application aux seules rémunérations accordées postérieurement au 7 novembre 2002.

Résultat net par action

Le résultat net de base par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social, corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

Le résultat net dilué par action est calculé en divisant le résultat net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation majoré de l'impact des instruments de dilution en circulation au cours de l'exercice. Les instruments potentiellement dilutifs correspondent aux options de souscription ou d'achat d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la juste valeur d'une action GL TRADE.

La méthode utilisée pour calculer l'effet dilutif de ces instruments est la méthode du rachat d'actions. Cette méthode consiste à déterminer le nombre théorique d'actions qui seraient rachetées au prix de marché à partir du prix d'exercice des instruments. Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total d'actions qui résulterait de l'exercice des instruments en circulation pour former le nombre d'actions complémentaires à retenir pour le calcul du résultat net dilué par action.

Résultat financier

Le résultat financier comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, les intérêts à recevoir sur les placements, les produits provenant des autres dividendes, les profits et pertes de change et les profits et pertes sur les instruments de couverture qui sont comptabilisés dans le compte de résultat.

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les produits provenant des dividendes sont comptabilisés dans le compte de résultat dès

que le Groupe acquiert le droit à percevoir les paiements, soit, dans le cas des titres cotés, à la date de détachement.

La charge d'intérêt comprise dans les paiements effectués au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat dû au titre du résultat de l'exercice est constitué de l'impôt exigible et de l'impôt différé. L'impôt est normalement comptabilisé dans le compte de résultat sauf pour la fraction attachée aux éléments qui sont comptabilisés en capitaux propres. L'impôt est dans ce cas également comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est l'impôt à payer sur le résultat fiscal de l'exercice et calculé aux taux adoptés ou quasi adoptés à la date de la clôture des comptes, auquel il convient d'ajouter les reports ou modifications d'impôt à payer relatifs aux exercices antérieurs.

Actifs incorporels

Frais de recherche et de développement

Les dépenses de recherche effectuées en vue d'acquérir des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement lorsqu'elles ont pour but de développer ou d'industrialiser un nouveau produit ou processus de fabrication sont obligatoirement immobilisées comme des actifs incorporels dès que l'entreprise peut notamment démontrer :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente ;
- son intention et sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- sa capacité d'utiliser ou de vendre l'immobilisation incorporelle ;

- la disponibilité des ressources techniques et financières adéquates pour achever le développement et la vente ;
- la façon dont l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les dépenses ainsi portées à l'actif comprennent les coûts de main d'œuvre directe et la quote-part des frais généraux directement attribués à la préparation de l'actif en vue de sa mise en service.

Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût, diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeurs.

Les autres dépenses de développement sont comptabilisées dans le compte de résultat au fur et à mesure de leur occurrence.

Autres actifs incorporels

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés sur la base de leur coût d'acquisition après déduction du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé au compte de résultat sur une base linéaire ou sur une base dégressive lorsque ce mode d'amortissement reflète mieux le rythme de consommation des avantages futurs de l'incorporel et sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les goodwill ne font pas l'objet d'un amortissement.

Un test de dépréciation est effectué systématiquement à la date de clôture, et à chaque fois qu'il existe un indice de perte de valeur.

Les actifs incorporels sont amortis à compter de la date à laquelle ils sont prêts à être mis en

service. Les durées d'utilité estimées varient de 1 à 5 ans.

Immobilisations corporelles

Immobilisations acquises en pleine propriété

Les immobilisations sont comptabilisées à leurs coûts d'acquisition après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur. Lorsqu'une immobilisation corporelle est constituée de différents éléments ayant des valeurs significatives et des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés sur différentes lignes d'immobilisations corporelles.

Dépenses postérieures à l'acquisition

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru, s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et son coût peut être évalué de façon fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

Amortissement

L'amortissement est comptabilisé dans le compte de résultat, sur une base dégressive lorsque ce mode d'amortissement reflète mieux le rythme de consommation des avantages futurs de l'immobilisation ou linéaire calculée sur la durée d'utilité estimée de l'immobilisation. Il est tenu compte d'une valeur résiduelle correspondant au montant que le Groupe obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, après déduction des coûts de sortie estimés, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité.

Les terrains ne sont pas amortis.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles	Durée	Mode d'amortissement
Construction / Immeuble de placement	20 ans	Linéaire
Installations techniques et informatiques	3 à 4 ans	Dégressif
Installations générales	5 à 10 ans	Linéaire
Matériel de transport	4 à 5 ans	Linéaire
Matériel et mobilier de bureau	3 à 5 ans	Linéaire

Instruments financiers

Les prêts et créances sont des instruments financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif, à l'exception de ceux que l'entité a reclassé comme détenus à des fins de transaction en actifs destinés à être cédés. Ces prêts et créances comprennent notamment les dépôts et cautionnements versés en garantie des baux et des prêts accordés à des partenaires.

Les actifs détenus à des fins de transactions sont les actifs financiers acquis principalement dans le but de générer un profit à court terme, résultant des variations de prix.

Les actifs disponibles à la vente sont des actifs financiers qui ne sont pas détenus dans une perspective de transaction, ni émis par le Groupe, ni encore détenus jusqu'à leur échéance ou qui sont désignés comme tels.

Les actifs financiers, émis par le Groupe, sont comptabilisés au bilan à la date de leur émission ou de leur transfert au Groupe. L'intention de gestion en vigueur à la date de comptabilisation initiale, détermine la catégorie dans laquelle sont comptabilisés les actifs financiers ainsi que leur mode d'évaluation.

Lors de leur comptabilisation initiale les actifs financiers sont évalués à leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement attribuables dans le cas des seuls instruments qui ne sont pas par la suite évalués à la juste valeur par résultat.

Après leur comptabilisation initiale, les actifs détenus à des fins de transactions ainsi que les actifs disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur. Par exception, les instruments financiers pour lesquels un prix de négociation sur un marché liquide n'est pas disponible, et dont la juste valeur ne peut être établie de manière fiable, sont maintenus au coût historique, qui comprend les coûts de transaction, après déduction d'éventuelles pertes de valeur.

Les gains ou pertes causés par la variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. Lorsque les actifs concernés

sont vendus, transférés ou encaissés, les gains ou pertes sont enregistrés au compte de résultat. Lorsque la diminution de juste valeur d'actifs disponibles à la vente revêt un caractère autre que temporaire ou non matériel, une dépréciation est comptabilisée au compte de résultat dans la rubrique « Résultat financier » à hauteur du montant cumulé en capitaux propres.

Les gains ou les pertes relatifs aux titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au compte de résultat.

Les passifs financiers autres que ceux détenus dans une perspective de transaction sont évalués initialement à leur juste valeur diminuée des frais directement attribuables à la transaction, puis au coût amorti calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur des instruments financiers est déterminée par la valeur de marché à la date de clôture.

Créances clients et autres actifs circulants

Les créances clients et autres actifs circulants sont des instruments financiers non dérivés. Ils sont évalués à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les dépôts à vue et les placements monétaires à court terme. Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Instruments Dérivés financiers

Les instruments Dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur à la date de conclusion du contrat dans la ligne « actifs financiers » du bilan. Ils sont ensuite réévalués, à chaque clôture, pour leur juste valeur. Le Groupe a opté pour la comptabilisation de tous les instruments Dérivés mis en place, à la juste valeur au bilan, les variations de la juste valeur sont enregistrées au compte de résultat en charges ou produits.

La valeur de marché de ces instruments Dérivés est communiquée, tous les trimestres, par des établissements financiers tiers qui assurent ainsi la fiabilité des informations renseignées.

La juste valeur des instruments Dérivés utilisés sur l'exercice 2007 à des fins de couverture des taux d'intérêts est indiquée dans la Note 25.

La mise en œuvre d'une comptabilité de couverture requiert, selon IAS 39, de démontrer et de documenter l'efficacité de la relation de couverture lors de sa mise en place et pendant toute sa durée. L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du Dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125 %.

En cas de changement de classification de l'instrument Dérivé (passage d'une comptabilité de couverture à une comptabilité n'entrant pas dans le champ de l'IAS 39), il convient de reprendre le montant de la juste valeur comptabilisé en capitaux propres sur la durée de l'instrument Dérivé. Il ne pourra pas être repris en une seule fois.

Le montant des capitaux propres comptabilisé dans le compte de résultat se fera en fonction de la durée d'amortissement courue à la date de clôture sur le nombre total de jour que couvre l'instrument Dérivé.

Le Groupe GL TRADE ne réalise pas d'opérations à caractère spéculatif sur les instruments financiers mais entend simplement se couvrir contre les risques de taux d'intérêts.

Dépréciations

Les valeurs comptables des actifs du Groupe sont analysées à chaque date d'arrêté des comptes afin de déterminer s'il existe un indice de perte de valeur induisant un risque de dépréciation des actifs. Si un tel risque est identifié, une estimation de valeur réalisable des actifs est effectuée.

Pour les immobilisations incorporelles non amorties, et en particulier pour les goodwill, la société effectue des tests de perte de valeur

au minimum une fois par an, même en absence d'indice de perte de valeur et dès qu'un indice de perte de valeur apparaît.

La valeur recouvrable des actifs est la valeur la plus élevée entre leur juste valeur diminuée des coûts de la vente et leur valeur d'utilité. Pour apprécier la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au taux, avant impôt, qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Pour un actif qui ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Les tests de valeur sont pratiqués en utilisant des techniques d'actualisation des flux de trésorerie futurs. Ils ont pour objet de vérifier que la valeur recouvrable à la clôture est supérieure à la valeur nette comptable comptabilisée. Dans le cas contraire, une dépréciation correspondant à la différence entre la valeur recouvrable de ces actifs et leur valeur nette comptable serait comptabilisée.

Pour les goodwill, les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée ou les immobilisations incorporelles qui ne sont pas encore prêtes à être mises en service, la valeur recouvrable est au moins estimée à chaque date de clôture. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son Unité Génératrice de Trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une Unité Génératrice de Trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie (au groupe d'unités), puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité (du groupe d'unités).

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'un goodwill ne peut pas être reprise. Une perte de valeur comptabilisée pour un autre actif est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable.

La valeur comptable d'un actif, augmentée en raison de la reprise d'une perte de valeur ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée, nette des amortissements en l'absence de perte de valeur.

Dettes financières

Dettes financières liées à des engagements de rachat de minoritaires

Les engagements d'achats de participation minoritaires dans des filiales consolidées par intégration globale sont comptabilisés en dettes financières. La contrepartie de cette dette financière est imputée sur les intérêts minoritaires correspondants puis, pour le solde en goodwill. Ils sont évalués à la juste valeur actuelle lors de chaque arrêté comptable. La variation de la juste valeur est comptabilisée en contrepartie du goodwill.

Emprunts

Les emprunts portant intérêt sont comptabilisés initialement à la juste valeur diminuée du montant des coûts de transaction attribuables. Après la comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti ; la différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat sur la durée des emprunts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque le Groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Lorsque l'effet de la valeur temps est significatif, le montant de la provision est déterminé en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus au taux, avant impôt, reflétant les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et lorsque cela est approprié, les risques spécifiques à ce passif et si l'on peut les évaluer de manière fiable.

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les avantages économiques attendus du contrat par le Groupe sont inférieurs aux coûts inévitables devant

être engagés pour satisfaire aux obligations contractuelles.

Dettes fournisseurs et autres passifs

Les dettes fournisseurs et les autres passifs sont comptabilisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis au coût amorti.

Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Immédiatement avant la classification de l'actif comme détenu en vue de la vente, les valeurs comptables des actifs (et de tous les actifs et passifs du Groupe destinés à être cédés) sont évaluées selon les normes qui leur sont applicables. Lors de la classification initiale comme détenus en vue de la vente, les actifs non courants et les groupes destinés à être cédés sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs) comme détenu en vue de la vente sont comptabilisées en résultat, que les actifs aient été ou non comptabilisés antérieurement selon le modèle de la réévaluation périodique. Les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont traités de la même façon. Le profit comptabilisé ne peut pas excéder le cumul des pertes de valeur comptabilisées.

Information sectorielle

Un segment de marché est un ensemble identifiable d'activités distinctes dont l'objet est soit d'offrir des gammes homogènes de services ou produits, soit de commercialiser des services ou produits dans des environnements économiques que l'on peut isoler. Les segments présentent chacun des rentabilités et des risques propres. Le Groupe a identifié au sein de sa gamme de produits vendus des secteurs d'activités.

La segmentation par ligne de produits constitue la segmentation primaire.

Pour la commercialisation de ses produits, GL TRADE a organisé son suivi d'activité par lignes de produits :

- ▣ Trading Solutions / Client Connectivity
- ▣ Post Trade Derivatives
- ▣ Post Trade Securities
- ▣ Capital Markets Solutions
- ▣ Information Services

Pour chacune des Business Lines, les changements de dénomination intervenus en 2007 n'ont pas entraîné de réallocation de leurs activités respectives par comparaison avec les exercices antérieurs, à l'exception de l'activité de la société GL SETTLE INC.

La Business Line « CMS » inclut désormais l'activité du groupe FNX acquis en février 2007. Cette Business Line regroupe désormais le produit TXpress de GL SETTLE INC., qui faisait précédemment partie de la Business Line PTS.

Sur l'exercice 2007, la nouvelle Business Line Information Services a été créée suite à l'acquisition du Groupe INFOTEC, spécialisé dans la distribution d'informations financières du Groupe. La société DECISION SOFTWARE spécialisée dans le Fixed Income, a été acquise mi-novembre 2007. Cette activité est en cours d'intégration.

Chaque Business Unit est à même de vendre l'ensemble des produits de la gamme et décline la stratégie globale du Groupe en plans d'actions régionaux et locaux. Elles présentent chacune des rentabilités et des risques propres.

Le système d'information financière est organisé pour suivre les comptes de chaque ligne de produits. Le budget et le reporting budgétaire trimestriel sont réalisés par lignes de produits de façon à suivre la rentabilité de chaque secteur d'activité.

La segmentation par secteur géographique constitue la segmentation secondaire.

Note 3 - Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2007, le périmètre de consolidation comprend les sociétés suivantes :

Sociétés	Siège	Société détentrice	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
			%	Méthode	%	Méthode	%	Méthode
GL TRADE SA	France							
GL MULTIMEDI@ SA	France	GL TRADE SA	82,04%	IG	82,04%	IG	82,04%	IG
GL TRADE LTD	Angleterre	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE AG	Allemagne	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE BV	Hollande	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE IBERICA S.L.	Espagne	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE SUISSE SA (**) (***)	Suisse	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE BELGIUM	Belgique	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL ESIA (*)	Italie	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE AMERICAS INC (ex GL CONSULTANTS INC)	USA	GL TRADE HOLDINGS INC	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE SOLUTIONS PTE LTD	Singapour	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE SYSTEMS LTD HK	Hong Kong	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE AUSTRALIA PTY LTD	Australie	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE JAPAN KK	Japon	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE SOUTH AFRICA PTY LTD	Af. du Sud	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL SETTLE LTD	Angleterre	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
UBITRADE SA	France	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
UBITRADE LTD	Angleterre	UBITRADE SA	Liquidée	IG	Liquidée	IG	100%	IG
UBITRADE GmbH	Allemagne	UBITRADE SA	Cédée	IG	100%	IG	100%	IG
UBITRADE INC.	USA	UBITRADE SA	Liquidée	IG	Liquidée	IG	100%	IG
GL TRADE MENA (ex UBITRADE MSP)	Tunisie	UBITRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
UBITRADE OSI	Tunisie	UBITRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL SOFTWARE UNIPessoal LDA	Portugal	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
4D TRADING	Angleterre	GL TRADE SA	Liquidée	IG	Liquidée	IG	100%	IG
TFC SAS	France	GL TRADE SA	Cédée	IG	51%	IG	51%	IG
GL SETTLE INC (ex OASIS)	USA	GL TRADE HOLDINGS INC	100%	IG	100%	IG	100%	IG
GL TRADE HOLDINGS INC	USA	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG	100%	IG
EMOS SYSTEMS SAS	France	GL TRADE SA	Fusionnée	IG	Fusionnée	IG	Fusionnée	IG
EMOS FUTURES LTD	Angleterre	GL TRADE SA	En cours de liquidation	IG	100%	IG		
EMOS SYSTEMS INC	USA	GL TRADE SA	Liquidée	IG	100%	IG		
GL TRADE OVERSEAS INC (ex NYFIX OVERSEAS INC)	USA	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG		
GL Bilgişayar Hizmetleri Ticaret Ltd Sirketi	Turquie	GL TRADE SA	100%	IG	100%	IG		
FNX Limited Business Corporation	USA	GL TRADE HOLDINGS INC	100%	IG				
FNI (I), L.L.C	USA	FNX Limited	100%	IG				
FNX (UK)	Angleterre	FNI (I), L.L.C	100%	IG				
FNX, L.L.C.	USA	FNX Limited	100%	IG				
FNX LTD, Mauritius	Mauritius	FNX Limited	100%	IG				
Prismlight Pte Ltd	Singapour	FNX LTD, Mauritius	100%	IG				
FNX Solutions (Thailand) Co., Ltd Juristinc Person, Limited Company	Thaïlande	FNX Limited	100%	IG				
FNX (Thailand) Co., Ltd Juristinc Person, Limited Company	Thaïlande	FNX Limited	100%	IG				
FNX India Software Private Limited	Inde	FNX Limited	100%	IG				
GL TRADE TUNISIA	Tunisie	GL TRADE SA	100%	IG				
INFOTEC SA (**)	Suisse	GL TRADE SA	Fusionnée	IG				
IFIS INFOTEC FRANCE Sarl	France	GL TRADE SUISSE SA	100%	IG				
INFOTEC (Deutschland) GmbH	Allemagne	GL TRADE SUISSE SA	100%	IG				
INFOTEC FINANCIAL (UK) LIMITED	Angleterre	GL TRADE SUISSE SA	100%	IG				
IFIS INFOTEC (USA) INC.	USA	GL TRADE SUISSE SA	100%	IG				
GL TRADE SOFTWARE DOO	Serbie	GL TRADE SA	100%	IG				
DECISION SOFTWARE INC.	USA	GL TRADE HOLDINGS INC	100%	IG				

IG : intégration globale

(*) détenue juridiquement à 51% par GL TRADE SA hors application des normes IAS 32 et 39
(**) détenue juridiquement à 93,054% par GL TRADE SA hors application des normes IAS 32 et 39
(***) Fusion de GL TRADE SCHWEIZ AG et d'INFOTEC SA au 30-09-2007

L'ensemble des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation par intégration globale clôture ses comptes au 31 décembre de chaque exercice.

La société n'est pas engagée dans des opérations de titrisation et n'a pas constitué d'entités ad hoc.

Evolution du périmètre de consolidation

- Le Groupe GL TRADE a cédé l'activité de distribution du produit FERMAT le 1^{er} janvier 2007 qui était localisée dans sa filiale UBITRADE GmbH. Cette dernière est sortie du périmètre à cette même date.
- La société EMOS Inc. est sortie du périmètre de consolidation à la suite de sa radiation du registre des sociétés de l'Etat du Delaware au mois de janvier 2007.
- Le Groupe GL TRADE, par l'intermédiaire de sa holding financière, GL TRADE HOLDINGS Inc., a acquis le 1^{er} mars 2007 les titres de la société FNX Ltd BUSINESS CORPORATION aux Etats-Unis. FNX Ltd possède des participations dans huit filiales, toutes détenues à 100%.
- Au mois d'avril 2007, GL TRADE SA a créé une nouvelle filiale en Tunisie, GL TRADE TUNISIA SARL.
- GL TRADE a cédé sa participation de 51% dans la société SAS TFC au mois de juin 2007 à ses anciens associés.
- Au mois de juillet 2007, le Groupe GL TRADE SA a acquis 90% de la société INFOTEC SA dont le siège social est situé en Suisse. Cette dernière possède quatre filiales de distribution en France, au Royaume-Uni, en Allemagne et aux Etats-Unis.
- Au mois d'août 2007, GL TRADE SA a créé une nouvelle filiale en Serbie, GL SOFTWARE DOO.
- Au mois de septembre 2007, GL TRADE SCHWEIZ AG et INFOTEC SA ont été fusionnées. GL TRADE SCHWEIZ AG a absorbé INFOTEC SA. La nouvelle entité résultant de cette opération se nomme GL TRADE SUISSE SA.
- Au mois de novembre 2007, le Groupe GL TRADE SA par l'intermédiaire de la holding financière, GL TRADE HOLDINGS Inc., a acquis 100% du

capital de la société DECISION SOFTWARE Inc. localisée à New York.

Méthode de conversion

Les cours de change utilisés au 31 décembre 2007 sont les suivants :

Devises	Cours moyen Euro	Cours clôture Euro
1 AUD	0,61141	0,59677
1 CHF	0,60876	0,60434
1 GBP	1,46081	1,36361
1 HKD	0,09352	0,08711
1 JPY	0,00620	0,00606
1 SGD	0,48459	0,47252
1 TND	0,57120	0,55712
1 USD	0,72959	0,67930
1 ZAR	0,10351	0,09970
1 INR	0,01780	0,01725
1 MUR	0,02347	0,02494
1 THB	0,02272	0,02283
1 TRY	0,55968	0,58241

Détail du compte de résultat

A périmètre courant, le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 203,3 M€ en 2007, en progression de 10,0% par rapport à 2006 ou 13% à taux de change constants.

A périmètre et taux de change constants 2006/2007, la croissance du chiffre d'affaires s'élèverait à 7%.

Le périmètre comparable est calculé en excluant du chiffre d'affaires les sociétés EMOS, NYFIX Overseas acquises en 2006, le chiffre d'affaires de l'activité FERMAT cédée en début d'année 2007 et le chiffre d'affaires des sociétés FNX Ltd BUSINESS CORPORATION, INFOTEC et DECISION SOFTWARE Inc., acquises au cours de l'exercice 2007.

Note 4 - Evolution du chiffre d'affaires par clients

En K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
20 premiers clients ou groupes			
En valeur	91 172	86 851	84 565
En % du chiffre d'affaires	45%	47%	47%
10 premiers clients ou groupes			
En valeur	61 901	61 753	60 318
En % du chiffre d'affaires	30%	33%	34%
5 premiers clients ou groupes			
En valeur	39 482	40 882	40 078
En % du chiffre d'affaires	19%	22%	22%

Pour les besoins de la comparaison, les regroupements de clients ont été reconstitués pour 2005 et 2006 selon les regroupements 2007. Le chiffre d'affaires par client présenté a été déterminé sur la base des entités juridiques appartenant à un même Groupe, même si les commandes ne sont pas centralisées par le siège au sein de ce Groupe.

clients dans notre chiffre d'affaires reste très stable d'une année sur l'autre. La légère baisse du poids de nos principaux clients en 2007 par rapport à 2005 et 2006 est expliquée par l'arrêt de la distribution des produits FERMAT, qui était concentrée sur quelques groupes comptant parmi nos 10 premiers clients.

Malgré les concentrations permanentes dans le secteur financier, le poids de nos principaux

Évolution du chiffre d'affaires par Business Line

En K€		2007	2006	2007/2006	Taux et périmètre constants	2005
BL Trading Solution et Client Connectivity		144 360	137 572	5%	3%	133 440
	France	27 471	28 054	(2%)	(2%)	
	Royaume-Uni	29 359	24 475	20%	2%	
	Emea	45 430	45 541	(0%)	0%	
	Asie	25 504	23 379	9%	18%	
	États-Unis	16 596	16 123	3%	4%	
BL Post Trade Derivatives		27 499	20 625	33%	35%	19 068
	France	8 284	7 838	6%	5%	
	Royaume-Uni	7 634	4 811	59%	53%	
	Emea	2 925	2 298	27%	27%	
	Asie	2 225	1 205	85%	91%	
	États-Unis	6 431	4 477	44%	57%	
BL Capital Markets Solutions		16 489	7 823	111%	(11%)	5 991
	France	4 214	4 551	(7%)	(7%)	
	Royaume-Uni	535	-	n/a	n/a	
	Emea	56	-	n/a	n/a	
	Asie	3 314	-	n/a	n/a	
	États-Unis (1)	8 370	3 272	156%	(17%)	
BL Post Trade Securities		7 749	6 599	17%	17%	5 871
	France	-	-	n/a	n/a	
	Royaume-Uni	7 224	6 491	11%	12%	
	Emea	479	108	344%	344%	
	Asie	46	-	n/a	n/a	
	États-Unis	-	-	n/a	n/a	
BL Information Services		6 850	n/a	n/a	n/a	-
	France	130	n/a	n/a	n/a	
	Royaume-Uni	543	n/a	n/a	n/a	
	Emea	6 177	n/a	n/a	n/a	
	Asie	-	n/a	n/a	n/a	
	États-Unis	-	n/a	n/a	n/a	
DECISION SOFTWARE (en cours d'intégration)		305	n/a	n/a	n/a	-
	France	-	n/a	n/a	n/a	
	Royaume-Uni	-	n/a	n/a	n/a	
	Emea	-	n/a	n/a	n/a	
	Asie	-	n/a	n/a	n/a	
	États-Unis	305	n/a	n/a	n/a	
BL FERMAT		-	12 215	n/a	n/a	14 858
Total Chiffre d'affaires		203 252	184 834	10%	n/a	179 228

(1) GL SETTLE US et FNX Ltd

Pour les projets de longue durée incluant une part significative de développements spécifiques ou d'intégration, GL TRADE applique la norme IAS 11 et reconnaît le chiffre d'affaires de ces projets en fonction de leur avancement.

Note 5 - Charges de personnel

Répartition des charges de personnel par nature

En K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Rémunération fixe	67 624	55 852	53 399
Rémunération variable	14 129	12 338	11 779
Charges sociales	21 412	20 098	20 464
Total	103 165	88 288	85 642

Les charges de personnel s'élèvent à 103 M€ et sont le principal poste de dépenses. Elles représentent 50,7% du chiffre d'affaires contre 50,5% en 2006, hors activités abandonnées (distribution FERMAT, sous traitée pour l'essentiel).

Depuis décembre 2006, les effectifs ont augmenté de 253 personnes, intégrant les 151 personnes des sociétés du Groupe FNX (essentiellement aux Etats-Unis, 87 personnes et en Serbie, 56 personnes), les 41 personnes du Groupe INFOTEC (essentiellement en Suisse) et les 14 personnes de DECISION SOFTWARE Inc. aux États-Unis.

A périmètre constant, le nombre de salariés aurait augmenté de 47 personnes (4,1% soit une progression inférieure à celle de la croissance organique). Les équipes ont été renforcées à Tunis, notre principal centre de développement en Europe après Paris (115 personnes à fin décembre), ainsi qu'à Singapour (19 personnes) pour accompagner la mise en œuvre d'un gros contrat client. Dans les autres implantations, le Groupe a poursuivi ses efforts de rationalisation des ressources en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires.

Au 31 décembre 2007, le Groupe GL TRADE employait 1 408 salariés répartis dans l'ensemble de ses filiales.

Valorisation des stock-options

Le Groupe applique la norme IFRS 2 aux plans de stock-options qu'il a mis en place postérieurement au 7 novembre 2002. Cette norme impose de comptabiliser dans les comptes de la société une charge correspondant à la juste valeur des services reçus au cours de la période d'acquisition des droits à bénéficier des instruments financiers accordés. Les charges de personnel intègrent donc la juste valeur des stock-options attribués par le plan du 13 août 2007 aux salariés du Groupe GL TRADE.

	31/12/2007		31/12/2006		31/12/2005	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en circulation au 1 ^{er} janvier	267 585	31,85 €	304 665	30,01	353 501	27,98
Options attribuées pendant la période	160 000	37,59 €				
Options exercées durant la période	9 040	33,97 €	23 780	16,39	46 166	14,61
Options annulées en cours d'exercice	10 400	38,36 €	13 300	17,45	2 670	26,89
Options en circulation à la clôture	408 145	33,89 €	267 585	31,85	304 665	30,01
Options pouvant être exercées à la clôture	248 145	31,50 €	262 585	31,94	164 125	32,68

A la date d'attribution, la juste valeur de chaque option et les hypothèses d'évaluation retenues sont les suivantes :

	Plan du 13/08/2007
Modèle d'évaluation	Modèle Black & Scholes
Prix d'exercice	37,59 €
Cours de l'action à la date d'attribution	38,10 €
Taux d'intérêts annuel sans risque	5%
Volatilité du cours de l'action	18%
Taux de rotation du personnel	2%
Période d'acquisition des droits	2 à 3 ans
Maturité	7 ans
Juste valeur de l'option	4,95 €
Coût cumulé correspondant à la juste valeur à comptabiliser au compte de résultat	792 000 €

La charge répartie sur 3 ans correspond à la période d'acquisition des droits. L'obtention de ces derniers est soumise à une condition de présence.

En 2007, 160 000 stock-options ont été attribuées et la charge comptabilisée au titre de ce plan de stock-options est de 126 K€.

Les plans antérieurs n'ont pas généré de charge sur l'exercice, la période d'acquisition des droits à bénéficier des instruments financiers accordés est terminée pour tous ces anciens plans.

Note 6 - Autres charges de l'activité

Le détail des autres charges est le suivant :

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations 2007/2006	31/12/2005
Frais de télécommunications	6 238	5 470	14%	5 649
Coûts d'hébergement GL NET / sites ASP	3 291	2 795	18%	2 784
Achats d'informations boursières et financières	11 813	7 586	56%	6 787
Sous-traitance et distribution fees SIA	2 557	4 469	(43%)	5 474
Distribution fees FERMAT		3 267	(100%)	3 704
Sous-traitance consulting	400	3 590	(89%)	4 809
Achat de matériel refacturé aux clients	1 375	1 898	(28%)	586
Coûts directs	25 674	29 074	(12%)	29 793
Loyers et charges locatives	10 447	9 869	6%	10 065
Frais de missions et réceptions	5 948	4 335	37%	4 811
Publicité, salons, promotions	2 013	1 792	12%	1 585
Téléphone	1 919	1 569	22%	1 819
Honoraires recrutement, comptabilité, audit et juridique	7 403	6 551	13%	3 827
Personnel intérimaire et régie informatique	2 909	2 203	32%	1 314
Maintenance	727	700	4%	684
Fournitures administratives et petit matériel	845	787	7%	954
Assurances	755	692	9%	984
Impôts et taxes	2 007	2 211	(9%)	1 928
Autres charges et charges diverses	560	999	(44%)	1 586
Total autres charges	35 533	31 709	12%	29 557
Total autres charges de l'activité	61 207	60 783	1%	59 350

La diminution des coûts directs est la résultante de 3 facteurs :

- la baisse des distributions fees versées à SIA suite à la renégociation, à mi-2006, du contrat de distribution nous liant à ce partenaire italien ;
- la cession de l'activité de distribution FERMAT au début de l'année 2007 qui a réduit à zéro les droits de distribution versés à FERMAT (3,3 M€ en 2006) et a diminué de 90% le recours à la sous-traitance sur les projets clients ;
- l'acquisition du Groupe INFOTEC en juillet 2007, dont l'activité consiste en la fourniture d'informations boursières à ses clients, qui explique la très forte augmentation des charges d'informations boursières et financières.

Contrats de location

GL TRADE a conclu des contrats de location simple pour son parc automobile et certains matériels de bureau. Concernant la location de ses bureaux, les sociétés du Groupe ont conclu des baux standards conformes aux législations locales. Ces locations ont initialement une durée de 3 à 9 ans avec une option de renouvellement à l'échéance. Les loyers sont, en règle générale, révisés chaque année pour tenir compte des conditions de marchés.

Echéancier des loyers à payer en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Loyers à moins d'un an	7 916	5 211	5 750
Loyers compris entre un et cinq ans	14 168	8 580	10 602
Loyers à plus de cinq ans	3 608	2 324	3 651
Total	25 693	16 115	20 004

Une partie des baux des locaux parisiens de GL TRADE SA sont arrivés à échéance au cours du premier semestre 2007, leur renouvellement en 2007 explique l'augmentation des engagements sur les loyers à payer.

L'impact des acquisitions sur l'échéancier des loyers à payer inférieur à 1 an est de 500 K€.

Note 7 - Résultat financier

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations 2007/2006	31/12/2005
Produits de cession des VMP et autres produits	776	935	(17%)	720
Intérêts perçus	0	0		23
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie (A)	776	935	(17%)	743
Intérêts et charges assimilés	(1 690)	(639)	165%	(393)
Coût de l'endettement financier brut (B)	(1 690)	(639)	165%	(393)
Différences négatives de change	(4 794)	(2 045)	134%	(1 077)
Dépréciation sur titres de participations	0	0	N/A	0
Dotations aux provisions pour risques et charges financiers	0	0	N/A	0
Autres	(242)	(866)	(72%)	(127)
Autres charges financières (C)	(5 036)	(2 911)	73%	(1 204)
Différences positives de change	4 661	1 284	263%	1 382
Reprises sur provisions financières	0	480	N/A	0
Autres	0	0	N/A	0
Autres produits financiers (D)	4 661	1 764	164%	1 382
Résultat financier (A) + (B) + (C) + (D)	(1 289)	(852)	51%	528

Le résultat financier est fortement impacté par l'augmentation des charges financières de 1 M€ sur les nouveaux emprunts souscrits par le Groupe pour financer la croissance externe. Le résultat financier sur les différences de change s'élève à -0,1 M€ (contre -0,8 M€ en 2006) et n'impacte que faiblement ce résultat.

Note 8 - Charges d'impôts

Les charges d'impôts sont les suivantes :

en K€	31/12/07	31/12/06	Variations	31/12/05
Impôts sur les bénéfices en France	(2 990)	(3 054)	(2%)	(4 422)
Impôts sur les bénéfices à l'étranger	(7 626)	(7 223)	6%	(4 855)
Impôts différés	(721)	(94)	667%	(742)
Total	(11 337)	(10 371)	11%	(10 019)

Rapprochement entre la charge d'impôt et la charge d'impôt théorique :

en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Résultat consolidé avant impôt	33 326	29 924	36 606
Taux théorique (taux courant applicable société mère)	34,43%	34,43%	34,95%
Charge fiscale théorique	11 474	10 303	12 794
Écart de taux sociétés étrangères	(1 566)	(246)	(303)
Pertes fiscales de l'exercice non utilisées/non activées	754	377	36
Utilisation de déficits reportables antérieurs non activés	0	(18)	(515)
Différences permanentes	1 802	233	(1 342)
Crédit d'impôt recherche	(101)	(359)	(452)
Régularisation d'impôts différés sur exercices antérieurs	0	0	(199)
Autres	(1 026)	81	0
Charges fiscales réelles	11 337	10 371	10 019
Taux effectif d'impôt	34,02%	34,66%	27,37%

Le poste « Autres » est principalement constitué par le montant provenant de la différence de taux d'imposition sur le résultat de l'activité abandonnée pour un total de 985 K€.

La charge d'impôt a été retraitée de la plus value de cession de l'activité FERMAT. L'impact est pris en compte dans les activités cédées pour 48 K€. La présentation de cette plus value de cession en valeur nette d'impôt minore le résultat comptable consolidé avant impôt du Groupe et induit une différence permanente de 985 K€ pour neutraliser cette présentation. Les autres différences permanentes proviennent de traitements de consolidation, répartis sur l'ensemble des filiales du Groupe.

Le poste « Écart de taux sociétés étrangères » s'explique par les différences entre les taux

d'imposition des sociétés étrangères et le taux d'imposition théorique applicable à la société mère. Les filiales tunisiennes du Groupe sont exonérées d'impôt sur les sociétés représentant une économie théorique d'impôt de 1 115 K€.

Note 9 - Résultat après impôts des activités abandonnées

Le montant de 1 834 K€ correspond au résultat net d'impôt de la cession d'UBITRADE GmbH, société dans laquelle était localisée l'activité FERMAT du Groupe au 1^{er} janvier 2007.

Note 10 - Immobilisations corporelles et immeuble de placement

Détail des comptes du bilan

en K€	31/12/2004	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2005
Terrains et constructions	35	0	(35)	0	0
Immeuble de Placement	350	0	(350)	0	0
Matériel informatique et agencements	28 308	3 170	(6 819)	529	25 188
Montants bruts	28 693	3 170	(7 204)	529	25 188
Terrains et constructions	0	0	0	0	0
Immeuble de Placement	0	0	0	0	0
Matériel informatique et agencements	(21 697)	(3 698)	(6 372)	(375)	(19 398)
Montant des amortissements	(21 697)	(3 698)	(6 372)	(375)	(19 398)
Montants nets	6 996	(528)	(832)	154	5 790

en K€	31/12/2005	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2006
Terrains et constructions	0	0	0	0	0
Immeuble de Placement	0	0	0	0	0
Matériel informatique et agencements	25 188	4 507	(2 348)	(514)	26 833
Avances et acomptes sur immos corp.	0	30	0	0	30
Montants bruts	25 188	4 537	(2 348)	(514)	26 863
Terrains et constructions	0	0	0	0	0
Immeuble de Placement	0	0	0	0	0
Matériel informatique et agencements	(19 398)	(3 851)	2 256	376	(20 617)
Montant des amortissements	(19 398)	(3 851)	2 256	376	(20 617)
Montants nets	5 790	686	(92)	(138)	6 247

en K€	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2007
Terrains et constructions	0	0	0	0	0
Immeuble de Placement	0	0	0	0	0
Matériel informatique et agencements	26 833	10 699	(3 015)	(1 215)	33 302
Avances et acomptes sur immos corp.	30	79	(30)	(5)	73
Montants bruts	26 863	10 777	(3 045)	(1 220)	33 375
Terrains et constructions	0	0	0	0	0
Immeuble de Placement	0	0	0	0	0
Matériel informatique et agencements	(20 617)	(9 800)	2 840	971	(26 605)
Montant des amortissements	(20 617)	(9 800)	2 840	971	(26 605)
Montants nets	6 247	977	(204)	(249)	6 771

En 2007, l'augmentation du poste « Matériel informatique et agencements » est liée au renouvellement du parc informatique du Groupe. L'impact des entrées de périmètre sur les immobilisations corporelles est de 600 K€ net des amortissements.

Aucune dépréciation pour perte de valeur n'a été constatée au cours de l'exercice.

Note 11 - Goodwill

Sociétés en K€	31/12/2005	Acquisition	Complément de prix	Put option	Allocation survaleur	Impôt différé	Diminution	Activité destinée à être cédée	Écart de conversion	31/12/2006
GL TRADE Ltd	3 461								73	3 534
GL TRADE Americas Inc.	11 367	419							(1 045)	10 741
GL MULTIMEDI@ SA	1 075									1 075
GL TRADE BV	2 432		200							2 632
GL TRADE JAPAN KK	4 306									4 306
GLESIA	6 302			1 622						7 924
4D TRADING	28						(28)			0
GL SETTLE Ltd	7 578									7 578
GL TRADE SYSTEMS Ltd HK	8 285									8 285
UBITRADE SA	18 738		(472)		(432)			472		18 305
GL SETTLE Inc.	3 134				(399)	138			(306)	2 566
EMOS SYSTEMS SAS	0	4 510			(104)					4 406
GL TRADE OVERSEAS Inc.	0	8 168							(219)	7 949
Total	66 706	13 097	(272)	1 622	(935)	138	(28)	472	(1 497)	79 301

Sociétés en K€	31/12/2006	Acquisition	Complément de prix	Put option	Allocation survaleur	Impôt différé	Diminution	Activité destinée à être cédée	Écart de conversion	31/12/2007
GL TRADE Ltd	3 534								(307)	3 227
GL TRADE Americas Inc.	10 741	55							(962)	9 834
GL MULTIMEDI@ SA	1 075									1 075
GL TRADE BV	2 632									2 632
GL TRADE JAPAN KK	4 306									4 306
GLESIA	7 924			1 540						9 464
4D TRADING	0									0
GL SETTLE Ltd	7 578									7 578
GL TRADE SYSTEMS Ltd HK	8 285									8 285
UBITRADE SA	18 305		(22)							18 283
GL SETTLE Inc.	2 566								(264)	2 302
Emos SYSTEMS SAS	4 406				(367)	126				4 165
GL TRADE OVERSEAS Inc.	7 949		1 019						(908)	8 060
FNX CORPORATION Ltd	0	27 197	1 734						(2 977)	25 954
INFOTEC SA	0	15 532		2 571					(62)	18 041
DECISION SOFTWARE Inc.	0	6 717	1 298						(38)	7 977
Total	79 301	49 501	4 029	4 111	(367)	126	0	0	(5 518)	131 183

EMOS SAS

Dans le délai d'affectation de douze mois prévu par la norme IFRS 3, le Groupe GL TRADE a alloué l'écart d'acquisition initialement comptabilisé, à des éléments incorporels identifiables et a valorisé à sa juste valeur un actif « liste clients ». Le Groupe a utilisé la méthode de l'excès earning pour évaluer cet actif incorporel pour un montant de 367 K€. Cette augmentation des immobilisations incorporelles a pour contrepartie une diminution de l'écart d'acquisition de 241 K€ (net d'impôt différé).

GLESIA

Le Groupe a revu les hypothèses d'évaluation de la dette financière constatée en 2006 conformément à la norme IAS 32 sur l'engagement de rachat, sous certaines conditions, par GL TRADE SA, des titres de GLESIA, détenus par SIA. L'écart de valeur a été constaté en augmentation du goodwill et en augmentation des dettes financières non courantes pour 1 540 K€.

GL TRADE OVERSEAS Inc.

Le montant du prix d'acquisition a été réduit de 1 318 KUSD sur la période suite au calcul définitif du besoin en fonds de roulement de la société à la date d'acquisition, qui constituait un élément du prix d'acquisition.

Au 31 décembre 2007, le Groupe GL TRADE estime qu'un complément de prix de 2 714 KUSD devra être versé aux anciens actionnaires de la société Nyfix Overseas Inc.. Ce montant a été évalué en fonction d'hypothèses de chiffre d'affaires au 31 décembre 2007 considérées comme probables.

GL TRADE Americas Inc.

Le prix définitif du rachat des 2,5% du capital à l'actionnaire minoritaire de GL TRADE Americas Inc. s'élève à 868 KUSD et a été versé au mois de janvier 2007. La dette constatée au 31 décembre 2006 s'élevait à 793 KUSD. La différence a été comptabilisée en goodwill.

Groupe FNX

L'acquisition de 100% des titres de la société FNX Ltd Business Corporation, au 1^{er} mars 2007, a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill d'une valeur de 35 917 KUSD.

Le Groupe effectue en parallèle des travaux d'analyses complémentaires afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'autres éléments identifiables et séparables du goodwill. En fonction de ces travaux, la valeur déterminée du goodwill au 31 décembre 2007 pourra être éventuellement modifiée, et ce dans le délai de douze mois à compter de la date d'acquisition prévu par la norme IFRS 3.

Le contrat d'acquisition prévoit le versement d'un complément de prix évalué en fonction d'hypothèses de chiffre d'affaires et de backlog. Le Groupe a comptabilisé en goodwill un complément de prix de 2 290 KUSD.

Conformément à la norme IFRS 3, la dette non courante constatée sur le complément de prix a été actualisée.

Groupe INFOTEC

L'acquisition de 90% des titres de la société INFOTEC SA, au 6 juillet 2007, a donné lieu à

la comptabilisation d'un goodwill d'une valeur de 25 613 KCHF. La société INFOTEC SA a été absorbée par GL TRADE Schweiz AG par fusion absorption à la valeur comptable de l'actif net. Cette restructuration n'a aucun impact sur la valorisation du goodwill déterminé à l'origine.

Le Groupe effectue en parallèle des travaux d'analyses complémentaires afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'autres éléments identifiables et séparables du goodwill. En fonction de ces travaux, la valeur déterminée au 31 décembre 2007 pourra être éventuellement modifiée, et ce dans le délai de douze mois à compter de la date d'acquisition prévu par la norme IFRS 3.

L'engagement de rachat, sous certaines conditions, par GL TRADE SA, du solde des titres d'INFOTEC SA aux actionnaires minoritaires, a été évalué et comptabilisé en dette financière à la date de clôture conformément à la norme IAS 32. L'écart de valeur a été constaté en augmentation du goodwill et en augmentation des dettes financières non courantes pour sa valeur actualisée soit 4 239 KCHF.

DECISION SOFTWARE Inc.

L'acquisition de 100% des titres de la société DECISION SOFTWARE Inc. le 16 novembre 2007 a donné lieu à la comptabilisation d'un goodwill d'une valeur de 9 841 KUSD.

Le Groupe effectue en parallèle des travaux d'analyses complémentaires afin de s'assurer qu'il n'existe pas d'autres éléments identifiables et séparables du goodwill. En fonction de ces travaux, la valeur déterminée au 31 décembre 2007 pourra être éventuellement modifiée, et ce dans le délai de douze mois à compter de la date d'acquisition prévu par la norme IFRS 3.

Le contrat d'acquisition prévoit le versement d'un complément de prix évalué en fonction d'hypothèses de chiffre d'affaires à fin 2008. En l'état actuel, le Groupe a comptabilisé un complément de prix de 1 902 KUSD.

Conformément à la norme IFRS 3, la dette non courante constatée sur le complément de prix a été actualisée.

Tests de dépréciation

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe GL TRADE a procédé à des tests de perte de valeur sur l'ensemble des goodwill comptabilisés au 31 décembre 2007. Le Groupe a affecté chaque goodwill à une Unité Génératrice de Trésorerie et s'est assuré que la valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie était supérieure à leur valeur nette comptable.

Pour ce faire, GL TRADE a utilisé la méthode des cash flows futurs actualisés sur un horizon de 5 ans, en s'appuyant sur le budget 2008 et les prévisions du business plan établies sur 4 ans.

Le taux d'actualisation utilisé est de 17,3% avant impôt.

La valeur terminale tient compte d'un taux de croissance des ventes à l'infini de 2,5%.

Les tests de valeur pratiqués au 31 décembre 2007 n'ont pas conduit à comptabiliser des dépréciations au niveau des goodwill. Des tests de sensibilité ont été pratiqués par le Groupe, en faisant varier les hypothèses clefs. Ces tests ne remettent pas en question la valeur recouvrable des Unités Génératrices de Trésorerie.

Tableau d'affectation des goodwill aux Unités Génératrices de Trésorerie

Goodwill affectés en K€	Trading Solutions	Post Trade Derivatives	Capital Markets Solutions	Post Trade Securities	Information Services	Autres UGT non affectées	Total
GL TRADE Ltd		3 227					3 227
GL TRADE Americas Inc.	9 834						9 834
GL MULTIMEDI@ SA	1 075						1 075
GL TRADE BV	2 632						2 632
GL TRADE JAPAN KK	4 306						4 306
GLESIA	9 464						9 464
GL SETTLE Ltd	2 173			5 405			7 578
GL TRADE SYSTEMS Ltd HK	8 285						8 285
UBITRADE SA		13 750	4 533				18 283
GL SETTLE Inc.			2 302				2 302
EMOS SYSTEMS SAS		4 165					4 165
GL TRADE OVERSEAS Inc.	8 060						8 060
FNX CORPORATION Ltd			25 954				25 954
INFOTEC SA					18 041		18 041
DECISION SOFTWARE Inc.						7 977	7 977
Total	45 829	21 142	32 789	5 405	18 041	7 977	131 183

Note 12 - Immobilisations incorporelles

en K€	31/12/2004	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2005
Logiciels	2 347	359	(781)	24	1 949
Logiciels commercialisés	4 792	0	(4 645)	0	147
Autres immobilisations incorporelles	0	7 129	0	0	7 129
Avances et comptes s/immobilisations incorporelles	0	258	0	0	258
Montants bruts	7 139	7 746	(5 426)	24	9 483
Logiciels	(1 831)	(485)	771	(11)	(1 556)
Logiciels commercialisés	(4 789)	0	4 642	0	(147)
Autres immobilisations incorporelles	0	(3 350)	0	0	(3 350)
Avances et comptes s/immobilisations incorporelles	0	(113)	0	0	(113)
Montant des amortissements	(6 620)	(3 948)	5 413	(11)	(5 166)
Montants nets	519	3 798	(13)	13	4 317

en K€	31/12/2005	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2006
Logiciels	1 949	456	(196)	(6)	2 203
Logiciels commercialisés	147	0	0	0	147
Autres immobilisations incorporelles	7 129	397	(3 572)	(43)	3 911
Immobilisation en cours	0	1 065	0	0	1 065
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	258	87	(113)	2	234
Montants bruts	9 483	2 005	(3 881)	(47)	7 560
Logiciels	(1 556)	(467)	196	(1)	(1 828)
Logiciels commercialisés	(147)	0	0	0	(147)
Autres immobilisations incorporelles	(3 350)	(2 095)	3 000	14	(2 431)
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	(113)	0	113	0	0
Montant des amortissements	(5 166)	(2 562)	3 309	13	(4 406)
Montants nets	4 317	(557)	(572)	(34)	3 154

en K€	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2007
Logiciels	2 201	2 725	(1 301)	(177)	3 448
Logiciels commercialisés	147	0	0	0	147
Autres immobilisations incorporelles	3 913	381	0	(77)	4 217
Immobilisation en cours	1 065	2 012	(373)	(38)	2 666
Projets de développement	0	373	0	(11)	362
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	234	370	0	0	604
Montants bruts	7 560	5 861	(1 674)	(303)	11 444
Logiciels	(1 828)	(2 722)	1 218	135	(3 197)
Logiciels commercialisés	(147)	0	0	0	(147)
Autres immobilisations incorporelles	(2 431)	(769)	0	48	(3 152)
Projets de développement	0	(59)	0	1	(58)
Avances et acomptes s/immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Montant des amortissements	(4 406)	(3 550)	1 218	184	(6 554)
Montants nets	3 154	2 311	(456)	(119)	4 890

Le poste « Autres immobilisations incorporelles » est constitué par des actifs identifiés issus des travaux complémentaires effectués sur l'analyse des goodwill des sociétés acquises. L'augmentation de l'exercice de 373 K€ correspond à l'identification d'actifs « liste clients » sur les sociétés du Groupe EMOS. Ces actifs sont amortis sur 6 ans. Les amortissements constatés au titre de l'exercice s'élèvent à 160 K€.

Pour l'exercice 2007, les amortissements concernant les autres immobilisations incorporelles issues de l'allocation des goodwill réalisée en 2005 et 2006 s'élèvent à 609 K€. Il s'agit des amortissements des listes clients et technologies issus de l'allocation de goodwill des sociétés antérieurement acquises.

Conformément à la norme IAS 38, le Groupe a activé les dépenses de développements des projets qui répondaient aux 6 critères définis par la norme. Le montant des dépenses ainsi activées au cours de l'exercice s'élève à 2 012 K€.

Au cours de l'année 2007, 5 projets sont arrivés à terme et ont été mis en production pour un montant de 373 K€. L'amortissement afférent s'élève à 59 K€.

Au 31 décembre 2007, le Groupe a comptabilisé 577 K€ dans le poste avances et acomptes sur immobilisations incorporelles pour le projet SAP. Il sera mis en production et amorti sur une durée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2008.

Note 13 - Actifs financiers non courants

En K€	31/12/2004	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2005
Participations	200	0	(1)	0	199
Créances liées à des participations	280	0	0	0	280
Prêts	30	45	(68)	0	7
Dépôts et cautionnement versés	1 835	603	(315)	21	2 144
Autres créances immobilisées	577	0	(577)	0	0
Montants bruts	2 922	648	(961)	21	2 630
Provision pour dépréciation des créances	(280)	0	0	0	(280)
Provision sur titres de participation	(200)	0	0	0	(200)
Montants des provisions	(480)	0	0	0	(480)
Montants nets	2 442	648	(961)	21	2 150

en K€	31/12/2005	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2006
Participations	199	0	(199)	0	0
Créances liées à des participations	280	0	(280)	0	0
Prêts	7	4	(2)	0	9
Dépôts et cautionnement versés	2 144	428	(162)	(61)	2 349
Autres créances immobilisées	0	168	0	0	168
Montants bruts	2 630	600	(643)	(61)	2 526
Provision pour dépréciation des créances	(280)	0	280	0	0
Provision sur titres de participation	(200)	0	200	0	0
Montants des provisions	(480)	0	480	0	0
Montants nets	2 150	600	(163)	(61)	2 526

en K€	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variations de change	31/12/2007
Participations	0	0	0	0	0
Créances liées à des participations	0	0	0	0	0
Prêts	9	1	(5)	0	5
Dépôts et cautionnement versés	2 349	796	(206)	(100)	2 839
Autres créances immobilisées	168	205	(178)	0	195
Montants bruts	2 526	1 002	(389)	(100)	3 039
Provision pour dépréciation des créances	0	0	0	0	0
Provision sur titres de participation	0	0	0	0	0
Montants des provisions	0	0	0	0	0
Montants nets	2 526	1 002	(389)	(100)	3 039

Les dépôts et cautionnements ont été versés dans le cadre des baux contractés pour les bureaux loués par chaque société du Groupe.

Le poste « Autres créances immobilisées » concerne pour l'essentiel la comptabilisation des contrats de couvertures de taux souscrits en 2007 auprès de la Société Générale et du Crédit Lyonnais pour 141 K€.

Note 14 - Impôts différés actifs

en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Immobilisations corporelles	92	104	142
Déficits reportables	102	350	374
Immobilisations financières	0	0	0
Avantages au personnel	449	499	496
Provisions	63	(11)	(32)
Éléments de BFR	903	612	531
Total	1 609	1 553	1 511

L'avantage au personnel est constitué par l'impôt sur la participation et l'abondement à verser aux salariés des sociétés françaises.

L'impôt différé actif sur les éléments de BFR est principalement constitué par les postes de produits constatés d'avance et de provisions pour charges de personnel dans les filiales étrangères.

Note 15 - Clients et autres débiteurs

Créances clients

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Clients	54 460	47 519	15%	68 945
Dépréciation	(411)	(340)	21%	(606)
Créances Nettes	54 049	47 179	15%	68 339

Le Groupe suit particulièrement le recouvrement de ses créances. L'évolution du poste « Clients » au 31 décembre 2007 varie essentiellement en fonction du niveau d'anticipation, fin décembre, des facturations du chiffre d'affaires récurrent annuel de l'année suivante. Le montant des créances est également à apprécier par rapport au montant des produits constatés d'avance.

Le niveau des dépréciations des créances clients au 31 décembre 2007, liées à des litiges commerciaux ou à des défaillances clients, reste inférieur à 1%. L'effet des acquisitions des Groupe FNX et INFOTEC a un impact négatif de 89 K€ sur ce poste.

Autres Créances

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Avances et acomptes versés	1 785	2 082	(14%)	1 074
Autres impôts et taxes	3 258	5 075	(36%)	2 469
Autres créances	776	596	30%	797
Charges constatées d'avance	2 821	1 805	56%	3 066
Autres Créances	8 640	9 558	(10%)	7 406

Note 16 - Actifs financiers courants

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Actifs financiers	438	1 139	(62%)	1 102
Total	438	1 139	(62%)	1 102

Au 31 décembre 2007, il s'agit de dépôts et cautionnements à échéance de moins d'1 an payés à des tiers.

Au 31 décembre 2006, il s'agit de placements obligataires avec une maturité supérieure à 3 mois.

Note 17 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Valeurs mobilières de placement et comptes rémunérés	315	2 765	(89%)	6 174
Disponibilités	23 039	34 064	(32%)	36 617
Trésorerie	23 354	36 829	(37%)	42 791

La trésorerie est placée en valeurs mobilières de placement, en Sicav Monétaires ou en comptes rémunérés. Ces actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur au 31 décembre 2007.

Note 18 - Actifs destinés à être cédés

Le Groupe GL TRADE a cédé la société UBITRADE GmbH pour un montant de 2 886 K€. Cette société était spécialisée dans la distribution des logiciels FERMAT et constituait un segment d'activité. La plus value nette d'impôt, réalisée lors de cette opération, s'élève à 1 834 K€. Les actifs et passifs classés dans les actifs et passifs destinés à être cédés au 31 décembre 2006 étaient constitués en totalité par ceux de l'activité de distribution des logiciels FERMAT.

Note 19 - Résultat par action

En K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Résultat net de l'exercice part du groupe	23 740	19 456	26 540
(A) Résultat net disponible pour les actions ordinaires	23 740	19 456	26 540
Nombre d'actions ordinaires en début d'exercice	9 601 221	9 577 441	9 531 275
Nombre d'actions émises (ou annulées) depuis le début de l'exercice	9 040	23 780	46 166
Actions propres	(4 550)	0	0
(B) Nombre d'actions ordinaires au 31/12/2007	9 605 711	9 601 221	9 577 441
Incidence des options à émettre	46 762	37 089	49 177
(C) Capital potentiel	9 652 473	9 638 310	9 626 618
(A)/(B) Résultat par action avant dilution	2,47	2,03	2,77
(A)/(C) Résultat par action après dilution	2,46	2,02	2,76

Le Conseil d'Administration du 10 mars 2008 a pris acte des levées de stock options réalisées jusqu'au 31 décembre 2007. A cette date, le capital social est de 293 056 € divisé en 9 610 261 actions, entièrement libérées, toutes de même catégorie et de valeur nominale 0,03€.

Note 20 - Dettes financières non courantes

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	17 700	10 123	75%	9 000
Emprunts et dettes financières divers	0	0	N/A	11
Dettes financières sur option d'achat des intérêts minoritaires	9 909	5 722	73%	971
Total	27 609	15 845	74%	9 982

Un emprunt de 15 000 K€, à taux variable sur 5 ans, a été contracté en juin 2004, pour participer au financement du rachat par GL TRADE de 8% de ses propres titres. Cet emprunt est à taux variable basé sur l'Euribor 3 mois. 1 500 K€ sont à échéance entre 1 et 5 ans.

Un second emprunt de 7 000 K€, à taux variable sur 5 ans, a été contracté en septembre 2006, pour participer au financement de l'achat de la société Nyfix Overseas Inc. Cet emprunt est à taux variable basé sur l'Euribor 3 mois. 4 200 K€ sont à échéance entre 1 et 5 ans.

Deux autres emprunts de 7 500 K€ chacun, à taux variable sur 5 ans, ont été contractés en février et mars 2007, pour participer au financement de l'achat du Groupe FNX. Ces emprunts sont à taux variables basés sur l'Euribor 3 mois majoré de 0,2% l'an et Euribor 3 mois majoré de 0,3%. 12 000 K€ sont à échéance entre 1 et 5 ans.

Le Groupe GL TRADE a comptabilisé en dettes financières son engagement de rachat des titres à l'actionnaire minoritaire de sa filiale italienne GLESIA conformément à la norme IAS 32 § 23 et AG 29. Le montant de la dette ainsi constatée au titre de l'exercice 2007, s'élève à 7 322 K€. Cette dette a été évaluée au prix d'exercice de l'option, déterminé selon les critères définis contractuellement et correspond à la juste valeur actuelle de la participation des minoritaires dans GLESIA.

Le Groupe GL TRADE a comptabilisé en dettes financières son engagement de rachat des titres aux actionnaires minoritaires du Groupe INFOTEC conformément à la norme IAS 32 § 23 et AG 29. Le montant de la dette ainsi constatée au titre de l'exercice 2007, s'élève à 2 587 K€. Cette dette a été évaluée au prix d'exercice de l'option, déterminé selon les critères définis contractuellement et correspond à la juste valeur actualisée de la participation des minoritaires dans le Groupe INFOTEC.

Les hypothèses de valorisation ont été revues au 31 décembre 2007. La variation de valeur de l'engagement a été comptabilisée par ajustement du goodwill.

Note 21 - Impôts différés passif

en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Immobilisations incorporelles	1 419	912	1 342
Avantages au personnel	30	138	80
Provisions	1 092	60	44
Autres	266	205	261
Total	2 807	1 315	1 727

L'impôt différé passif sur les immobilisations incorporelles est constitué par 1 022 K€ provenant de l'activation des frais de R&D et 387 K€ provenant de l'allocation des goodwill.

L'impôt différé passif sur provisions est constitué pour 708 K€ par l'impact de l'impôt sur l'élimination des provisions intra-Groupe du Groupe INFOTEC.

Note 22 - Avantages du personnel

L'engagement net lié aux indemnités de fin de carrière a varié comme suit au cours de l'exercice :

en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Engagement actuariel au début de l'exercice	830	643	480
Actif de couverture au début de l'exercice	(780)	(600)	(263)
Engagement net au début de l'exercice	50	43	217
Charge de l'exercice	106	76	75
Contribution de l'exercice	0	(156)	(330)
(Gain) / perte actuarielle	(137)	87	82
Engagement net à la clôture de l'exercice	19	50	43
Charge de l'exercice enregistrée au compte de résultat	106	76	75

La charge de la période se décompose comme suit :

en K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Coût des services rendus de l'exercice	91	71	62
Coût financier	41	29	22
Rendement des actifs du plan	(26)	(24)	(10)
Charge de l'exercice	106	76	75

Au 31 décembre 2007, le montant de l'engagement s'élève à 825 K€.

L'évaluation de l'engagement d'indemnité de fin de carrière a été déterminée par un actuaire indépendant, selon la méthode des unités de crédit projetées conformément à la norme IAS 19.

Chaque période de service a donné lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. Ils ont été affectés en fonction des périodes de service en suivant la formule des prestations, définie par la convention collective du SYNTEC.

L'évaluation des engagements de départ à la retraite a été calculée en tenant compte d'un taux d'actualisation de 5,25%, d'une inflation de 2%, d'un taux d'augmentation moyen des salaires de 2,5% et d'un âge de départ à la retraite de 65 ans pour les cadres et les non cadres.

Les filiales françaises du Groupe ont chacune souscrit à un contrat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue servant de couverture à leur engagement en matière d'indemnités de fin de carrière.

Les actifs de couverture sont placés dans un fonds constitué en garantie de la quasi-totalité des engagements exprimés en euros des contrats de retraite collective gérés par l'assureur. Le support de placement est constitué aux deux tiers par des obligations, à hauteur de 17% par des actions et à hauteur de 10% par des actifs immobiliers. Sur l'exercice, le support de placement de l'actif de couverture a servi un rendement brut de 5,1%.

GL TRADE SA a appliqué la norme IAS 19 révisée. Conformément à cette norme, les écarts actuariels déterminés entre les changements d'hypothèses actuarielles 2006 et 2007 ont été

constatés en capitaux propres pour un montant de (137 K€).

Les employés des sociétés américaines nouvellement acquises ne bénéficient pas de régime de retraite à prestations définies, l'entrée dans le périmètre de ces dernières n'a pas eu d'impact sur les engagements du personnel au 31 décembre 2007.

Le Groupe n'a pas souscrit à des plans de retraite mutualisés ou à des plans multi-employeurs.

Note 23 - Autres passifs non courants

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Autres passifs non courants	2 899	0	NA	1 378
Total	2 899	0	NA	1 378

Le Groupe GL TRADE a comptabilisé en autres passifs non courants les dettes à l'égard des anciens actionnaires des sociétés nouvellement acquises. Ce prix différé est lié à la réalisation d'objectifs de chiffre d'affaires et le cas échéant de marge à 1 ou à 2 ans, définis contractuellement lors de l'acquisition de ces sociétés.

La dette actualisée à verser aux anciens actionnaires du Groupe FNX est de 1 607K€ et sera payable en 2009.

La dette actualisée à verser pour la société DECISION SOFTWARE Inc. est de 1 292 K€ et payable en 2009.

A chaque clôture la dette est réévaluée à sa valeur actuelle, l'impact de la désactualisation est constaté en résultat financier.

Note 24 - Dettes financières courantes

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Emprunts et dettes auprès des Ets. de crédit	18 688	6 216	201%	3 193
Dettes financières sur option d'achat des intérêts minoritaires	0	923	(100%)	4 893
Emprunts et dettes financières divers	4 309	241	1685%	238
Total	22 997	7 381	212%	8 324

Les 18 688 K€ du poste « Emprunt et dettes financières auprès des établissements de crédit » correspondent à l'échéance à moins d'un an des emprunts CALYON, Société Générale et HSBC (cf. Note 20) et incluent 11 000 K€ correspondant à des lignes de crédit contractées auprès de la Société Générale et de HSBC en février 2007.

Le poste « Emprunts et dettes financières diverses » concerne essentiellement un emprunt de 4 029 K€ auprès de sa société mère EURONEXT PARIS.

Note 25 - Instruments Dérivés liés à la gestion du risque de taux d'intérêts

L'objectif de la politique de gestion menée par le Groupe GL TRADE est de prémunir le résultat contre une hausse rapide et sensible des taux d'intérêts.

A ce titre, le Groupe a utilisé des instruments Dérivés de taux à nature conditionnelle (caps).

Le portefeuille des instruments Dérivés en vie au 31 décembre 2007 sur la dette libellée en euro se décompose comme suit :

en K€									
Au 31 décembre 2007									
Date de conclusion du contrat	Date début couverture	Date fin couverture	Montant du notionnel	Montant de la prime	Taux de référence	Période	Taux plafond garanti	Juste valeur au 31/12/2007	Impact sur le résultat
15/02/2007	15/02/2007	15/02/2012	15 000	88	Euribor 3 mois	15/02/2007 au 15/02/2012	4,25%	116	28
27/07/2007	31/08/2007	29/08/2008	5 600	25	Euribor 12 mois	31/08/2007 au 31/08/2009	4,70%	7	(7)
					Euribor 3 mois	31/08/2009 au 31/08/2011	4,50%	11	
27/07/2007	24/09/2007	24/06/2009	5 250	10	Euribor 3 mois	24/09/2007 au 24/06/2009	4,50%	7	(3)

Bien qu'étant en position de couverture économique des risques, le Groupe a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture telle que définie par la norme IAS 39 et a opté pour la comptabilisation de tous les instruments Dérivés mis en place à la juste valeur au bilan, les variations de la juste valeur étant enregistrées au compte de résultat.

Note 26 - Fournisseurs, autres créditeurs et impôt courant

Fournisseurs

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variation	31/12/2005
Fournisseurs	16 808	11 096	51%	12 002

L'impact des entrées de périmètre sur l'exercice 2007 sur le poste « Fournisseurs » s'élève à 2 728 K€.

Autres Dettes

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Impôt courant	2 669	2 704	(1%)	2 798
Avances et acomptes reçus	6 086	4 443	37%	4 187
Dettes sociales	17 475	16 261	6%	12 493
Dettes fiscales	6 953	7 692	(10%)	8 958
Autres dettes	3 770	3 596	5%	5 192
Total	36 953	34 697	6%	33 628

Le poste « Autres dettes » est constitué principalement par :

- le complément de prix des titres de GL TRADE OVERSEAS Inc. valorisé au 31 décembre 2007 à 2 714 KUSD, soit 1 844 K€.
- la partie à moins d'un an du complément de prix des titres de DECISION SOFTWARE valorisés au 31 décembre 2007 à 600 KUSD, soit 488 K€ correspondant à un montant laissé en garantie par les anciens actionnaires.

Note 27 - Provisions (courant)

La provision comptabilisée au 31 décembre 2007 est relative à des litiges prud'homaux en cours à cette date.

en K€	31/12/2004	Dotations	Reprises		31/12/2005
			utilisées	non utilisées	
Provisions	534	498	173	103	756
Total	534	498	173	103	756

en K€	31/12/2005	Dotations	Reprises		31/12/2006
			utilisées	non utilisées	
Provisions	756	230	312	79	595
Total	756	230	312	79	595

en K€	31/12/2006	Dotations	Reprises		31/12/2007
			utilisées	non utilisées	
Provisions	595	379	49	289	636
Total	595	379	49	289	636

Litiges en cours

En septembre 2005, la société américaine Trading Technologies (TT) a confirmé sa plainte contre GL TRADE SA et GL TRADE Americas Inc devant la cour de l'Illinois, l'accusant d'avoir intégré à certains de ses logiciels des éléments qui seraient, selon TT, protégés par leurs brevets aux Etats-Unis. Cette plainte fait suite à une douzaine d'autres déposées contre certains de ses concurrents et de ses clients.

Les demandes du plaignant ne sont pas chiffrées à ce jour. GL TRADE SA, créé plusieurs années avant TT, considère disposer d'un « prior art » important à faire valoir. C'est pourquoi aucune provision n'a été enregistrée dans les comptes au 31 décembre 2007.

Le charge de l'exercice 2007 comptabilisée au titre des honoraires juridiques et relative à ce litige s'élève à 1 600 K€.

A la connaissance de la société, il n'existe aucun autre litige ou fait exceptionnel non provisionné susceptible d'avoir une incidence sur la situation financière du Groupe.

Note 28 - Autres passifs courants

en K€	31/12/2007	31/12/2006	Variations	31/12/2005
Produits constatés d'avance	57 967	60 821	(5%)	80 103
Total	57 967	60 821	(5%)	80 103

Les produits constatés d'avance sont liés au modèle de location des logiciels, le plus souvent facturés terme à échoir pour des périodes de 12 mois.

Note 29 - Passifs destinés à être cédés

Les passifs destinés à être cédés concernent exclusivement les passifs de la société UBITRADE GmbH dont la cession a été effective au 1^{er} janvier 2007.

Note 30 - Analyse sectorielle

La segmentation par ligne de produits constitue la segmentation primaire. Aux produits de Front Office, activité historique du Groupe, se sont ajoutés, fin 2003, les produits de Back office de GL SETTLE Inc., puis, fin 2004, les produits d'UBITRADE. Pour la commercialisation de ses produits, GL TRADE s'est organisé en Business Lines qui présentent chacune des rentabilités et des risques propres.

Le système d'information financière est organisé pour suivre les comptes de chaque Business Line. Le budget est élaboré par secteur d'activité et le reporting budgétaire trimestriel est réalisé par Business Line de façon à suivre la rentabilité de chaque secteur d'activité.

Cette organisation a été mise en place au cours de l'exercice 2005, c'est à dire au cours de l'exercice où les effets des activités issues des acquisitions ont eu un impact significatif sur les comptes du Groupe.

La segmentation géographique constitue la segmentation secondaire. Le Groupe a mis en place des Business Units, regroupées en Régions, qui déclinent la stratégie globale du Groupe en plan d'actions sur leur zone. Elles s'adaptent aux potentiels et spécificités techniques, réglementaires et culturelles, des différents marchés. Elles présentent chacune des rentabilités et des risques propres.

Sur l'année 2007, la Business Line Information Services a été créée suite à l'acquisition du groupe INFOTEC.

Les données de la société DECISION SOFTWARE acquise en fin d'année 2007 sont présentées séparément, cette dernière étant en cours d'intégration au sein de l'organisation du Groupe au 31 décembre 2007.

Analyse sectorielle primaire : ventilation par secteur d'activité

En K€	Trading Solutions / Client Connectivity			Post Trade Derivatives			Post Trade Securities			Capital Markets Solutions		
	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Informations concernant le compte de résultat												
Chiffre d'affaires	144 360	137 573	138 596	27 499	20 623	13 914	7 749	6 601	7 420	16 489	7 822	4 440
Amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	3 080	3 296	3 516	420	185	289	95	256	379	392	21	95
Résultat opérationnel avant amortissements des actifs incorporels issus de regroupements d'entreprises ou d'acquisitions	27 122	23 672	22 887	8 168	5 547	2 297	1 655	162	91	(1 393)	1 277	912
Amortissements des actifs incorporels issus de regroupements d'entreprises ou d'acquisitions	53	89	133	490	545	988	0	95		226	266	329
Résultat opérationnel	27 069	23 583	22 754	7 678	5 002	1 309	1 655	67	91	(1 619)	1 011	583
Perte de valeur	0											
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	0		739	0			0			0		
Informations concernant le bilan												
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles liés aux acquisition nettes	48 396	46 222	36 509	22 105	22 731	19 079	3 782	5 713	8 600	35 754	7 790	5 162
Immobilisations corporelles nettes	5 370	5 198	4 857	607	573	465	233	256	307	535	220	99
Engagements sociaux	19	47	30	0	2	10	0			0		
Autres actifs non courants	2 410	2 157	0	205	111		151	145		256	112	
Autres passifs non courants	0		148			922				1 607		308
Actifs destinés à être cédés	0			0			0	0	0	0	0	0
Passifs destinés à être cédés	0			0			0			0		
Autres actifs courants	63 167	72 238	92 349	12 970	14 027	13 461	3 497	2 662	1 185	6 141	5 779	3 283
Autres passifs courants	89 413	89 337	104 860	11 783	11 239	12 844	4 368	3 315	3 794	5 604	3 319	2 643
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie												
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	5 112	4 178	3 423	496	650	336	753	272	155	346	282	84
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	1 181	463	639	82	45	62	0	7		20	11	6
Acquisitions de filiales	0	8 603			4 500		0		4 340	24 455		

En K€	Information Services	DECISION SOFTWARE	Activités abandonnées			Holding non affectée			Total		
	2007	2007	2007	2006	2005	2007	2006	2005	2007	2006	2005
Informations concernant le compte de résultat											
Chiffre d'affaires	6 850	305		12 215	14 858	0	0	0	203 252	184 834	179 228
Amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	159	4		22	16				4 150	3 779	4 295
Résultat opérationnel avant amortissements des actifs incorporels issus de regroupements d'entreprises ou d'acquisitions	(209)	41		2 213	4 383	0	0	0	35 384	32 870	30 570
Amortissements des actifs incorporels issus de regroupements d'entreprises ou d'acquisitions	0	0		1 100	1 900				769	2 095	3 350
Résultat opérationnel	(209)	41	0	1 113	2 483	0	0	0	34 615	30 775	27 220
Perte de valeur									0		
Quote part dans les résultats des sociétés mises en équivalence									0		739
Informations concernant le bilan											
Écarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles liés aux acquisition nettes	18 058	7 978			1 673				136 073	82 456	71 023
Immobilisations corporelles nettes	25	1			62				6 771	6 247	5 790
Engagements sociaux	0	0	0			0			19	50	43
Autres actifs non courants	10	7							3 039	2 526	
Autres passifs non courants		1 292	0			0			2 899	0	1 378
Actifs destinés à être cédés	0	0	0	5 258		0		385	0	5 258	385
Passifs destinés à être cédés	0	0	0	3 391		0			0	3 391	
Autres actifs courants	315	819			9 778				86 909	94 705	120 056
Autres passifs courants	239	956			2 348				112 362	107 209	126 489
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie											
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	20	0	0	17	57	0	0	0	6 726	5 400	4 055
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	0	0	0	0	3	0	0	0	1 283	527	710
Acquisitions de filiales	14 329	5 716		(472)	3 565				44 500	12 631	7 905

Analyse sectorielle secondaire : ventilation par secteur géographique

En K€	France		EMEA		Royaume-Uni		États-Unis		Asie		FERMAT		Holding non affectée			Total	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2005	2007	2006
Chiffre d'affaires	40 099	40 443	55 067	47 943	45 295	35 777	31 702	23 872	31 089	24 584	0	12 215				203 252	184 834
Acquisition d'immobilisations corporelles	1 331	1 708	758	433	277	765	853	598	910	354	0					4 129	3 860
Acquisition d'immobilisations incorporelles	1 889	1 271	19	64	586	204	99	0	4	1						2 598	1 540
Répartition du total actif	54 614	65 044	51 609	36 323	32 825	39 327	67 634	24 518	27 718	28 994					385	234 401	194 205

Note 31 - Informations relatives aux parties liées

Au 31 décembre 2007, la société GL TRADE SA est détenue à 55,2% par la Holding Financière Montmartre dans laquelle EURONEXT PARIS a une participation de 57,77%. Le Groupe EURONEXT possède également 8,2% du capital de GL TRADE SA en direct. Le sous-Groupe GL TRADE est consolidé dans le Groupe EURONEXT selon la méthode de l'intégration globale.

La maison mère ultime du Groupe GL TRADE est NYSE EURONEXT, 11 Wall Street New York, New York 10005.

Les fondateurs dirigeants actuels de GL TRADE SA, M^{rs} GATIGNOL, LAURENT et MORIN, possèdent 42,23% de la Holding Financière Montmartre.

Monsieur Yassine BRAHIM a été nommé Directeur Général délégué du Groupe le 1^{er} juillet 2007.

Transactions avec les parties liées du Groupe GL TRADE

en K€	Année 2007				Année 2006				Année 2005			
	Charges	Produits	Prêts	Emprunts	Charges	Produits	Prêts	Emprunts	Charges	Produits	Prêts	Emprunts
Dirigeants (1)									Néant	Néant	Néant	Néant
Groupe Euronext (2) (3)	811	232		4 026	882	226			995	236	Néant	Néant
Holding Financière Montmartre	3	12		3					18	9	Néant	Néant
Logic Invest					5				20	40	280	Néant
Total	814	244	0	4 029	887	226			1 033	285	280	0

(1) Hors salaire et rémunération de mandat social – (2) Charges et produits : il s'agit de prestations de services effectuées dans le cadre normal de l'activité des deux entités.

(3) Emprunts : il s'agit d'une ligne de crédit à court terme (1 an) de 10 M€ contractée en novembre 2007, dans le cadre de laquelle GL TRADE peut effectuer les tirages et les remboursements qu'elle souhaite. Cet emprunt a été conclu à des conditions comparables à celles des derniers emprunts contractés par GL TRADE auprès de ses banquiers.

Les fondateurs dirigeants ont perçu une rémunération brute annuelle au cours de l'exercice 2007 de 228 K€ au titre de leur contrat de travail et de 184 K€ au titre de leur mandat social.

Ils ne bénéficient pas de bonus de départ négocié.

Monsieur GATIGNOL bénéficie d'un plan de retraite Art 83 dont le montant annuel s'élève à 5 K€ par an et Monsieur Yassine BRAHIM bénéficie d'une retraite complémentaire de 30 K€.

Monsieur Yassine BRAHIM a perçu au cours de l'année 2007 une rémunération brute annuelle incluant les avantages en nature reçus de 344 K€ dont 98 K€ de rémunération variable. Il ne bénéficie pas de bonus de départ négocié.

La rémunération brute globale versée aux membres de la direction du Groupe GL TRADE appartenant au Group Managing Board + s'est élevée à 3 407 K€ en 2007. Cette rémunération n'inclut pas les stock-options qui leur sont allouées.

Au 31 décembre 2007, Monsieur GATIGNOL et Monsieur BRAHIM possèdent chacun 5 000 stock-options.

Les transactions entre la société GL TRADE SA et ses filiales, qui sont des parties liées de la société, ont été éliminées dans le processus de consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Note 32 - Effets des acquisitions sur l'exercice 2007

en K€	Groupe FNX	Groupe INFOTEC	DECISION SOFTWARE	Total 31/12/2007
Immobilisations corporelles	338	249	0	587
Immobilisations incorporelles	29	16	0	45
Immobilisations financières	212	69	7	288
Impôts différés actifs	0	263	0	263
Autres créances	3197	974	468	4 639
Provision	(85)	(4)	0	(89)
Trésorerie	97	502	846	1 445
Total	3 788	2 069	1 321	7 178
Intérêts minoritaires	0	0	0	0
Avantages au personnel	0	0	0	0
Impôts différés passifs	0	0	0	0
Dettes financières non courantes	0	0	0	0
Provision	0	0	0	0
Autres dettes	(6 440)	(2 718)	(1 475)	(10 633)
Total	(6 440)	(2 718)	(1 475)	(10 633)
Juste valeur des actifs acquis	(2 652)	(649)	(154)	(3 455)
Écart de conversion	7	(52)	(1)	(46)
Goodwill	27 197	15 532	6 717	49 446
Total	24 552	14 831	6 562	45 945
Financement				
Dettes financières	15 000	0	0	15 000
Trésorerie	9 522	14 779	6 532	30 833
Frais d'acquisition	245	52	30	327
Effet de change	(215)	0	0	(215)
Total	24 552	14 831	6 562	45 945
Trésorerie nette				
Trésorerie acquise avec la filiale	(97)	(502)	(846)	(1 445)
Prix payé	24 552	14 831	6 562	45 945
Trésorerie nette	24 455	14 329	5 716	44 500

Les flux de trésorerie liés aux acquisitions de filiales ont représenté 45 420 K€ en 2007.

La différence avec la trésorerie nette liée aux acquisitions (44 500 K€) et le flux de trésorerie d'investissement s'explique par :

- le rachat des actions des minoritaires d'UBITRADE SA (1 228 K€) suite à l'exercice de leurs stock-options en décembre 2007,
- le dénouement de l'engagement de rachat de GL TRADE Americas (657 K€),
- le paiement par l'ancien actionnaire de GL TRADE OVERSEAS de l'ajustement de prix déterminé sur « le working capital » calculé en 2007 pour 965 K€.

GL TRADE HOLDINGS Inc. a acquis la totalité du capital de la société FNX CORPORATION Ltd le 1^{er} mars 2007. Cette acquisition a été financée par deux emprunts de 7 500 K€ chacun. Les contributions au résultat et au chiffre d'affaires

du Groupe, des sociétés du Groupe FNX, sont respectivement de (1 282 K€) et 9 716 K€ depuis son acquisition. Le chiffre d'affaires du Groupe FNX, établi en année pleine sur l'année 2007 s'élève à 11 572 K€ (information non auditée).

GL TRADE SA a acquis 90% du capital de la société INFOTEC SA. La contribution au résultat du Groupe des sociétés du Groupe INFOTEC est de (248 K€) depuis leur acquisition en juillet 2007, sa contribution au chiffre d'affaires étant de 6 851 K€. Le chiffre d'affaires du Groupe INFOTEC, établi en année pleine sur l'année 2007 s'élève à 13 259 K€ (information non auditée).

GL TRADE HOLDINGS Inc. a acquis la totalité du capital de la société DECISION SOFTWARE Inc. en novembre 2007. Les contributions au résultat et au chiffre d'affaires du Groupe sont respectivement de 26 K€ et de 305 K€. Le chiffre d'affaires de la société DECISION SOFTWARE Inc, établi en année pleine sur l'année 2007 s'élève à 3 230 K€ (information non auditée).

Note 33 - Engagements particuliers

Engagements hors bilan liés à l'activité courante

En K€	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Cautions de contre garantie sur marchés			
Créances cédées non échues			
Nantissements hypothéques et sûretés réelles			
Avals, cautions et garanties données (1)	1 055	1 111	746
Autres engagements donnés			
Total	1 055	1 111	746

(1) Pour les cautions en devises, valorisation au taux de clôture. Il s'agit pour l'essentiel de la garantie donnée par GL TRADE SA au propriétaire des bureaux de sa filiale anglaise, GL TRADE Ltd.

Covenant

Emprunt CALYON et Crédit Lyonnais

Dans le cadre des deux contrats d'emprunt souscrits auprès des Sociétés CALYON et CREDIT LYONNAIS pour un montant total à l'origine de 22 M€, GL TRADE SA s'est en particulier engagé à l'égard de ces sociétés, sur toute la durée du contrat jusqu'au paiement des sommes dues :

- à ne consentir – à ne laisser consentir par une ou plusieurs de ses filiales importantes – aucune sûreté ou garantie réelle ou personnelle de toute dette financière, présente ou future, sans l'accord préalable de la majorité des Banques et sans leur consentir en même temps la même sûreté ou garantie au même rang pour couvrir le remboursement de toutes sommes pouvant être dues en exécution du contrat,
- à ce que, à la date de clôture de ses exercices, l'endettement net consolidé soit au plus égal à :
 - une fois les fonds propres ;
 - deux fois l'EBITDA consolidé.

L'EBITDA correspond au « résultat d'exploitation consolidé augmenté de la dotation aux amortissements des frais d'acquisition, des dotations (nettes de reprises) aux provisions sur actifs d'exploitation et aux provisions sur risques et charges, et des dotations (nettes des reprises) aux amortissements, tels qu'ils figurent dans les comptes consolidés. »

Ces engagements sont respectés au 31 décembre 2007.

Emprunt HSBC

En garantie de l'emprunt contracté auprès de la banque HSBC France pour financer l'acquisition du Groupe FNX, GL TRADE SA s'est engagé à affecter en nantissement, 30% des titres détenus par GL TRADE SA dans le capital de la société GL TRADE HOLDINGS Inc. en garantie de l'emprunt et pour sûreté de la somme en principal de 13 M€.

GL TRADE SA s'est en outre engagé à ce que le ratio, total des dettes brutes à moyen et long terme et du crédit bail retraité sur fonds propres soit inférieur à 1 et à ce que le ratio total des dettes brutes à moyen et long terme et crédit bail retraité sur EBITDA soit inférieur à 3.

Les fonds propres correspondent à la somme des capitaux propres, des autres fonds propres, du capital souscrit non appelé, du capital souscrit et appelé non versé, des frais d'établissement, des charges à répartir sur plusieurs exercices et de la prime de remboursement des obligations.

Les dettes moyen et long termes comprennent les emprunts obligataires convertibles, les autres emprunts obligataires et les emprunts auprès des établissements de crédit à plus de deux ans à l'origine.

Le crédit bail retraité correspond à la valeur nette des biens en crédit bail.

L'EBITDA correspond au résultat avant intérêts, taxes, dépréciations et amortissement.

Les ratios ont été respectés au 31 décembre 2007.

Emprunt Société Générale

Dans le cadre du contrat d'emprunt contracté auprès de la Société Générale, pour financer l'acquisition du Groupe FNX, GL TRADE SA s'est engagé à ce que à chaque date d'arrêt de ses comptes annuels consolidés :

- le rapport de ses dettes financières nettes consolidées sur ses fonds propres demeure inférieur ou égal à 1 ;
- le rapport de ses dettes financières nettes consolidées sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur à 3,5 ;

- le rapport fonds propres nets consolidés sur total bilan consolidé soit supérieur à 20% ;
- la trésorerie nette consolidée soit supérieure à 15 M€.

L'endettement net consolidé représente le montant des dettes à court terme, moyen terme et long terme contractées auprès des banques et autres créanciers non liés directement à l'activité commerciale diminué du montant des disponibilités et placements financiers.

Les fonds propres nets consolidés correspondent à l'ensemble du capital social et des réserves figurant au passif du bilan.

L'excédent brut d'exploitation représente la somme du résultat d'exploitation, des dotations aux amortissements et des loyers de crédit bail mobilier et immobilier.

La trésorerie nette signifie la différence entre le montant des disponibilités, le montant des valeurs mobilières de placement et des découverts bancaires, des créances cédées selon la loi Dailly ou d'affacturage.

Ces engagements sont respectés au 31 décembre 2007.

Clause de remboursement des emprunts Crédit Lyonnais et CALYON par anticipation

GL TRADE peut rembourser par anticipation la totalité des emprunts à chaque date de paiement d'intérêts uniquement moyennant le versement aux banques :

- du capital restant dû au titre de l'emprunt,
- des intérêts courus au titre de l'emprunt,
- de l'indemnité de réemploi due au titre de l'emprunt,
- de toute autre somme due au titre de l'emprunt.

Engagements complexes GLESIA

Dans le cadre de la prise de participation de SIA dans GLESIA, ex GL TRADE Italia, GL TRADE SA

(actionnaire à 51%) et SIA (actionnaire à 49%) ont renouvelé leur accord pour une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier 2007 prévoyant principalement les dispositions suivantes :

- SIA accorde à GLESIA la distribution non exclusive de ses produits GAM et FINESTWAY
- SIA fournit à GLESIA l'ensemble des prestations de Facility Management et Help Desk

L'Assemblée Générale qui s'est tenue au mois de juin 2007 au titre de l'exercice 2006, a décidé le versement d'un dividende de 1 222 K€ dont 857 K€ de dividendes prioritaires pour les actionnaires minoritaires de GLESIA. Il a été mis en paiement au mois de juillet 2007. L'accord ne prévoit plus de dividendes prioritaires pour les années à venir.

Aux termes du nouvel accord, SIA et GL TRADE SA ont convenu que si l'une des parties met fin au contrat, SIA devra vendre ses actions GLESIA et GL TRADE SA aura l'obligation de les acheter sur la base de la valorisation suivante : $(0,49 \times \text{EBIT} \times n - \text{dettes financières nettes})$, n étant égal à 4,2 si GL TRADE SA met fin au contrat, et 2,5 si SIA met fin au contrat. Cet engagement a été comptabilisé en dettes financières non courantes du Groupe.

Nyfix Overseas Inc.

Clause de complément de prix

Le prix d'acquisition de la société Nyfix Overseas Inc. sera augmenté d'une somme égale à 1,5 fois le montant de la différence entre le chiffre d'affaires annualisé reconnu par le Groupe GL TRADE entre la date d'acquisition et le 31 décembre 2007 en vertu des contrats de licences, de maintenances ou de services portant sur le logiciel OBMS de Nyfix Overseas Inc., et 7 500 KUSD. Le montant du complément de prix est plafonné à 6 000 KUSD.

Au 31 décembre 2007, un complément de prix de 2 714 KUSD a été comptabilisé. Le complément de prix est payable au 31 mars 2008.

Groupe FNX

Clause de complément de prix

Le prix d'acquisition de la société FNX sera augmenté d'une somme dépendant du chiffre

d'affaires 2007, du backlog 2007 et du chiffre d'affaires 2008 sur l'activité Capital Markets.

Ce complément de prix pouvait atteindre au maximum 5 000 KUSD à fin 2007. Compte tenu des résultats de l'activité FNX, aucun complément de prix n'est dû au titre de cette période.

Le complément de prix peut atteindre au maximum 4 000 KUSD à fin 2008, payable au cours du 2^{ème} trimestre 2009. Au 31 décembre 2007, une dette de 2 500 KUSD, soit 1 698 K€, a été comptabilisée à ce titre (hors effet de désactualisation). La dette actualisée s'élève à 1 607 K€ au 31 décembre 2007.

FERMAT

Clause de complément de prix

Le prix de cession du contrat de distribution FERMAT sera augmenté d'une somme égale à 10% du montant des prestations de services réalisées en 2007 par le groupe FERMAT en Allemagne et en Autriche, ou pour des clients existants à la date de cession de l'activité, sans toutefois pouvoir dépasser 500 K€. Le cas échéant, les sommes à recevoir en complément seront versées par FERMAT au cours du 1^{er} semestre 2008.

Un reliquat de 250 K€ sur le prix initial est également dû par FERMAT au cours du 1^{er} trimestre 2009.

Groupe INFOTEC

Clause d'engagement de rachat

Le 1^{er} juillet 2007, GL TRADE SA a acquis plus de 90% des titres de la société suisse INFOTEC SA. Chaque actionnaire minoritaire s'est engagé à vendre ses actions dans les conditions définies ci-dessous, et GL TRADE SA s'est également engagé à acheter aux actionnaires minoritaires les actions qu'ils détiennent dans la société INFOTEC SA en 2009.

Le prix de cession de ces actions dépend de la croissance du chiffre d'affaires de l'activité INFOTEC sur les exercices 2007 et 2008 et du taux d'EBIT 2008.

Le prix d'acquisition de ces actions ne pourra pas dépasser au total 6 000 KCHF et sera versé au cours du 2^{ème} trimestre 2009.

Au 31 décembre 2007, cette dette a été comp-

tabilisée dans les comptes du Groupe à hauteur de 4 500 KCHF, soit 2 720 K€ (hors effet d'actualisation). La dette actualisée est de 2 588 K€ au 31 décembre 2007.

La fusion absorption d'INFOTEC SA par GL TRADE SUISSE SA, ex GL TRADE SCHWEIZ AG n'a pas modifié la nature de l'engagement.

DECISION SOFTWARE Inc.

Clause de complément de prix

Le prix d'acquisition sera augmenté d'un montant dépendant du chiffre d'affaires généré en 2008 par la signature de nouveaux contrats, et est plafonné à 2 000 KUSD.

Au 31 décembre 2007, une dette de 2 000 KUSD, soit 1 359 K€, a été comptabilisée (hors effet d'actualisation). La dette actualisée est de 1 292 K€ au 31 décembre 2007. Le montant définitif est dû au 1^{er} trimestre 2009.

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'engagements hors bilan autres que ceux présentés dans cette note.

Note 34 - Eléments postérieurs à la clôture

- ▣ La société UBITRADE SA a été radiée du Registre du Commerce et des Sociétés le 28 janvier 2008 dans le cadre d'une dissolution sans liquidation. Son patrimoine a été recueilli par GL TRADE SA. Cette opération est le fruit d'une rationalisation juridique, comptable et fiscale, et est sans effet sur l'opérationnel.
- ▣ Le 18 février 2008, le Groupe GL TRADE a acquis une participation de 30% dans une société française, NEXFI. Le Groupe devient également le partenaire exclusif et international dans la distribution de la nouvelle génération de système de gestion de portefeuille (PMS) multi-instruments. Avec cette opération, GL TRADE entend développer des synergies avec ses solutions « Buy Side » existantes et confirme ainsi son ambition de devenir un partenaire clé de la communauté « Buy Side » au niveau international. La société NEXFI est présente au sein de la communauté financière française depuis plusieurs années et possède une base clients importante

(comptant des institutions financières françaises et internationales). En 2007, NEXFI a réalisé un chiffre d'affaires de 3,4 M€ et emploie actuellement une trentaine de personnes à Paris. Cette société sera consolidée suivant la méthode de la mise en équivalence.

Note 35 - La Gestion des risques

Les instruments financiers concernent principalement :

- ▣ les créances clients,
- ▣ la trésorerie,
- ▣ les dettes fournisseurs,
- ▣ et les dettes financières.

Au 31 décembre 2007, le Groupe GL TRADE n'a souscrit que des instruments financiers dérivés destinés à se prémunir contre les risques de taux d'intérêts. A l'origine, la juste valeur est constituée par le montant de la prime. A la fin de chaque trimestre, les établissements financiers tiers fournissent la nouvelle valeur de ces instruments afin que la société puisse ajuster la juste valeur de ces actifs financiers.

Performance

Le poste « Clients », au 31 décembre 2007, s'élève à 54 460 K€ contre 47 519 K€ en 2006 et 68 945 K€ en 2005, la variation entre 2007 et 2006 est de 14,61%. Cette augmentation est proportionnelle à l'augmentation du chiffre d'affaires réalisée sur l'exercice. La hausse du chiffre d'affaires provient d'une part de la croissance organique du Groupe et d'autre part des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2007.

La dépréciation des créances en souffrance du fait du risque d'insolvabilité s'élève à un montant global de 411 K€ au 31 décembre 2007, contre 340 K€ en 2006 et 606 K€ en 2005.

Le Groupe GL TRADE n'effectue pas d'opérations spéculatives et les seuls placements réalisés sont sans risque et disponibles à la vente. Les placements sont comptabilisés à leur juste valeur. Ils sont constitués par des Sicav monétaires et des placements à court terme

qui ont généré une plus value nette de 775 K€. Au 31 décembre 2007, les actifs disponibles à la vente s'élèvent à 315 K€ contre 2 765 K€ en 2006 et 6 174 K€ en 2005.

Au 31 décembre 2007, le poste « Fournisseurs » s'élève à 16 808 K€ contre 11 096 K€ en 2006 et 12 002 K€ en 2005. La variation de 5 712 K€ entre les exercices 2006 et 2007 est liée aux entrées de périmètre de l'exercice pour 2,7 M€, et pour 3 M€ à des décalages de règlements fournisseurs suite à l'implantation du logiciel SAP dans les deux filiales les plus importantes du Groupe et à des facturations anticipées de certains fournisseurs.

Les instruments financiers dérivés souscrits par le Groupe pour se prémunir de la variation des taux d'intérêts ont été comptabilisés pour leur juste valeur au bilan dans le poste « Actifs financiers ». Les variations de juste valeur constatées par la suite sont comptabilisées directement dans le compte de résultat en charges financières. Au 31 décembre 2007, la juste valeur de ces instruments financiers est de 141 K€ (Cf. Note 25).

Les évaluations des instruments financiers sont fournies par les établissements financiers auprès desquels ils ont été souscrits.

Les emprunts souscrits au cours de l'exercice 2007 ont financé les acquisitions des nouvelles filiales du Groupe. Le Groupe s'est endetté de 30 518 K€. L'incidence directe sur le résultat de l'exercice est une charge financière d'intérêts de 1 690 K€, en hausse de 1 051 K€ par rapport à l'exercice 2006 et de 1 297 K€ par rapport à 2005.

Les différents covenants (Cf. Note 33) liés à ces emprunts sont respectés au 31 décembre 2007.

La mesure des risques financiers liés à ces instruments Le risque de crédit

Les clients du Groupe sont principalement constitués par des institutions financières ou des sociétés de bourse. A ce stade, le Groupe ne pense pas être directement affecté par la crise des subprimes et considère ses clients solvables. Les conditions de paiement « terme

à échoir » des abonnements prémunissent en partie le Groupe contre ce risque.

Le solde du poste « Clients » au 31 décembre 2007 est de 54 460 K€ (Cf. Note 15) et l'antériorité de ces créances est inférieure à 120 jours par rapport à la date d'échéance.

Le Groupe apporte une attention particulière au suivi des créances clients. Tous les mois, un état des créances clients est communiqué à la maison mère par chacune des filiales, afin de pouvoir évaluer le niveau d'ancienneté des factures en souffrance. Les éléments sont examinés trimestriellement par la Direction Générale afin d'analyser les créances potentiellement à risque en fonction de leur date d'ancienneté et s'assurer que les mesures de couverture de ce risque sont prises (action de recouvrement, provisionnement). Les incidences comptables sont prises en compte sur la base de la probabilité de survenance d'un risque au cas par cas.

Au 31 décembre 2007, le poste des « Dépréciations des créances clients » se monte à 411 k€ soit environ 1% du solde Clients.

L'impact, au 31 décembre 2007, sur le compte de résultat des créances dites en souffrance est de :

- 34 K€ pour les créances irrécouvrables
- 70 K€ pour les dotations pour dépréciation de créances
- 60 K€ pour les reprises de dotations pour dépréciation de créances

soit un impact négatif net de 44 K€ sur le résultat de l'exercice 2007.

Le risque de liquidité

Le modèle de facturation pratiqué par le Groupe (terme à échoir) pour les abonnements permet de disposer d'une réserve de trésorerie importante en début de période et génère ainsi un besoin en fonds de roulement structurellement négatif. La base contrat récurrente en début d'exercice (abonnements et maintenance) représente environ 80% du chiffre d'affaires annuel du Groupe.

Le Groupe a souscrit des emprunts au cours de

l'exercice à hauteur de 30 518 K€ pour financer ses acquisitions. L'endettement net du Groupe s'élève à (27 252 K€) lorsqu'on inclut 9 909 K€ des dettes financières sur les engagements de rachat des titres GLESA et INFOTEC et hors complément de prix relatifs aux sociétés acquises.

Le Groupe n'a pas connu d'incident de paiement et a pu honorer ses échéances tout au long de l'exercice 2007 et des exercices précédents. Cette situation favorable est due à une situation de trésorerie toujours suffisante.

Détail des échéances concernant les dettes financières (cf. Note 20 & 24) :

	< 1 mois	> 1 mois et < 3 mois	> 3 mois et < 1 an	> 1 an et < 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit à taux variable		14 750	3 645	17 700
Intérêts courus		220		
Concours bancaires		73		
Dettes financières sur option de rachat des titres GLESA				7 322
Dettes financières sur option de rachat des titres INFOTEC				2 587
Emprunts et dettes financières diverses			4 309	
Total des passifs financiers non dérivés	0	15 043	7 954	27 609
Couverture de taux d'intérêts				141
Total dérivé	0	0	0	141

Au 31 décembre 2007, le Groupe présente un endettement net (y compris les engagements de rachat de titres) de 27 252 K€ qui se décompose de la façon suivante ;

- trésorerie et équivalents : 23 354 K€ (Cf. Note 17),
- dettes financières courantes : 22 997 K€ (Cf. Note 24),
- dettes financières non courantes : 27 609 K€ (Cf. Note 20).

Le risque de marché

Ce risque se compose :

du risque de taux

Le Groupe GL TRADE place sa trésorerie, pour l'essentiel en Sicav monétaires court terme, ou

en comptes rémunérés, sans risque suivant le taux du marché. GL TRADE n'est par conséquent pas soumis à un risque significatif de taux sur ses placements.

Le Groupe est endetté auprès d'établissements financiers à hauteur de 41M€ (Cf. Notes 20 et 24) Ils ont été contractés à taux variable basé sur l'EURIBOR 3 mois et 12 mois selon l'échéance. Les emprunts souscrits à échéance plus d'un an à l'origine sont couverts par des instruments de couverture Dérivés.

La sensibilité des charges financières à une variation de 1% des taux court terme est non matérielle.

du risque de change

Chaque filiale de GL TRADE facture essentiellement dans sa propre devise locale, les filiales asiatiques facturent également leurs clients en dollars américains. La part du chiffre d'affaires réalisé par les filiales en dehors de la zone euro s'élève désormais à 61% du chiffre d'affaires en 2007, et se répartit comme suit : Etats-Unis : 16%, Angleterre : 20%, les pays asiatiques : 16 % et les autres pays pour 9%.

En 2007, l'impact de l'évolution des taux de change sur le chiffre d'affaires est négatif et représente 3% de croissance.

GL TRADE a limité l'érosion de ses marges en menant une politique rigoureuse de maîtrise de ses coûts et en s'efforçant de localiser ses charges dans les zones dans lesquelles elle réalise ses produits. En plus des coûts de distribution structurellement locaux, les coûts de développement sont de plus en plus délocalisés du siège.

Le Groupe n'utilise pas d'instrument de couverture de change pour garantir ses flux de trésorerie.

L'évaluation de la position nette consolidée en devises soumet le Groupe à un risque de 227 K€ dans l'hypothèse de l'évolution défavorable et uniforme du cours de l'euro de 1 centime de l'euro contre le taux de clôture au 31 décembre 2007 des devises considérées.

Les écarts de change survenant lors de la conversion des activités à l'étranger et impactant les

réserves consolidées du groupe, au 31 décembre 2007, s'élèvent à 7 113 K€, en progression de 5 590 K€ par rapport à l'exercice 2006 et 7 457 K€ par rapport à l'année 2005.

Le risque de prix

Le risque de prix est très faible en raison du montant d'actifs financiers exposé, et non matériel sur les exercices 2005 et 2006, en raison de la politique financière du Groupe. Les actifs financiers de trésorerie sont placés en Sicav monétaires court terme ou sur des comptes rémunérés sans risque.

Le risque lié à la comptabilité de couverture

Le Groupe GL TRADE n'est pas exposé au risque de comptabilité de couverture car le Groupe a choisi de ne pas opter pour la comptabilité de couverture pour ces actifs financiers Dérivés.

Note 36 - Information sur la politique de gestion du capital

Les objectifs du Groupe lorsqu'il gère ses fonds propres sont de s'assurer :

- ▣ de la sauvegarde de la continuité d'exploitation,
- ▣ du respect du ratio d'endettement financier,

En K€	2007	2006	2005
Endettement financier (*)	40 697	6 216	3 193
Fonds Propres	65 706	57 553	52 970
Ratio	62%	11%	6%

(*) Hors dettes financières sur option d'achat des intérêts minoritaires

- ▣ de procurer aux actionnaires un rendement suffisant.

En K€	2007	2006	2005
Dividendes*	12 493	10 568	13 439
Résultat net	23 740	19 456	26 540
Ratio	53%	54%	51%

(*) proposés à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et soumis à son approbation

Le Groupe n'a pas mis en place d'instruments financiers pouvant avoir un impact sur ses fonds propres en dehors des plans de stock-options. Mais l'effet dilutif des stock-options, calculé au 31 décembre 2007 ne s'élève qu'à 0,5% du capital. Par ailleurs le Groupe n'a pas procédé à des augmentations de capital au cours des 3 derniers exercices.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

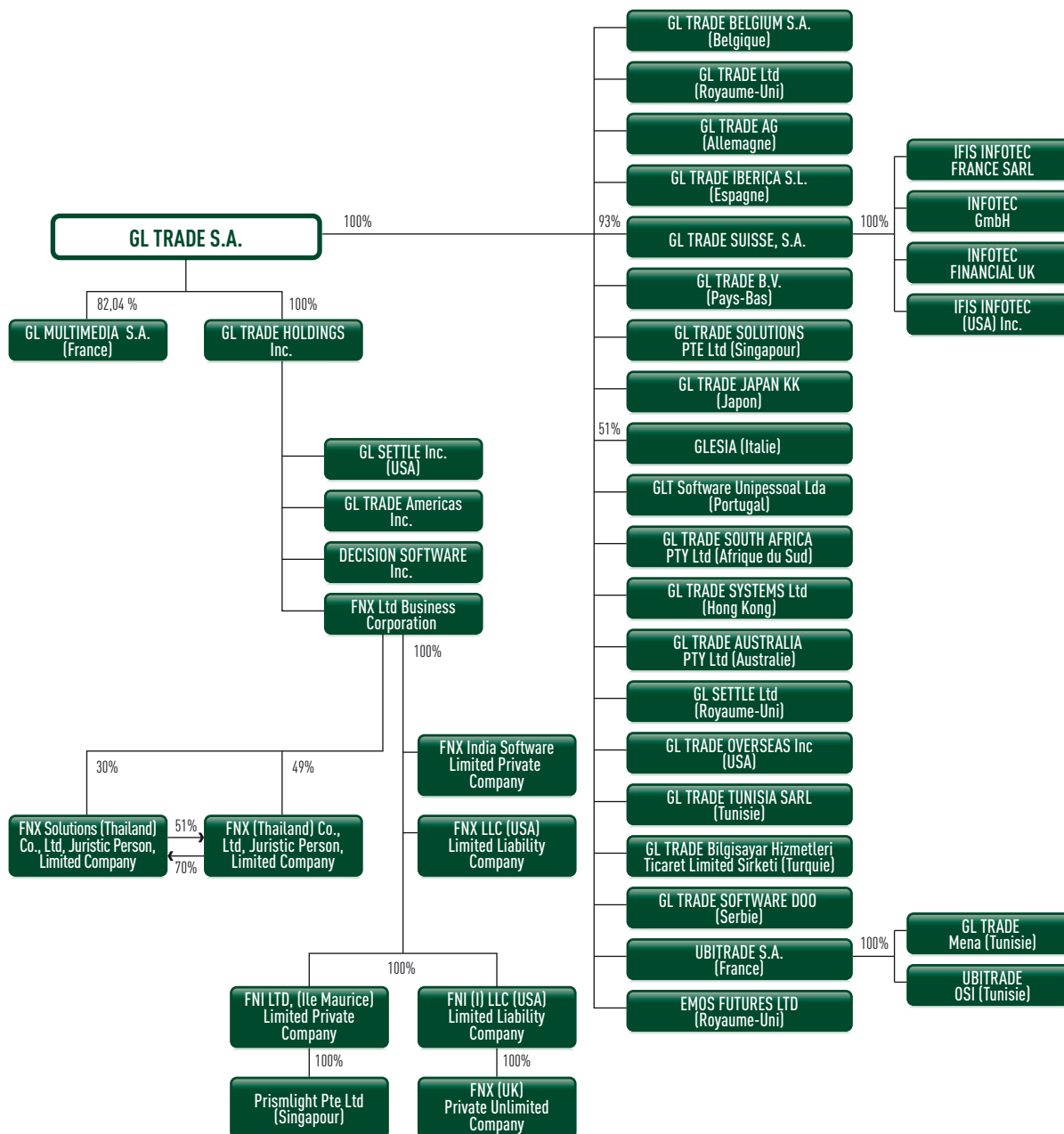
Renseignements concernant les filiales et participations

Informations financières	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote part du capital détenue (en%)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances reçus et non encore remboursés
				Brute	Nette	
Filiales et participations						
GL HOLDINGS INC	0 USD	59 323 792 USD	100%	43 523 917 €	43 523 917 €	
GL MULTIMEDIA SA	235 000 €	5 398 117 €	82,04%	2 840 509 €	2 840 509 €	
GL TRADE SOLUTIONS PTE LTD	50 000 SGD	467 919 SGD	100%	28 495 €	28 495 €	
GL TRADE AG	51 129 €	1 642 243 €	100%	51 168 €	51 168 €	
GL TRADE LTD	10 000 £	2 323 922 £	100%	1 410 153 €	1 410 153 €	
GL TRADE BV	18 200 €	1 235 686 €	100%	1 618 200 €	1 618 200 €	
GL TRADE IBERICA S.L.	3 100 €	1 361 602 €	100%	3 100 €	3 100 €	
GL TRADE SCHWEIZ AG	100 000 CHF	(210 000 CHF)	100%	14 897 376 €	14 897 376 €	
GL TRADE AUSTRALIA PTY LTD	1 AUD	893 326 AUD	100%	1 €	1 €	
GL TRADE SOUTH AFRICA PTY LTD	1 000 ZAR	3 613 387 ZAR	100%	97 €	97 €	
GL TRADE BELGIUM	62 000 €	1 328 703 €	100%	62 000 €	62 000 €	
GLESIA	20 000 €	1 331 719 €	51%	10 000 €	10 000 €	
GL TRADE JAPAN KK	10 000 000 JPY	523 558 076 JPY	100%	7 775 151 €	7 775 151 €	
GL SETTLE LTD	7 000 150 £	(7 713 396 £)	100%	6 482 570 €	6 482 570 €	
GL TRADE SYSTEMS LTD HK	10 778 HKD	19 844 867 HKD	100%	7 042 933 €	7 042 933 €	
UBITRADE SA	3 530 591,99 €	14 010 117,65 €	100%	32 321 093 €	32 321 093 €	
GL TRADE MENA	62 701 €	2 605 770 €	0,10%	55 €	55 €	
UBITRADE OSI	60 000 TND	(74 390 TND)	0,02%	8 €	8 €	
GLT SOFTWARE UNIPessoal LDA	5 000 €	383 928,55 €	100%	5 000 €	5 000 €	
EMOS UK	0 £	30 000 £	100%	2 €	2 €	
GL TRADE OVERSEAS Inc. (ex Nyfix)	1 023 405 USD	(3 257 041,69 USD)	100%	7 995 319 €	7 995 319 €	
GL TRADE TURQUIE	5 000,00 TRY	(42 740,17 TRY)	100%	2 643 €	2 643 €	154 092 €
GL TRADE SOFTWARE DOO	510 €	14 649,86 €	100%	500 €	500 €	
GL TRADE TUNISIA	56 902 €	722 865,18 €	100%	57 981 €	57 981 €	
Total				126 128 270 €	126 128 270 €	154 092 €

Informations financières	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Cautions et avals donnés par la société	CA HT du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales et participations					
GL HOLDINGS INC			0 USD	3 014 218 USD	425 768,23 €
GL MULTIMEDIA SA	(6 571 096,25 €)		4 553 871 €	393 395 €	- €
GL TRADE SOLUTIONS PTE LTD	(518 449,59 €)		17 725 964 SGD	(63 082 SGD)	90 789,59 €
GL TRADE AG	(2 293 049,64 €)		9 692 164 €	1 637 047 €	1 218 800,00 €
GL TRADE LTD	(3 114 240,54 €)	446 000 £	24 239 142 £	1 799 873 £	816 571,19 €
GL TRADE BV			5 238 620 €	873 482 €	537 290,00 €
GL TRADE IBERICA S.L.	(1 386 990,01 €)		5 778 000 €	934 516 €	706 669,97 €
GL TRADE SCHWEIZ AG	(1 216 303,83 €)		13 562 851 CHF	1 428 586 CHF	692 727,27 €
GL TRADE AUSTRALIA PTY LTD			7 676 744 AUD	656 213 AUD	
GL TRADE SOUTH AFRICA PTY LTD			10 050 522 ZAR	2 464 611 ZAR	183 836,80 €
GL TRADE BELGIUM	(3 790 336 €)		6 728 997 €	1 322 503 €	1 291 794,72 €
GLSIA		48 524 €	15 220 132 €	1 378 773 €	186 447,33 €
GL TRADE JAPAN KK	(3 424 512 €)		1 548 355 339 JPY	81 829 340 JPY	
GL SETTLE LTD			5 313 272 £	628 638 £	
GL TRADE SYSTEMS LTD HK	(3 556 081 €)		141 689 859 HKD	17 142 986 HKD	1 159 152,00 €
UBITRADE SA	(16 750 382 €)		14 671 406,13 €	6 061 663,26 €	3 981 480,00 €
GL TRADE MENA			5 945 147,96 €	2 599 465,36 €	2 466,48 €
UBITRADE OSI			(25 153 TND)	(162 488 TND)	17,92 €
GLT SOFTWARE UNIPessoal LDA	(100 550 €)		1 492 823,00 €	381 410,73 €	452 293,88 €
EMOS UK			0 £	0 £	180 082,66 €
GL TRADE OVERSEAS Inc. (ex Nyfix)			9 776 734,14 USD	(559 911,22 USD)	- €
GL TRADE TURQUIE			11 611,00 TRY	(42 740,17 TRY)	
GL TRADE SOFTWARE DOO			231 913,02 €	14 649,86 €	
GL TRADE TUNISIA			1 178 078,90 €	722 865,18 €	
Total	(42 721 991 €)				11 926 188,04 €

Organigramme juridique du Groupe

31 décembre 2007



Pour toutes les participations du Groupe, le pourcentage de droit de vote détenu est égal au pourcentage de capital détenu.

→ Renseignements à caractère général

Facteurs de risques

Risques liés à la volatilité des marchés et aux activités de marché

GL TRADE réalise l'essentiel de son chiffre d'affaires grâce aux solutions qu'il commercialise auprès des intermédiaires financiers et des sociétés d'investissement. Le Groupe estime que cette activité devrait continuer de générer la majeure partie de son chiffre d'affaires. GL TRADE est directement affecté par l'environnement politique et économique, les grandes tendances économiques et financières et les mutations des marchés sur lesquels ses clients sont présents. Une baisse des marchés pourrait avoir une incidence défavorable sur son résultat d'exploitation, en raison de la disparition d'un certain nombre d'intermédiaires financiers et d'intervenants. Des fluctuations de marché importantes pourraient par conséquent pénaliser considérablement l'activité, la situation financière et le résultat d'exploitation du Groupe. Le modèle économique du Groupe, qui repose en grande partie sur les abonnements, peut retarder l'impact de l'évolution des marchés sur le chiffre d'affaires. Une baisse de l'activité ne pénalisera le chiffre d'affaires qu'à l'échéance du contrat d'abonnement du client, si ce dernier décide de ne pas le reconduire ou de limiter le nombre de ses abonnements. De la même façon, une embellie des marchés n'affectera le chiffre d'affaires que lorsque les clients feront évoluer à la hausse le nombre d'abonnements qui leur sera alors nécessaire.

Risques liés à la concentration des établissements financiers

Les rapprochements entre grands établissements financiers pourraient inciter les clients de GL TRADE à réduire leurs effectifs de traders et susciter de nouvelles coupes dans les budgets d'investissement affectés aux systèmes informatiques. Dans ce contexte, les clients pourraient être tentés de réduire le nombre de stations et de contrats d'abonnement achetés à GL TRADE ou de modifier leur stratégie, en changeant de fournisseur ou en se dotant de solutions internes.

Risques liés à l'automatisation des marchés boursiers et à l'avènement des technologies de réseau

GL TRADE estime qu'une partie de la croissance de son activité sera alimentée par l'électronisation croissante des marchés boursiers basés sur des carnets d'ordres centralisés à travers le monde. Cette évolution s'est cependant stabilisée sur les grands marchés internationaux et le Groupe ne peut prévoir à quel rythme se poursuivront l'automatisation des marchés de faible ou moyenne envergure, la connexion des opérateurs de marché à un nombre croissant de marchés et la tendance à la délocalisation des membres. GL TRADE estime que le déploiement du GL NET devrait bénéficier de la poursuite du développement des technologies de réseau, mais ne peut affirmer que son réseau conservera son avantage concurrentiel par rapport aux autres réseaux électroniques.

Risques liés à l'obsolescence des produits et des évolutions technologiques

Le marché des produits et services proposés par GL TRADE est caractérisé par la rapidité des mutations technologiques, l'introduction fréquente de nouveaux produits et de nouvelles fonctionnalités, la mouvance de la demande des utilisateurs et l'évolution des normes du secteur. L'introduction d'améliorations technologiques ou de nouveaux standards dans l'industrie est susceptible de rendre obsolètes, et donc invendables, les produits et services existants. La réussite de GL TRADE passe donc nécessairement par l'amélioration constante de son offre existante de produits et services afin de ne pas se laisser distancer par les évolutions technologiques et de satisfaire les besoins toujours plus sophistiqués de ses clients. Dans le cas contraire, les produits et services du Groupe deviendront invendables ou inférieurs à ceux de la concurrence, mettant en danger son activité, sa situation financière et son résultat d'exploitation.

Le processus de développement des produits et services de GL TRADE est extrêmement complexe et requiert des efforts permanents. Les investissements du Groupe dans la recherche et le développement sont importants (12,8 % du chiffre d'affaires) et devraient augmenter. Tout retard pris par le Groupe dans le développement et le lancement de produits et services plus

perfectionnés (ou nouveaux) ou dans la mise en œuvre des mutations technologiques est susceptible de pénaliser son activité, sa situation financière et son résultat d'exploitation.

Risques liés à la concurrence intense

Les logiciels de gestion des ordres et de négociation électronique, les réseaux de négociation électronique et les services de diffusion de données boursières aux établissements financiers sont des secteurs d'activité extrêmement concurrentiels. GL TRADE estime également qu'une vive concurrence provient des services informatiques internes des clients les plus importants, et fluctue en fonction de leurs politiques internes de recours à la sous-traitance ou au contraire, d'externalisation.

Risques liés aux actions en justice

Le droit de GL TRADE de diffuser des données boursières est régi par des contrats de licence compliqués, qui régulent strictement l'affichage ou la diffusion d'informations financières aux tiers. Dans la mesure où le Groupe offre à ses clients un accès direct aux bourses et à d'autres informations, le contrôle strict des informations financières diffusées peut s'avérer difficile. GL TRADE est assujéti à des audits périodiques, conformément aux modalités de ces contrats de licence, qui peuvent l'exposer à des actions en justice, s'ils démontrent que GL TRADE ne limite pas l'affichage ou la diffusion des informations selon les termes des contrats.

Risques liés aux collaborateurs et responsables clés

Le succès futur de GL TRADE repose sur des collaborateurs clés. Le Groupe n'a pas souscrit de contrat d'assurance-vie pour ses salariés et responsables clés. Toute disparition ou toute impossibilité de l'un de ses collaborateurs clés à remplir ses fonctions, pour quelque raison que ce soit, pourrait avoir une incidence négative sur l'activité, la situation financière et les résultats de GL TRADE.

Risques liés à la capacité de GL TRADE à attirer, recruter et retenir les compétences

La continuité de la réussite de GL TRADE dépendra, dans une large mesure, de sa capacité à attirer, recruter et retenir des collaborateurs

compétents et motivés. GL TRADE a instauré un certain nombre de mesures destinées à recruter, puis à retenir des collaborateurs compétents, tels que des développeurs, des administrateurs systèmes et des ingénieurs réseaux. Cependant, ce type de compétences étant très demandé, le Groupe ne peut garantir qu'il sera en mesure de recruter et de fidéliser ses collaborateurs, sans devoir encourir des coûts prohibitifs. L'impossibilité de recruter et de retenir de telles compétences pourrait affecter l'activité, la situation financière et les résultats de GL TRADE.

Risques liés aux incidents techniques ou aux erreurs humaines, susceptibles d'entraîner la perte de clients

GL TRADE dépend de la performance de ses systèmes informatiques sophistiqués pour fournir ses services à sa clientèle. La surcharge des systèmes ou les incidents techniques pourraient provoquer des retards ou l'interruption des systèmes. Bien que le Groupe dispose de systèmes de secours et assure une maintenance régulière pour minimiser le nombre de défaillances techniques, il ne peut totalement éliminer le risque de difficultés techniques, qui peuvent par conséquent survenir de temps à autre. GL TRADE investit des ressources considérables pour assurer la fiabilité et la disponibilité de ses réseaux, dans le but de réduire le risque de défaillance. Cependant, le Groupe ne peut avoir l'assurance que les efforts déployés pour limiter les pannes seront toujours suffisants.

Risques liés à la vulnérabilité de GL NET en terme de sécurité, susceptibles de compromettre les informations relatives aux transactions de ses clients

En tant qu'opérateur de réseau électronique, GL TRADE est vulnérable au risque d'effraction de ses systèmes informatiques et de ceux de ses clients. Bien que le Groupe investisse des ressources considérables pour assurer la sécurité de son réseau GL NET, il ne peut totalement éliminer le risque d'effraction. Une éventuelle effraction pourrait entraîner l'interruption partielle des systèmes informatiques de GL TRADE. L'architecture intrinsèque du réseau GL NET assure une segmentation des risques. La divulgation d'informations confidentielles ou la falsification d'ordres des clients restent improbables. Les contrats signés avec les clients

comportent des clauses limitant la responsabilité de GL TRADE en de telles circonstances. Cependant, le Groupe ne peut avoir la certitude que ces clauses suffiront à dégager sa responsabilité en toutes circonstances.

Risques environnementaux

Compte tenu de son activité de conception et d'édition de logiciels, GL TRADE est par nature exposé à un nombre limité de risques en matière environnementale.

Risques liés aux actions GL TRADE

Financière Montmartre est une société holding dont l'unique objet est de détenir les actions GL TRADE. Au 31 décembre 2007, EURONEXT PARIS S.A. détient 57,77 % du capital de Financière Montmartre, le solde appartient aux dirigeants de GL TRADE et à leurs familles. EURONEXT PARIS S.A. détient également une participation directe de 8,2 % dans GL TRADE. EURONEXT PARIS S.A. et les dirigeants de GL TRADE peuvent par conséquent contrôler l'issue de décisions requérant l'approbation des actionnaires, y compris la nomination des membres du Conseil d'Administration, la distribution de dividendes et l'approbation de certaines opérations d'envergure, quel que soit le vote des autres actionnaires de GL TRADE.

Risques juridiques

La réussite de GL TRADE dépend, dans une large mesure, de ses droits de propriété intellectuelle. La stratégie de protection mise en œuvre par le Groupe pour ses droits de propriété intellectuelle repose aujourd'hui sur le dépôt des codes sources, les accords de confidentialité et autres restrictions contractuelles concernant la copie et la distribution de sa technologie propriétaire. Les procès intentés pour faire valoir ses droits de propriété intellectuelle ou protéger ses secrets commerciaux peuvent entraîner des coûts importants, sans garantie de résultat. L'incapacité de GL TRADE à protéger ses droits de propriété intellectuelle pourrait mettre en danger son activité, sa situation financière et son résultat d'exploitation. Les moyens dont dispose le Groupe pour protéger ses droits de propriété intellectuelle en France, aux Etats-Unis ou dans tout autre pays dans

lequel GL TRADE est présent, pourraient ne pas être adéquats pour protéger efficacement ses droits de propriété intellectuelle. En outre, tous les pays n'offrent pas le même niveau de protection des droits de propriété intellectuelle que les législations françaises ou américaines. De la même façon, si des tiers accusaient GL TRADE de violer leurs droits de propriété intellectuelle, le Groupe pourrait devoir supporter des coûts importants ou être contraint de mobiliser des ressources considérables pour se défendre contre de telles accusations. Si le Groupe ne parvenait pas à se défendre avec succès, il pourrait perdre ses droits à la technologie dont il a besoin pour développer son activité, ce qui pourrait entraîner des pertes de parts de marché ou l'obligation d'acquiescer des droits de licence élevés pour l'utilisation de cette technologie.

En termes de propriété intellectuelle, GL TRADE est propriétaire de toutes ses marques qui ont été déposées auprès des organismes compétents tant au plan national qu'international.

Les logiciels développés par GL TRADE sont la propriété exclusive de la société. Leur protection est assurée au regard du droit d'auteur aussi bien en France qu'à l'étranger.

D'autre part, le développement croissant des dépôts de brevets, en particulier aux Etats-Unis, portant sur des méthodes et outils de négociations sur les marchés financiers ne permet pas au Groupe d'avoir l'assurance de ne pas contrefaire un quelconque droit de propriété industrielle. GL TRADE étudie actuellement les modalités pour protéger ses logiciels aux Etats-Unis, via le dépôt de brevets.

En tout état de cause il n'existe pas d'autres litiges ou arbitrage, que ceux mentionnés dans la Note 27, susceptibles d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière de la société GL TRADE, son activité, son résultat et le cas échéant sur son Groupe.

Risques sociaux

Le Groupe n'est pas exposé à des risques sociaux autres que ceux pouvant intervenir dans la vie sociale normale des entreprises.

Assurance

La société a souscrit auprès de sociétés notoires et internationalement connues des polices couvrant sa responsabilité civile à des niveaux de couverture que la Direction estime suffisants.

Pour couvrir ses engagements contractuels, le Groupe a notamment souscrit une assurance Responsabilité Civile couvrant sa responsabilité civile Professionnelle à hauteur de 12,5 M€ avec une franchise de 150 K€ par sinistre et sa responsabilité civile exploitation à hauteur de 15 M€ avec une franchise de 1,5 K€ par sinistre et par an. Par ailleurs une police « dommages aux biens et pertes d'exploitation » a été souscrite pour un montant de couverture global de 41 M€ dont 24 M€ au titre du volet pertes d'exploitation. Par ailleurs, GL TRADE a souscrit une assurance responsabilité civile des mandataires sociaux, et ce pour un plafond de garanties de 10 M€. Le montant annuel des primes d'assurance payées au titre de l'exercice sur ces polices s'élève à 755 K€.

Le Groupe GL TRADE n'a pas identifié de risques significatifs nécessitant la souscription d'autres contrats d'assurance.

La société a procédé à une revue de ses risques et considère, en l'état actuel de la situation, qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

→ Organes d'administration et de direction

Déclaration de conformité : La société GL TRADE SA se conforme au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur en France, à l'exception de la nomination d'administrateur indépendant.

Conseil d'administration

Le Conseil d'Administration est actuellement composé de 4 membres.

Le mandat des administrateurs, Messieurs Pierre GATIGNOL, Louis-Christophe LAURENT, Serge HARRY et la société EURONEXT PARIS a été renouvelé lors de l'Assemblée Générale du 25 mai 2004.

Leurs mandats expirent à l'AGO appelée à statuer en 2010 sur les comptes de l'exercice 2009.

Messieurs Pierre GATIGNOL et Louis-Christophe LAURENT ont été nommés respectivement Président Directeur Général et Directeur Général Délégué par le Conseil d'Administration du 20 juin 2007.

Autres mandats principaux exercés par les mandataires sociaux

Pierre GATIGNOL

Fonctions en 2007

• **Président Directeur Général** d'UBITRADE SA
• **Administrateur** de GL multimedid, Financière Montmartre • **Président et Directeur** de GL TRADE (Suisse) SA, GL TRADE Holdings Inc., GL SETTLE Inc., GL TRADE Overseas Inc. • **Directeur** de GL TRADE Ltd, GL TRADE Americas Inc, GL TRADE Solutions Pte Ltd, GLESIA, GL TRADE BV, GL TRADE Australia Pty Ltd, GL TRADE Japan KK, GL TRADE Belgium SA, GL TRADE South Africa Pty Ltd, GL SETTLE Ltd, GL TRADE Systems Ltd, EMOS Futures Ltd, GL TRADE Capital Market Inc. • **Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG. • **Cogérant** de GL TRADE Mena, UBITRADE Osi, GL TRADE Tunisia, GL TRADE Iberica SL, GLT SOFTWARE Unipessoal Lda • **Gérant** de GL TRADE Bilgisayar Hizmetleri Ticaret Limited Sirketi (Turquie).

Fonctions en 2006

• **Administrateur** de GL multimedid • **Président Directeur Général** d'UBITRADE SA • **Administrateur** de la Financière Montmartre • **Directeur** de GL TRADE Ltd, GL TRADE Americas Inc, GL TRADE Solutions Pte Ltd, GL TRADE BV, GL TRADE Schweiz AG, GL TRADE Australia Pty Ltd, GL TRADE Japan KK, GL TRADE Belgium SA, GL TRADE South Africa Pty Ltd, GL SETTLE Ltd, GL TRADE Systems Ltd, GL SETTLE Inc., GL TRADE Holdings Inc., EMOS Futures Ltd, GL TRADE Overseas Inc • **Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG • **Cogérant** de GL TRADE Mena, UBITRADE Osi, GL TRADE Iberica SL., GLT SOFTWARE Unipessoal Lda • **Gérant** de GL TRADE Bilgisayar Hizmetleri Ticaret Limited Sirketi (Turquie).

Fonctions en 2005

• **Administrateur** de GL multimedid • **Président Directeur Général** d'UBITRADE SA • **Administrateur** de la Financière Montmartre • **Directeur** de GL TRADE

Ltd, GL TRADE Americas Inc, GL TRADE Solutions Pte Ltd, GL TRADE BV, GL TRADE Schweiz AG, GL TRADE Australia Pty Ltd, GL TRADE Japan KK, GL TRADE Belgium SA, GL TRADE South Africa Pty Ltd, GL SETTLE Ltd, GL TRADE Systems Ltd, 4D Trading, UBITRADE Ltd, UBITRADE Inc, GL SETTLE Inc., GL TRADE Holdings Inc. •**Membre du conseil de surveillance** de GL TRADE AG. •**Cogérant** de GL TRADE Mena, GL TRADE Iberica S.L..

Fonctions en 2004

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** d'UBITRADE SA •**Administrateur** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL TRADE Ltd, GL Consultants Inc, GL TRADE Solutions Pte Ltd, GL TRADE Asia Ltd, GL TRADE BV, GL TRADE Schweiz AG, GL TRADE Australia Pty Ltd, GL TRADE Japan KK, GL TRADE Belgium SA, GL TRADE South Africa Pty Ltd, GL SETTLE Ltd, GL TRADE Systems Ltd, 4D Trading, UBITRADE Pty Ltd, UBITRADE UK Ltd, UBITRADE Inc . •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG. •**Co-gérant** de GL TRADE Iberica S.L..

Fonctions en 2003

•**Administrateur** de GL multimedias •**Administrateur** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL TRADE UK, GL Consultants Inc, GL TRADE Solutions Pte Ltd, GL TRADE Asia Ltd, GL TRADE BV, GL TRADE Schweiz AG, GL TRADE Australia Pty Ltd, GL TRADE Japan KK, GL TRADE Belgium SA, Finsoft Ltd, GL TRADE South Africa Pty Ltd, GL SETTLE Ltd (ex MSTs UK), GL TRADE Systems Ltd (ex MSTs HK), GL TRADE Systems KK (ex MSTs kk), 4D Trading •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG •**Co-gérant** de GL TRADE Iberica S.L..

Louis-Christophe LAURENT

Fonctions en 2007

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** Financière Montmartre •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG.

Fonctions en 2006

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL TRADE Americas Inc •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2005

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL TRADE Americas Inc •**Membre du conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2004

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL Consultants Inc •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2003

•**Administrateur** de GL multimedias •**Président Directeur Général** de la Financière Montmartre •**Directeur** de GL Consultants Inc •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Frédéric MORIN

Fonctions en 2007

•**Administrateur** de GL multimedias •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2006

•**Administrateur** de GL multimedias •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2005

•**Administrateur** de GL multimedias •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2004

•**Administrateur** de GL multimedias •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Fonctions en 2003

•**Administrateur** de GL multimedias •**Membre du Conseil de surveillance** de GL TRADE AG..

Yassine BRAHIM

Fonctions en 2007

•**Directeur** de GL TRADE Ltd, GL SETTLE Ltd, GL TRADE Overseas Inc. •**Cogérant** de UBITRADE OSI, GL TRADE Tunisia SARL.

EURONEXT Paris SA

Fonctions en 2007

• **Administrateur** de la Financière Montmartre SA, GL Multimédia SA, SEPB SA, Powernext SA, Financière Evènement SA, Sicovam Holding SA, Bluenext SA, EURONEXT Real Estate SA/ NV (Belgique).

Fonctions en 2006

• **Administrateur** de EURONEXT Brussels SA/NV, EURONEXT Amsterdam NV, EURONEXT Lisbon - Sociedade Gestora de Mercados Regulamentados SA, Euroclear Plc, Liffe Administration and Management, LCH.Clearent Group Ltd, Liffe (Holding) Plc • **Administrateur** d'EURONEXT UK Plc, Financière Montmartre, SICOVAM Holding et EURONEXT Real Estate SA/NV • **Président du Directoire** d'EURONEXT NV • **Président Directeur Général** d'EURONEXT Paris SA • **Président du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT Market Solutions Holding SAS • **Président** de MTS France et de MBE Holding Spa • **Membre du Conseil de surveillance** de ATOS Origin et MTS SpA.

Fonctions en 2005

• **Administrateur** de EURONEXT Brussels SA/ NV, EURONEXT Amsterdam NV, EURONEXT Lisbon - Sociedade Gestora de Mercados Regulamentados SA, Sicovam Holding, Euroclear Plc, Liffe Administration and Management, LCH. Clearent Group Ltd, Liffe (Holding) Plc, Atos Origin • **Président et administrateur** d'EURONEXT UK Plc, Financière Montmartre. • **Président du Directoire** d'EURONEXT NV • **Président Directeur Général** d'EURONEXT Paris SA • **Président du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT Market Solutions Holding SAS • **Président** de MTS France.

Fonctions en 2004

• **Administrateur** de la Financière Montmartre, EURONEXT brussels SA/NV, EURONEXT Amsterdam NV, EURONEXT UK Plc, EURONEXT Lisbon – sociedade Gestora de Mercados Regulamentados SA, Sicovam holding, Euroclear Plc, EURONEXT Liffe, LCH Clearent group Ltd. • **Président du Directoire** d'EURONEXT NV • **Président Directeur Général** d'EURONEXT Paris SA • **Président du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT • **Membre du Conseil de surveillance** d'Atos Origin • **Gérant** de EURONEXT GmbH • **Président** d'EURONEXT Inc et MTS France SAS.

Fonctions en 2003

• **Représentant permanent** d'EURONEXT Paris dans Financière Montmartre • **Administrateur** de LCH. Clearent Group Ltd, EURONEXT UK Plc, EURONEXT Liffe, EURONEXT Amsterdam, EURONEXT Brussels, EURONEXT Lisbon, Euroclear Bank • **Président du Directoire** d'EURONEXT NV • **Président Directeur Général** d'EURONEXT Paris SA • **Président du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT • **Membre du Conseil de surveillance** d'Atos Origin, Gérant de EURONEXT GmbH • **Président** d'EURONEXT Inc et MTS France SAS.

Serge HARRY

Fonctions en 2007

• **Représentant permanent** de EURONEXT Paris SA dans Financière Montmartre et SEPB SA • **Président Directeur Général** et • **Administrateur** de Bluenext SA • **Directeur** de Liffe Administration and Management.

Fonctions en 2006

• **Représentant permanent** d'EURONEXT Paris SA dans la société SEPB • **Membre du Conseil de surveillance** de MTS SpA.

Fonction en 2005

• **Représentant permanent** d'EURONEXT Paris SA dans la société SEPB.

Fonctions en 2004

• **Administrateur** EURONEXT London • **Représentant permanent** d'EURONEXT Paris dans la société SEPB • **Membre du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT.

Fonctions en 2003

• **Représentant permanent** d'EURONEXT Paris dans la société SEPB • **Membre du Conseil de surveillance** d'Atos-EURONEXT.

→ Rémunération des mandataires sociaux

Mandataire En K€		Contrat de travail			Mandat social		
		2007	2006	2005	2007	2006	2005
Pierre GATIGNOL	Fixe et avantages en nature	116	110	105	84	79	76
	Variable	112	94	81			
	Retraite (Art 83)	5	5	5			
Louis-Christophe LAURENT	Fixe et avantages en nature	Néant	Néant	Néant	80	80	76
	Variable	Néant	Néant	Néant	20	19	16
Frédéric MORIN	Fixe et avantages en nature	59	59	59	Néant	Néant	Néant
	Variable	24	23	19			
Yassine BRAHIM	Fixe et avantages en nature	246	Néant	Néant			
	Variable	98	Néant	Néant			
	Retraite (Art 83)	30					
Serges HARRY	Fixe et avantages en nature	Néant	Néant	Néant		Néant	Néant
	Variable	Néant	Néant	Néant		Néant	Néant

Base brute avant impôts

Aucun jeton de présence n'a été alloué aux membres du Conseil d'Administration au cours de l'année 2007.

Aucune prime n'est prévue pour les mandataires sociaux en cas de nomination ou de départ du Conseil d'Administration de GL TRADE SA.

→ Autres informations concernant les mandataires sociaux

A la connaissance de la société, aucun mandataire social n'a, au cours des cinq dernières années, fait l'objet d'une condamnation pour fraude, ni d'une incrimination et/ou sanction publique officielle, ou été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation en tant que membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance, et n'a pas été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur.

Adresses professionnelles des mandataires sociaux

Monsieur Pierre GATIGNOL
42, rue Notre dame des Victoires
75002 Paris - France

Monsieur Louis-Christophe LAURENT
42, rue Notre dame des Victoires
75002 Paris - France

Monsieur Frédéric MORIN
42, rue Notre dame des Victoires
75002 Paris - France

Monsieur Yassine BRAHIM
GL TRADE Ltd
47/53 Cannon street
ECAM 5SH London - United Kingdom

EURONEXT PARIS SA
Palais de la Bourse, place de la Bourse
75002 Paris - France

Monsieur Serge HARRY
Palais de la Bourse, place de la Bourse
75002 Paris - France

→ Organes de direction

Composition

Se référer au paragraphe Gouvernance page 19

Rémunération des organes de direction

La rémunération brute globale versée aux membres de la direction du Groupe GL TRADE (Group Managing Board +) s'est élevée à 3 407K€ en 2007. Cette rémunération n'inclut pas les stock-options qui leur sont allouées.

→ Honoraires de commissariat aux comptes

L'Assemblée Générale du 20 juin 2007 a nommé en remplacement, en qualité de nouveaux Commissaires aux Comptes titulaires et pour une durée de 6 exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer en 2013 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012, les cabinets PricewaterhouseCoopers représenté par Monsieur Jean-François CHÂTEL

et Continentale d'Audit représenté par Mair FERERES.

Ont été nommés Commissaires aux Comptes suppléants Monsieur Etienne BORIS et le cabinet ATD France représenté par Jean-Luc SFEZ.

Au cours de l'exercice 2007, le montant hors taxes des honoraires de commissariat aux comptes et des prestations d'experts indépendants effectuées à la demande des commissaires aux comptes et de leur réseau dans le cadre de leur mission s'élève à :

en K€	PWC			Continentale d'Audit		
	Montant HT	%		Montant HT	%	
	2007	2007	2006	2007	2007	2006
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	395	94%	0	183	84%	0
Emetteur	280	67%	0	183	84%	0
Filiales intégrées globalement	115	27%	0	0	0%	0
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	26	6%	0	36	16%	0
Emetteur	0	0%	0		0%	0
Filiales intégrées globalement	26	6%	0	36	16%	0
Sous-total	421	100%	0	219	100%	0
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	0	0%	0	0	0%	0
Juridique, fiscal, social	0	0%	0	0	0%	0
Honoraires sur acquisition	0	0%	0	0	0%	0
Sous-total	0	0%	0	0	0%	0
Total	421	100%	0	219	100%	0

en K€	KPMG						AD Conseils					
	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%
	2007	2007	2006	2006	2005	2005	2007	2007	2006	2006	2005	2005
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	0	0%	502	67%	404	65%	0	0%	190	95%	131	100%
Emetteur			298	40%	261	42%			120	60%	100	76%
Filiales intégrées globalement			204	27%	143	23%			70	35%	31	24%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	0	0%	75	10%	113	18%	0	0%	0	0%	0	4%
Emetteur			49	7%	77	12%						0%
Filiales intégrées globalement			26	3%	36	6%						4%
Sous-total	0	0%	577	77%	517	83%	0	0%	190	95%	131	100%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement	0	0%	176	23%	109	17%	0	0%	9	0%		0%
Juridique, fiscal, social			7	1%								
Honoraires sur acquisition			169	22%					9	5%		
Sous-total	0	0%	176	23%	109	17%	0	0%	9	5%	0	0%
Total	0	0%	753	100%	626	100%	0	0%	199	100%	131	100%

→ Renseignements de caractère général concernant l'émetteur

Dénomination sociale

GL TRADE

Siège social

42, rue Notre Dame des Victoires
75002 PARIS

Forme juridique

Société anonyme à Conseil d'Administration régie par les articles L. 225-1 à L. 225-257 et les articles R. 225-2 à R. 228-23 du code de commerce.

Durée de la Société

99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés (le 25 août 1988), sauf cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Objet social (Article 2 des statuts)

La société a pour objet :

- de vendre ou de louer sous forme de services des produits financiers et informatiques, assortis de toutes les opérations commerciales liées à ces transactions et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achats de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

- et généralement toutes opérations financières, commerciales, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à tous objets spécifiés ci-dessus ou à tout autre patrimoine social.

Numéro de R.C.S.

R.C.S. PARIS B 347 600 645.
Code A.P.E. : 5829 A.

Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Répartition statutaire des bénéfices (Articles 33 et 34 des statuts)

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ce fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes mises en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Après prélèvement des sommes portées en réserve en application de la loi, l'Assemblée Générale peut prélever sur ce bénéfice toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

Les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice. L'Assemblée Générale peut, en outre, décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en actions ou en numéraires. La même option peut être accordée pour les distributions d'acomptes sur dividendes.

Assemblées Générales (Articles 22 à 30 des statuts)

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées quelque soit le nombre de ses actions, sous réserve des dispositions légales.

Clauses statutaires particulières

Existence de seuils statutaires (Article 10 des statuts)

Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir directement ou indirectement un pourcentage du capital ou des droits de vote (si le nombre ou la répartition des droits de vote ne correspondent pas au nombre et à la répartition des actions) au moins égal à 1 % ou à tout multiple de ce pourcentage, jusqu'au seuil de 67 %, doit informer la société de sa participation ainsi que des variations ultérieures de cette participation. L'information doit être communiquée à la société dans un délai de quinze jours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social.

Les informations mentionnées au paragraphe précédent sont également faites dans les mêmes délais lorsque la participation devient inférieure aux seuils qui y sont prévus.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les Assemblées d'actionnaires si, à l'occasion d'une Assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 1 % du capital ou des droits de vote en font la demande lors de cette Assemblée. Dans ce cas, les actions privées du droit de vote ne retrouvent ce droit qu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la notification.

Titres au porteur identifiables (Article 10 des statuts)

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-2 du Nouveau Code de Commerce (ex article 263-1 de la loi du 24 juillet 1966), la société est en droit de demander à tout moment, contre rémunération à sa charge, à l'organisme central chargé de la compensation des titres, l'identité des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

→ Renseignements à caractère général concernant le capital

Capital social

Le Conseil d'Administration du 20 juin 2007 a pris acte de la levée de 6 320 stock-options, réalisée du 1^{er} janvier 2007 au 20 juin 2007. Le capital social à cette date est de 292 973 € divisé en 9 607 541 actions, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Le Conseil d'Administration du 10 mars 2008 a pris acte de la levée de 2 720 stock-options, réalisée du 21 juin 2007 jusqu'au 31 décembre 2007. Le capital social est de 293 056 € divisé en 9 610 261 actions, entièrement libérées et toutes de même catégorie.

Capital potentiel

Le Conseil d'Administration a la faculté d'octroyer dans les limites définies ci-dessous des options de souscriptions d'actions GL TRADE SA aux salariés du Groupe. Cette autorisation expire le 25 juillet 2008.

Le Conseil d'Administration a la faculté de procéder à des augmentations de capital dans la limite de 10% du capital social de GL TRADE SA évalué au 30 mai 2006. Cette autorisation expire le 30 juillet 2008.

	Nombres d'actions pouvant être créées par augmentation de capital	Nombre d'actions pouvant être créées par exercice des options de souscription	Valeur nominale	Capital social	En % du capital
Capital autorisé par l'AGE du 30/09/98		206 596	0,03 €	6 299,80 €	2,2%
Capital autorisé par l'AGE du 15/10/01		258 245	0,03 €	7 874,75 €	2,7%
Options exercées en 2002		(6 000)	0,03 €	(182,96 €)	(0,1%)
Options exercées en 2003		(2 500)	0,03 €	(76,23 €)	(0,0%)
Options exercées en 2004		(20 050)	0,03 €	(601,50 €)	(0,2%)
Options exercées en 2005		(46 166)	0,03 €	(1 384,98 €)	(0,5%)
Options exercées en 2006		(23 780)	0,03 €	(713,40 €)	(0,2%)
Options exercées en 2007		(9 040)	0,03 €	(271,20 €)	(0,1%)
Options annulées		(128 460)	0,03 €	(3 853,80 €)	(1,3%)
Options non attribuées mais toujours attribuable		(30 625)	0,03 €	(918,75 €)	(0,3%)
Capital autorisé par l'AGE du 25/05/05		190 625	0,03 €	5 718,75 €	2,0%
Capital autorisé par l'AGE du 30/05/06	973 533		0,03 €	29 205,99 €	10,1%
Capital potentiel	973 533	388 845	0,03 €	41 096,47 €	4,1%

Le nombre d'actions composant le capital potentiel de GL TRADE est de 10 972 639. Le pourcentage de dilution total est de 12,42% à la date de parution du document de référence.

L'effet dilutif présenté dans les comptes consolidés publiés en IFRS a été déterminé avec la méthode du rachat d'actions. Elle diffère de la méthode présentée ci-dessus.

Options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 30 septembre 1998 a autorisé le Conseil d'Administration à attribuer jusqu'à 2% du capital sous forme d'options de souscription d'actions, soit 206 596 options. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 octobre 2001 a accordé au Conseil d'Administration une autorisation

supplémentaire de 2,5% du capital social, soit 258 245 options.

L'Assemblée Générale Mixte du 25 mai 2005 a pris acte de la fin de validité du précédent plan de stock-options et a autorisé un nouveau plan de stock-options, portant sur 190 625 actions, soit 2 % du capital. A ce jour le Conseil d'Administration a attribué 160 000 stock-options sur ce plan. L'autorisation est consentie pour une durée maximale de 38 mois et expire le 25 juillet 2008. Les options consenties pourront s'exercer pendant une durée ne dépassant pas 7 ans à partir du jour où elles auront été consenties.

Au 31 mars 2008, 388 845 stock-options ont été attribuées et sont en cours de validité, 9 040 stock-options ont été exercées pendant l'année.

Date du Conseil d'administration	02/03/2001	19/06/2001	03/12/2001	02/08/2002	24/10/2003	29/11/2004	25/07/2007	Total
Nombre total de stock-options attribuées	8 800	8 100	151 360	900	143 960	7 500	160 000	480 620
- dont attribuées aux mandataires sociaux (1)	0	0	0	0	0	0	10 000	10 000
Point de départ d'exercice des options	02/03/2004	19/06/2004	03/12/2004	02/08/2005	24/10/2006	01/12/2007	13/08/2010	
Date d'expiration	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	7 ans	
Prix de souscription	36,11	39,40	36,89	39,11	26,89	27,17	37,59	
Modalités d'exercice	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	
Nombre d'options exercées au 31-03-2008 cumulées	0	0	7 980	0	2 640	0	0	10 620
Nombre de personnes concernées par les options exercées au 31-03-2008	0	0	11	0	4	0	0	15
Options de souscription d'actions annulées au 31-03-2008	8 800	0	0	0	0	0	10 500	19 300
Total des options annulées depuis l'origine	8 800	0	48 435	0	10 920	2 500	10 500	81 155
Options de souscription d'actions restantes au 31-03-2008	0	8 100	94 945	900	130 400	5 000	149 500	388 845
Nombre de personnes concernées par ces options	0	11	205	1	94	2	54	268
Options détenues au 31-03-2008 par les dix premiers attributaires salariés	0	0	28 100	0	69 300	0	31 300	128 700

(1) personnes occupant ces fonctions au 31 mars 2008. Le Conseil d'Administration du 25 juillet 2007 a octroyé 5 000 options de souscription d'actions à Monsieur GATIGNOL et 5 000 options de souscription d'actions à Monsieur BRAHIM. Aucune option de souscription d'actions n'a été accordée aux autres mandataires sociaux.

Au 31 décembre 2007, le pourcentage de dilution maximale déterminé en tenant compte des stocks options restantes et des stocks options autorisées non encore attribuées est de 4,05%.

Options de souscription d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'option attribuées / d'actions souscrites	Prix moyen pondéré	Plan du 13/08/2007	Plan du 03/12/2001	Plan du 24/10/2003	Plan du 29/11/2004
Options consenties, durant la période, par l'émetteur et par toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé	48 600	37,59 €	48 600			7 500
Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant la période, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé	8 800	33,89 €		6 160	2 640	

Autres titres donnant accès au capital

Néant

Tableau d'évolution du capital depuis l'introduction en bourse

Date de l'AGE	Date du CA	Nature de l'opération	Augmentation / réduction de capital	Prime d'émission	Réserves facultatives	Nombre de titres émis	Montant cumulé du capital social	Nombre cumulé de titres	Nominal des titres
30/09/98	15/09/98	Augmentation de capital par émission d'actions sur le marché	46 000 F	24 093 217 F		230 000	2 046 000 F	10 230 000	0,20 F
		Augmentation de capital réservée aux salariés	19 957 60 F	9 405 798,15 F		99 788	2 065 957,60 F	10 329 788	0,20 F
30/05/01	02/03/01	Augmentation de capital par incorporation de réserves et conversion en euros	46,80 €			0	315 000 €	10 329 788	0,03 €
	04/03/03	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	182,96 €	91 017,04 €		6 000	315 182,96 €	10 335 788	0,03 €
	06/03/04	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	76,24 €	30 442,76 €		2 500	315 259,20 €	10 338 288	0,03 €
	27/07/04	Réduction du capital social par annulation d'action	(25 221,00 €)	(4 998 847,35 €)	(15 900 625,65 €)	(827 063)	290 038,00 €	9 511 225	0,03 €
	27/07/04	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	164,00 €	81 308,00 €		5 360	290 202,00 €	9 516 585	0,03 €
	11/03/05	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	448,00 €	214 468,00 €		14 690	290 650,00 €	9 531 275	0,03 €
	25/05/05	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	898,00 €	423 663,20 €		29 466	291 548,00 €	9 560 741	0,03 €
	07/03/06	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	508,00 €	249 445,00 €		16 700	292 056,00 €	9 577 441	0,03 €
	30/05/06	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	663,00 €	364 663,20 €		21 781	292 719,00 €	9 599 221	0,03 €
	06/03/07	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	61,00 €	24 359,00 €		2 000	292 780,00 €	9 601 221	0,03 €
	20/06/07	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	193,00 €	1 509 550,20 €		6 320	292 973,00 €	9 607 541	0,03 €
	10/03/08	Augmentation de capital par exercice de plans de stock option	83,00 €	73 857,80 €		2 720	293 056,00 €	9 610 261	0,03 €

Capital et droit de vote

Les statuts de la société ne prévoyant pas de droit de vote double, les pourcentages en droits de vote sont identiques aux pourcentages en capital indiqués ci-après. Il n'y a pas de limitation en droit de vote.

Répartition du capital social – évolution sur 5 ans

Actionnaires	Au 31/12/2003		Au 31/12/2004		Au 31/12/2005		Au 31/12/06		Au 31/12/07	
	Nbre d'actions	% en capital	Nbre d'actions	% en capital	Nbre d'actions	% en capital	Nbre d'actions	% en capital	Nbre d'actions	% en capital
Financière Montmartre	5 300 000	51,3%	5 300 000	55,6%	5 299 998	55,3%	5 299 998	55,2%	5 299 998	55,2%
Groupe Reuters	3 535 000	34,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Euronext	110 000	1,1%	1 143 828	12,0%	944 279	9,9%	891 674	9,3%	785 422	8,2%
Famille Laurent / SCI Gagnières	198 143	1,9%	135 761	1,4%	60 786	0,6%	60 786	0,6%	45 892	0,5%
Famille Gatignol	113 224	1,1%	35 842	0,4%	1	0,0%	172 344	1,8%	144	0,0%
Famille Morin	38 633	0,4%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	296	0,0%
Public hors salariés	901 633	8,7%	2 799 833	29,4%	3 161 155	33,0%	3 032 236	31,6%	3 345 526	34,7%
dont Financière de l'Echiquier (Groupe MMA) *									285 600	3,0%
dont SGAM *			143 393	1,5%	215 866	2,3%	215 866	2,2%	228 636	2,4%
dont Morgan Stanley *									219 359	2,3%
dont Henderson *									205 000	2,1%
dont Metropole Gestion *									178 380	1,9%
dont CDC *			98 470	1,0%	61 412	0,6%	61 412	0,6%	162 039	1,7%
dont Lazard *									159 299	1,7%
dont Dexia Asset Management *					249 958	2,6%	249 958	2,6%	148 072	1,5%
dont T ROWE Price *									125 000	1,3%
dont AXA *									113 393	1,2%
dont Objectif second marché *			107 000	1,1%	1	0,0%	1	0,0%	0	0,0%
Public PEE Salariés	133 155	1,3%	116 011	1,2%	111 222	1,2%	120 403	1,3%	124 663	1,3%
Actions issue de la levée d'options en période de blocage	8 500	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	23 780	0,2%	8 320	0,1%
Total	10 338 288	100,0%	9 531 275	100,0%	9 577 441	100,0%	9 601 221	100,0%	9 610 261	100,0%

(*) Il s'agit du nombre de titres déclarés par ces entités respectives au moment du passage de seuil de 1%.

La société GL TRADE SA, contrôlée par le Groupe Nyse EURONEXT par l'intermédiaire de la Holding Financière Montmartre respecte la réglementation européenne de séparation des pouvoirs au sein de son gouvernement d'entreprise. Des mesures visant à s'assurer que le contrôle ne soit pas exercé de manière abusive ont été prises, avec notamment la création de Comités Ad Hoc et la nomination du Président du Conseil d'Administration choisi parmi les membres fondateurs du Groupe.

La Financière Montmartre est une société holding ayant pour unique objet la détention d'actions GL TRADE. Son capital est détenu par EURONEXT PARIS à hauteur de 57,77%, 42,23% étant détenues par les familles Laurent, Gatignol, et Morin.

A la connaissance de la société GL TRADE, il n'existe pas d'action GL TRADE qui ait été donnée en nantissement par des actionnaires.

A la connaissance de la société GL TRADE, il n'existe pas d'autres actionnaires détenant di-

rectement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 1% du capital ou des droits de vote.

Programme de rachat d'actions

Le Conseil d'Administration du 9 novembre 2006 a convoqué une Assemblée Générale Ordinaire réunie extraordinairement le 15 décembre 2006 afin de soumettre aux actionnaires l'autorisation à donner au conseil pour acheter ou vendre des titres de la société dans le cadre d'un programme de rachat d'actions.

Ce programme de rachat avait notamment pour objet de régulariser le contrat de liquidité avec Oddo, en conformité avec la charte de déontologie de l'Association Française des Entreprises d'investissement et honorer l'engagement vis-à-vis de Monsieur Gérard Varjacques de lui livrer des titres de GL TRADE SA en échange de ses titres GL TRADE Americas.

L'Assemblée Générale s'est donc réunie le 15 décembre 2006 et a autorisé le programme de rachat portant sur 10% du capital. Cette

autorisation a une validité de dix huit mois et expire le 15 juin 2008. Le prix maximum d'achat par la société de ses propres actions ne devant être supérieur à 50€ par action selon les termes de l'autorisation, le montant maximum que la société serait susceptible d'acheter est de 47 996 100 €.

Le Conseil d'Administration du même jour suite à l'Assemblée Générale, a donné tout pouvoir au Président Directeur Général pour racheter 200 000 € de titres GL TRADE SA et signer le nouveau contrat de liquidité avec Oddo, et racheter des titres GL TRADE SA et les remettre à Gérard Varjacques en échange des titres que ce dernier détient dans GL TRADE Americas Inc.

Au 31 décembre 2007, le Groupe, par l'intermédiaire de GL TRADE SA, possède 4 550 actions propres.

	Au 31 déc 2007	Au 31 déc 2006	Au 31 déc 2005	Au 31 déc 2004
Stocks options attribuées en cours de validité	388 845	267 585	304 665	353 501
Plan d'Epargne Entreprise salariés GL TRADE SA et GL@	68 210	67 810	70 466	81 120
Plan d'Epargne Entreprise salariés EURONEXT SA	57 203	52 593	40 756	34 891

En application des dispositions légales, un accord de participation a été conclu le 18 novembre 1994 avec le personnel de la société. Cet accord prévoit l'affectation des sommes provenant de la participation des salariés aux résultats de l'entreprise à des Fonds Communs de Placement extérieurs à l'entreprise, dont un fond dédié aux actions GL TRADE.

Pacte d'actionnaires

Un pacte d'actionnaires de la Financière Montmartre, conclu entre la société EURONEXT PARIS SA et les fondateurs de GL TRADE SA, Messieurs LAURENT, GATIGNOL et MORIN a été déposé le 5 juillet 2004 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers.

Il définit notamment la composition du Conseil d'Administration de la Financière Montmartre en fonction du pourcentage de détention des fondateurs et du groupe EURONEXT PARIS au capital de cette dernière.

Il prévoit aussi les modalités de sortie conjointes ou forcées des fondateurs du capital de la holding Financière Montmartre et de leur participation directe dans GL TRADE SA.

Les fondateurs disposent de la part d'EURONEXT PARIS d'une promesse d'achat de leurs actions Financières Montmartre ou GL TRADE SA dans la limite d'un nombre total d'actions correspondant à 10,5 % du capital de GL TRADE.

Dividendes

Les dividendes non réclamés dans un délai de cinq ans à compter de la date de leur mise en paiement sont prescrits au profit de l'état (article 2277 du Code Civil).

La distribution totale au titre des exercices 2005 à 2007, en termes de dividendes, a été la suivante :

Exercice	Montant total (en €)	Par action (en €) Montant net
2005	13 438 909,40 €	1,40
2006	10 561 343,10 €	1,10
2007	12 493 339,30 €	1,30

Depuis l'introduction en Bourse, la société propose chaque année à ses actionnaires la distribution d'un dividende représentant 40 à 50% de son résultat net consolidé.

Pour 2007, le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale le versement d'un dividende en augmentation de 18 % par rapport à l'année précédente. Ce dividende représente 53% du résultat net consolidé part du Groupe.

→ Attestation

Responsable du document de référence

Pierre GATIGNOL
Président - Directeur Général

Attestation du responsable du document de référence

« Nous attestons, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à notre connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et les informations qui relèvent du rapport de gestion présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Nous avons obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit SA et Continentale d'Audit SA une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document de référence ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document. »

Paris, le 19 mai 2008

Pierre GATIGNOL

Responsables du contrôle des comptes

Titulaires

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT SA

- Représenté par
M. Jean-François CHATEL Associé

Inscrit auprès de la Compagnie des
Commissaires aux Comptes de Versailles

- 63, rue de Villiers
92 200 Neuilly sur Seine

Date du premier mandat :

Nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 20 juin 2007

Durée du présent mandat :

Mandat expirant à l'Assemblée Générale
Ordinaire appelée à statuer sur les comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012

CONTINENTALE D'AUDIT SA

- Représenté par
Mr. Mair FERERES Associé

Inscrit auprès de la Compagnie des
Commissaires aux Comptes de Paris

- 22, place du Général Catroux
75 017 Paris

Date du premier mandat :

Nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 20 juin 2007

Durée du présent mandat :

Mandat expirant à l'Assemblée Générale
Ordinaire appelée à statuer sur les comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012

Suppléants

M. Etienne BORIS

- 63, rue de Villiers
92 200 Neuilly sur Seine

Date du premier mandat :

Nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 20 juin 2007

Durée du présent mandat :

Mandat expirant à l'Assemblée Générale
Ordinaire appelée à statuer sur les comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012

ADT France

- 22, place du général Catroux
75 017 Paris

Date du premier mandat :

Nommé par l'Assemblée Générale Ordinaire
du 20 juin 2007

Durée du présent mandat :

Mandat expirant à l'Assemblée Générale
Ordinaire appelée à statuer sur les comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2012

→ Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du Président du Conseil d'Administration de la société GL TRADE S.A., pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société GL TRADE et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société. Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;

- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;

- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du Conseil d'Administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Les Commissaires aux Comptes
Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 mai 2008

PricewaterhouseCoopers
Audit SA
Jean-François CHÂTEL
Associé

Continentale
d'Audit SA
Mair FERERES
Associé

→ Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Aux actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société GL TRADE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- La note 2 de l'annexe aux comptes consolidés expose les méthodes comptables relatives à la reconnaissance du chiffre d'affaires. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre groupe, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans la note 2 et nous nous sommes assurés de leur correcte application.
- Le groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des goodwill et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 2 et 11 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 2 et 11 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 - Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes
Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 mai 2008

PricewaterhouseCoopers
Audit SA
Jean-François CHÂTEL
Associé

Continentale
d'Audit SA
Mair FERERES
Associé

→ Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2007

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

1 - Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1.1 - Convention cadre de « ligne de crédit » entre la société GL TRADE S.A. et GL Multimédia S.A.

Personnes concernées :

Pierre GATIGNOL, Louis-Christophe LAURENT, Frédéric MORIN et EURONEXT PARIS S.A. (représenté par Jean-François THÉODORE)

Nature et objet :

En vue de rationaliser et de simplifier les divers prêts en cours entre votre société et GL Multimédia S.A., le Conseil d'Administration a autorisé lors de sa réunion du 10 janvier 2007, la signature d'une convention cadre « ligne de crédit » dont le montant maximum est fixé à 8.500.000 euros permettant à votre société d'emprunter au fur et à mesure de ses besoins auprès de sa filiale GL Multimédia S.A.

Cette nouvelle convention cadre « ligne de crédit » signée le 5 juillet 2007, annule et remplace les conventions qui ont été préalablement autorisées.

Modalités :

Au 31 décembre 2007, le montant consenti par GL Multimédia S.A. au titre de cette autorisation de prêt s'élève à €.6.000.000. Ce prêt a entraîné pour votre Société une charge d'intérêts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 pour un montant de €.204.856,25.

1.2 - Convention de prêt à court terme avec Financière Montmartre S.A.

Personnes concernées :

Pierre GATIGNOL, Louis-Christophe LAURENT, et EURONEXT S.A. (représenté par Jean-François THÉODORE)

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration en date du 10 janvier 2007 a autorisé la signature d'un contrat de prêt à court terme avec sa société mère, Financière Montmartre, au titre duquel GL TRADE S.A. bénéficie d'un prêt d'un montant de 800.000 euros pour une durée de 1 mois maximum et permettant à GL TRADE S.A. d'emprunter auprès de Financière Montmartre S.A au fur et à mesure de ses besoins dans la limite de ce montant.

Ce prêt a été signé le 30 juillet 2007 et a été accordé avec un taux d'intérêt Eonia + 12.5 bp. Il est remboursable par anticipation sans pénalités.

Modalités :

Au 31 décembre 2007, ce prêt a été intégralement remboursé.

Ce prêt a entraîné pour votre société une charge d'intérêts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 pour un montant de €.2.563,33.

1.3 - Avenant à la convention cadre de « ligne de crédit » avec UBITRADE S.A.**Personnes concernées :**

Pierre GATIGNOL

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration du 2 janvier 2006 avait autorisé GL TRADE S.A. à signer avec sa filiale, UBITRADE S.A., une convention cadre de « ligne de crédit » d'un montant maximum de 13.000.000 euros permettant à GL TRADE S.A. d'emprunter au fur et à mesure de ses besoins.

Modalités :

Le Conseil d'Administration du 10 janvier 2007 a autorisé la signature d'un avenant à la convention cadre en vue de modifier le montant maximum autorisé pour le porter à 16.000.000 euros.

Au 31 décembre 2007, le montant consenti par UBITRADE S.A. au titre de ces autorisations de prêts s'élève à €.15.814.734,62. Ce prêt a entraîné pour votre société une charge d'intérêts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 pour un montant de €.516.661,85.

1.4 - Avenant à la convention cadre de « ligne de crédit » avec GL TRADE Systems Ltd (Hong-Kong)**Personnes concernées :**

Pierre GATIGNOL

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration du 10 janvier 2007 a autorisé la signature d'un avenant à la convention cadre en vue de modifier les taux d'intérêts applicables.

Les taux d'intérêts utilisés sont Eonia 12.5bp pour les devises libellés en euros et Libor 12.5bp pour toutes autres devises.

Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Systems Ltd. est de €.10.000.000.

Modalités :

Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €.2.500.000,00 et 1.500.000 USD (soit €.1.018.952,52) et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 d'un montant de €.110.380,96.

1.5 - Contrat de crédit avec EURONEXT PARIS S.A.**Personnes concernées :**

Serge HARRY et EURONEXT PARIS S.A. (représenté par Jean-François THÉODORE)

Nature et objet :

Le Conseil d'Administration en date du 25 octobre 2007 a autorisé la Société à signer un contrat de crédit avec EURONEXT PARIS S.A., au titre duquel GL TRADE S.A. bénéficie d'une ouverture de crédit d'un montant maximum de 10.000.000 euros pour une durée d'un an. Ce crédit est accordé avec un taux d'intérêt Euribor 3 mois majoré de 0,20 % l'an sur les montants tirés.

Modalités :

Au 31 décembre 2007, le montant consenti par EURONEXT PARIS S.A. au titre de ces autorisations s'élèvent à €.4.000.000. Ce prêt a entraîné pour votre société une charge d'intérêts au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007 pour un montant de €.26.101,33.

1.6 - Emission d'une lettre de garantie pour le compte de GL TRADE Solutions Pte Ltd en faveur de HP Financial Services Pte Ltd**Personnes concernées :**

Pierre GATIGNOL

Nature et objet :

Dans le cadre d'un contrat de location (le « Contrat de Location ») signé le 5 octobre 2007 entre la société HP Financial Services (Singapore) PTE LTD (le « Loueur ») et GL TRADE Solutions Pte Ltd (le « Locataire »), le Loueur a demandé au Locataire en condition préalable à l'achat

et à la location de matériel informatique que GL TRADE S.A. émette une garantie d'exécution au Contrat de Location pour un montant de \$1.500.000 en vue de garantir au Loueur la stricte et complète exécution dans les délais prévus de toutes les obligations incombant au Locataire au titre du présent Contrat de Location.

Modalités :

Le Conseil d'Administration en date du 25 juillet 2007 conformément à l'article L. 225-38 du Code de Commerce a autorisé son Président Directeur Général à émettre au nom et pour le compte de la Société, une lettre de garantie d'exécution dans les conditions posées ci-dessus afin que GL TRADE S.A puisse se porter garante pour sa filiale de Singapour.

2 - Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

2.1 - Conventions cadres de lignes de crédit entre la société GL TRADE S.A et ses filiales

Nature et objet :

Par délibération du Conseil d'Administration en date du 2 janvier 2006, la société GL TRADE S.A. a été autorisée à signer avec ses filiales des conventions cadres de « lignes de crédit » qui se sont poursuivies au cours de l'exercice 2007 et au titre desquelles, la société GL TRADE S.A. est autorisée à effectuer des prêts auprès de ses filiales au fur et à mesure de ses besoins dans la limite d'un montant maximum déterminé pour chaque filiale.

Modalités :

- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE A.G. est de ₺.7.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €2.200.000 et a engendré une charge d'in-

térêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €65.221,33.

- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE (Suisse) S.A. est de €4.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €1.000.000.00 et 250.000CHF (soit €151.084,79) et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €43.812,65.
- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Iberica S.L. est de €4.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €1.300.000 et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €42.587,65.
- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Belgium S.A. est de €5.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €3.644.378,57 et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €123.808,89.
- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Japan K.K. est de €8.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à 545.000.000 JPY (soit €3.304.432,18) et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €120.080,21.
- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Solution Pte Ltd. est de €3.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- ▣ Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à €498.797,11 et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de €19.652,48.
- ▣ Le montant maximum autorisé avec GL TRADE Ltd. est de £23.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.

- Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à € 2.200.000 (soit € 2.999.931,82) et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de € 114 308,72.
- Le montant maximum autorisé avec GL TRADE unipessoal est de € 1.000.000 et le taux d'intérêt appliqué est Eonia + 12.5 Bp.
- Au 31 décembre 2007, la ligne de crédit s'élève à € 100.000 et a engendré une charge d'intérêts au titre de l'exercice 2007 d'un montant de € 550,03.

Les lignes de crédit suivantes ont également été autorisées mais n'ont pas été utilisées :

- GL SETTLE Ltd. : € 5.000.000
- GL TRADE South Africa Pty Ltd. : € 500.000
- GL TRADE Australia Pty Ltd. : € 3.000.000
- GL TRADE Mena : € 3.000.000
- GL TRADE Americas Inc. : € 19.000.000
- GL SETTLE Inc. : € 3.000.000

2.2 - Convention de cautionnement avec GL TRADE Ltd.

Nature et objet :

GL TRADE S.A. s'est portée caution au bénéfice de GL TRADE Ltd. pour la location de bureaux à Londres.

Modalités :

L'engagement porte sur un montant de € 446.000, correspondant à une année de loyer.

2.3 - Convention de garantie de support financier en faveur de la filiale GL SETTLE Ltd.

Nature et objet :

Par délibération des Conseils d'Administration du 27 juillet 2004, GL TRADE S.A. s'est engagée à apporter à sa filiale susvisée un soutien financier afin que celle-ci poursuive son développement.

Modalités :

GL TRADE S.A. a de nouveau émis une lettre de support financier envers GL SETTLE Ltd au titre de l'exercice 2007.

2.4 - Convention de cautionnement avec Glesia Srl

Nature et objet :

GL TRADE S.A. s'est portée garante du paiement des mensualités relatives à des contrats de crédit-bail sur des véhicules contractés par sa filiale italienne en cas de difficultés financières que pourrait rencontrer cette dernière.

Modalités :

Les cautions s'élèvent respectivement aux montants maxima de € 25.800 et € 22.724.

2.5 - Conventions de prestation de services avec Financière Montmartre S.A.

Nature et objet :

Dans le cadre d'une optimisation de la gestion du groupe, la société GL TRADE S.A. a apporté à sa holding, la société Financière Montmartre, son assistance dans les domaines administratifs, financier et juridique. Il s'agit d'une convention d'un an reconduite tacitement.

Modalités :

Au titre de l'exercice 2007, les produits relatifs à cette convention se sont élevés à 9.000 euros.

2.6 - Conventions d'abandon de créance au profit des filiales GL TRADE Australia Ltd., GL TRADE Solutions Pte Ltd et GL TRADE Japan KK

Nature et objet :

Nous vous rappelons que les Conseils d'Administration des 20 décembre 2002, 16 décembre 2003 et du 6 mars 2004, ont autorisé GL TRADE S.A. à procéder à des abandons de créances assorties de clauses de retour à meilleure fortune en faveur des filiales ci-dessus visées.

Modalités :

Au titre de l'exercice 2007, chacune de ces filiales a effectué des remboursements au titre

de ces clauses de retour à meilleure fortune d'un montant de :

- ▣ 531.000 SGD (soit un montant de 252.760,85 euros) de la part de GL TRADE Solutions Pte Ltd,
- ▣ 210.640 AUD\$ (soit un montant de 125.950,73 euros) de la part GL TRADE Australia Ltd.,
- ▣ 57.360.000 JPY (soit un montant de 352.897,75 euros) de la part GL TRADE Japan KK.

Les créances réinscrites à l'actif ont dégagé un produit exceptionnel en 2007 pour les montants mentionnés ci-dessus.

Les Commissaires aux Comptes
Neuilly-sur-Seine et Paris, le 19 mai 2008

**PricewaterhouseCoopers
Audit SA**
Jean-François CHÂTEL
Associé

**Continental
d'Audit SA**
Maïr FERERES
Associé

→ Responsable de l'information financière

Laurence SAUNIER
Secrétaire Générale
GL TRADE
42, rue Notre Dame des Victoires
75002 PARIS
Tél : 33.1.53.40.00.00
Fax : 33.1.53.40.01.40

→ Communication financière

GL TRADE développe sa communication financière pour améliorer la qualité de l'information diffusée à l'ensemble de ses actionnaires. GL TRADE fait partie du segment Next Economy d'EURONEXT PARIS, et respecte en particulier toutes les obligations de communication définies par ce segment.

L'ensemble de la communication financière produite (communiqués de presse, rapport annuel, présentations) est disponible sur le site internet du groupe, www.gltrade.com, rubrique : «Investors Relations».

Ces documents sont également disponibles auprès de :

GL TRADE
Direction de la Communication Financière
42 rue Notre Dame des Victoires
75 002 PARIS

Rencontres

GL TRADE organise deux fois par an (en mars et en août) une présentation aux analystes de ses résultats annuel et semestriel.

Calendrier des communications

Calendrier	
Chiffre d'affaires 2007	30 janvier 2008
Résultats 2007	10 mars 2008
Réunion S.F.A.F	19 mars 2008
Chiffre d'affaires 1 ^{er} trimestre 2008	6 mai 2008
Assemblée Générale	26 juin 2008
Chiffre d'affaires 1 ^{er} semestre 2008	30 juillet 2008
Résultats 1 ^{er} semestre 2008	26 août 2008
Réunion S.F.A.F	27 août 2008
Chiffre d'affaires 3 ^{ème} trimestre 2008	5 novembre 2008

TABLE DE CONCORDANCE

AVEC LES INFORMATIONS REQUISES DANS LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Information requise par le rapport financier annuel	Page dans le présent document
Attestation du responsable du document	110
Rapport de gestion	
Analyse des résultats, de la situation financière, des risques et liste des délégations en matière d'augmentation du capital de la société mère et de l'ensemble consolidé (art. L.225-100 et L.225-100-2 du Code de commerce)	30 à 36, 89 à 91, 95 à 98, 105
Informations requises par l'article L.225-100-3 du code de commerce relatives aux éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique	NA
Informations relatives aux rachats d'actions (art. L.225-211, al.2, du Code de commerce)	108
États financiers	
Comptes consolidés	48 à 91
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	112 à 118

TABLE DE CONCORDANCE

DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Rubrique de l'annexe I du règlement européen n°809/2004	Page dans le présent document
1. Personnes responsables	110
2. Contrôleur légaux	111
3. Informations financières sélectionnées	9 à 11
4. Facteurs de risque	89 à 91, 95 à 98
5. Information concernant l'émetteur	
5.1. Histoire et évolution de la société	8
5.2. Investissements	36
6. Aperçu de l'activité	
6.1. Principales activités	22 à 25
6.2. Principaux marchés	26 à 27
6.3. Événements exceptionnels	NA
6.4. Dépendance éventuelle	NA
6.5. Eléments fondateurs de toute déclaration de la Société concernant sa position concurrentielle	26 à 27
7. Organigramme	
7.1. Description sommaire du Groupe	16 à 18
7.2. Liste des filiales de la Société	94
8. Propriétés immobilières, usines et équipements	
8.1. Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	NA
8.2. Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	NA
9. Examen de la situation financière et du résultat	
9.1. Situation financière	30 à 36
9.2. Résultat d'exploitation	35
10. Trésorerie et capitaux	
10.1. Informations sur les capitaux à court terme et à long terme de la Société	36
10.2. Source et montant des flux de trésorerie de la société	36, 52
10.3. Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement de la Société	78 à 80
10.4. Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opération de la Société	NA
10.5. Informations concernant les sources de financement attendues	36
11. Recherche et développement, brevets et licences	75, 95
12. Informations sur les tendances	37
13. Prévisions ou estimations du bénéfice	NA
14. Organe d'administration, de direction, de surveillance et direction générale	
14.1. Organes d'administration, de direction et de surveillance	19 à 20, 98 à 101

14.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	NA
15. Rémunération et avantages	
15.1. Rémunération des mandataires sociaux	101
15.2. Montant total de sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions	78 à 79
16. Fonctionnement des organes d'administration et de direction	
16.1. date d'expiration des mandats actuels	98
16.2. Contrats de service liant les membre des organes d'administration, de direction ou de surveillance	84
16.3. Informations sur le Comité d'Audit et le Comité des rémunérations de la société	41
16.4. Déclaration de conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans son pays d'origine	98
17. Salariés	
17.1. Nombre de salariés	11, 68
17.2. Participations et stock-options	105 à 106
17.3. Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de la société	109
18. Principaux actionnaires	
18.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	108
18.2. Existence de droits de vote différents	107
18.3. Contrôle de la Société	108
19. Opérations avec des apparentés	84
20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur	
20.1. Informations financières historiques	48 à 91
20.2. Informations financières pro-forma	NA
20.3. États financiers	48 à 52
20.4. Vérification des informations financières historiques annuelles	2
20.5. Date des dernières informations financières	2
20.6. Informations financières intermédiaires et autres	NA
20.7. Politique de distribution des dividendes	46, 91, 109
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	81
20.9. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	NA
21. Informations complémentaires	
21.1. Capital social	104
21.2. Acte constitutif et statuts	103 à 104
22. Contrats importants	30 à 36
23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	NA
24. Documents accessibles au public	119
25. Informations sur les participations	92 à 93

Ce document a été réalisé par la Direction
Administrative et Financière du groupe GL TRADE

Rédaction : Direction Financière GL TRADE
Direction artistique : Benoît Michon
Mise en Page : Marc Letellier
Photos : Jupiterimages Unlimited, Benoît Michon
Impression : DGR

GL TRADE

42, rue Notre Dame des Victoires
75002 PARIS- France

Tél : +33 (0)1 53 40 00 00
Fax : +33 (0)1 53 40 01 40

